



# Commune d'ESTREE

## Plan Local d'Urbanisme

Recueil des Servitudes d'Utilité Publique et Obligations Diverses

Vu pour être annexé à la délibération du

Conseil Municipal en date du :



## SOMMAIRE :

### Prologue : LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE ET OBLIGATIONS ET INFORMATIONS DIVERSES

#### Première partie : SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

##### Servitude EL7 : Alignement

- Courrier du Conseil Général en date du 8 juillet 2011
- Texte réglementaire de la servitude
- *Tronçons de la RD 150 et de la RD 127 grevés par la servitude EL7, reportés sur le plan des Servitudes d'Utilité Publique Informations et Obligations Diverses d'Estrée, joint au présent dossier.*

##### Servitude JS1 : Protection des installations sportives

- Avertissement
- Texte réglementaire de la servitude

#### Deuxième partie : OBLIGATIONS

- Avant-propos aux sous-parties 1 et 2 : définition des notions d'aléa, d'enjeux et de risques
- Avant-propos aux sous-parties 1 et 2 : Prévention des risques naturels : le cas d' Estrée
- Arrêté préfectoral du 24 avril 2012 d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs
- Annexe de l'arrêté n° SIDPC-2012-016 du 24 avril 2012 : Liste des communes concernées par le droit à l'information des citoyens sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le Pas-de-Calais
- Courrier de la préfecture du Pas-de-Calais en date du 7 juillet 2011

##### Prévention des risques naturels :

##### CATNAT : arrêtés de catastrophes naturelles

- Avertissement
- Liste des arrêtés de catastrophes naturelles éditée le 2 septembre 2013 (date de mise à jour des données : 15 juin 2010), issue du site internet Primnet (bouquet Prévention des risques majeurs), portail du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie
- Affiche d'alerte sur risques majeurs à Estrée

##### Retrait-gonflement des argiles

- Généralités sur le phénomène
- Le cas d' Estrée
- Cartographie d'aléa retrait-gonflement des argiles sur la commune d' Estrée extraite en août 2013 du site internet Argiles.fr (BRGM),

##### ZI : Zone Inondée - Risque d'inondation et de remontées de nappes

- Le cas d' Estrée
- Cartographie de remontées de nappes sur la commune d' Estrée, extraite en août 2013 du site internet Primnet (bouquet Prévention des risques majeurs), portail du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie

##### Risques de séisme

- Le cas d' Estrée
- Généralités
- Arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »
- Fiche éditée par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement : « Nouvelle réglementation parasismique applicable aux bâtiments dont le permis de construire est déposé à partir du 1<sup>er</sup> mai 2011 »

##### Autres risques

- Risque de rupture de barrage

### **Prévention des risques technologiques :**

#### **Transport de matières dangereuses**

- Canalisations de transport ou dépôts de matières dangereuses (flux d'énergie, hydrocarbures, produits chimiques, canalisations de chaleur, etc.)
- TMD: Infrastructures routières ou ferroviaires de transport de matières dangereuses

#### **Découverte d'engins de guerre**

### **Prévention des risques liés à une occupation des sols de type urbain :**

#### **Installations Classées ICPEa et ICPEi**

- Prévention des risques : principes

#### **ICPEi : Installation Classée Industrielle**

- Liste des établissements classés industriels

#### **Sécurité routière**

- Liste des accidents relevés sur la commune entre 2006 et 2010, circonstances détaillées et tableau récapitulatif

#### **Autres risques :**

- Arrêté Préfectoral du 15 février 2002 délimitant la zone à risque de plomb
- Risques non répertoriés sur la commune

### **Obligations d'intérêts patrimoniaux :**

#### **ZA : zonage archéologique**

- Avertissement
- Arrêté Préfectoral du 8 mars 2010 délimitant les zones archéologiques sur les communes de l'arrondissement de Montreuil sur Mer
- Note d'accompagnement
- *Report du zonage archéologique arrêté et de ses périmètres de seuils, sur le plan des Servitudes d'Utilité Publique Informations et Obligations Diverses d'Estrée, joint au présent dossier.*

### **Obligations liées à la préservation des milieux naturels et à la mise en valeur du patrimoine bâti :**

#### **AD : Autorisation de défrichement**

- Texte réglementaire de l'obligation AD
- *Périmètres l'autorisation de défrichement, reportés sur le plan des Servitudes d'Utilité Publique Informations et Obligations Diverses d'Estrée, joint au présent dossier.*

#### **ZNIEFF1 : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique**

- Synthèse des documents relatifs à la ZNIEFF de type 1 n° 42-01 « a vallée de la Course à l'aval d'Enquin-sur-Baillon » : plans de situation et inventaire.
- *Périmètre de la ZNIEFF 42-01 reporté sur le plan des Servitudes d'Utilité Publique Informations et Obligations Diverses d'Estrée, joint au présent dossier.*

#### **ZNIEFF2 : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique**

- Synthèse des documents relatifs à la ZNIEFF de type 2 n° 42 « La vallée de la Course et ses versants » : plans de situation et inventaire.
- *Périmètre de la ZNIEFF n°2-42, reporté sur le plan des Servitudes d'Utilité Publique Informations et Obligations Diverses d'Estrée, joint au présent dossier.*

#### **EP : Edifices à valeur patrimoniale**

- Courrier Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine du Pas-de-Calais en date du 11 octobre 2011
- *Localisation des édifices à valeur patrimoniale, sur le plan des Servitudes d'Utilité Publique Informations et Obligations Diverses d'Estrée, joint au présent dossier.*

#### **Cyclo : itinéraires cyclotouristiques**

- Courrier du Conseil Général en date du 7 juillet 2011
- Fiche de parcours de l'itinéraire de cyclotourisme « La Chartreuse » éditée par le Conseil Général du Pas-de-Calais
- Fiche de parcours de l'itinéraire de cyclotourisme « Les Lacs d'Amour » éditée par le Conseil Général du Pas-de-Calais
- *Tracé des axes grevés de l'obligation « Cyclo », reporté sur le plan des Servitudes d'Utilité Publique*

## **Troisième partie : INFORMATIONS**

### **Documents à valeur intercommunale : SCOT, SDAGE, SAGE, schémas de développement commercial, ZAC et ZAD, Plan de Déplacements Urbains**

- Extrait du rapport du service de l'environnement et de l'Aménagement Durable – Unité Connaissance Observation et Economie du territoire en date du 128 juillet 2011
- Cartographie des zones humides du SDAGE Artois-Picardie, commune d' Estrée
- Arrêté préfectoral d'approbation du SAGE de la Canche
- Cartographie des zones humides du SAGE de la Canche, commune d' Estrée, après étude complémentaire (auteur : ANTEAgroup)

### **Enseignement de premier et second cycle**

- Courrier de l'Inspecteur de l'Académie en date du 16 janvier 2011

### **Patrimoine naturel**

- Liste des documents consultables au Centre de ressources documentaires de la DREAL Nord-Pas-de-Calais
- Cartographie de la vulnérabilité des eaux souterraines sur le territoire d' Estrée (source : DREAL)
- Cartographie des communes du Bassin Artois-Picardie classées en zones vulnérables aux nitrates et Arrêté préfectoral du 20 décembre 2002 portant délimitation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Artois-Picardie
- Cartographie des communes du Bassin Artois-Picardie classées en zones sensibles et Arrêté préfectoral du 27 novembre 1994 (version consolidée par l'arrêté préfectoral du 31 août 1999 puis version initiale) portant délimitation des zones sensibles dans le bassin Artois-Picardie
- Cartographie des communes du Bassin Artois-Picardie codifiées « SANDRE » en zones sensibles à l'eutrophisation ;  
cartographie des communes visées par l'arrêté de la CJCE pour manquement au classement au titre de l'eutrophisation ;  
Arrêté préfectoral du 12 janvier 2006 portant révision des zones sensibles à l'eutrophisation dans le bassin Artois-Picardie

### **Energies renouvelables**

- Le cas d' Estrée

### **Aménagement numérique**

- Courrier de la DDTM, service Expertise et Appui Technique, en date du 30 juin 2011

### **Courriers des services associés de l'Etat et concessionnaires n'ayant pas eu d'observations à formuler lors de la consultation en vue de l'élaboration du Porté à Connaissance**



**LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE  
ET OBLIGATIONS ET INFORMATIONS DIVERSES**

**AVERTISSEMENT :**

Le présent recueil reprend en préambule la liste des Servitudes d'Utilité Publique, Obligations et Informations Diverses mise à jour par la DDTM du Pas-de-Calais le 20 novembre 2012, puis dans trois parties distinctes, les servitudes d'utilité publique, les obligations et les informations diverses, en compilant les éléments du Porté à Connaissance et les informations obtenues par ailleurs.



**--> Taxes d'urbanisme et Participations**

Taxe Locale d'Equipement : Oui

Participation de raccordement à l'égout : Non

Plafond Légal de Densité : Non Taux : 0

Participation voirie et réseaux : Oui

**--> Droits de Prémption**

DPU : Non

ZAD : Non

ENSD : Non

**--> ZAC****EAU****--> SDAGE** Artois-Picardie**--> SAGE** de la Canche approuvé le 03/10/2011**--> Eaux pluviales****--> Eaux usées****HABITAT****--> PLH****--> Dispositions particulières****DECHETS****--> Appartenance à un syndicat****--> Site de traitement des déchets****DIVERS (Transport, commerces,...)****--> Commune éligible à l'ATESAT : Oui****--> PDU**

**PREMIERE PARTIE :  
SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE**

## **SERVITUDE EL7**

Alignement



Arras, le 7 JUL. 2011

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES  
PÔLE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS  
ET DU PATRIMOINE DÉPARTEMENTAL

Direction de la Mobilité  
et des Transports

Service Mobilité

Dossier suivi par :

Cécile NOWACKI

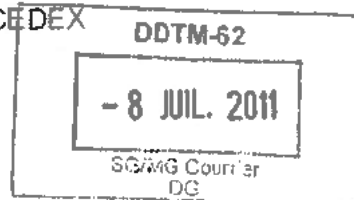
Tél : 03.21.21.51.94

Fax : 03.21.21.62.78

nowacki.cecile@cg62.fr



Monsieur Michel STOUMBOFF  
Directeur Départemental des Territoires et  
de la Mer  
Service de l'Urbanisme  
100 avenue Winston Churchill  
SP 7  
62022 ARRAS CEDEX



Réf : DMT/SMU - PN/CN - 11.61

Objet : Commune d'ESTREE  
Elaboration du Plan Local d'Urbanisme  
Porter à Connaissance

PJ : Plans

Monsieur le Directeur,

Le conseil municipal de la commune d'ESTREE a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme par délibération en date du 26 avril 2011.

Vous trouverez décrits, ci-après, les projets ou éléments relevant de la compétence départementale à prendre en compte lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'ESTREE.

### Circuits cyclotouristiques

La commune d'ESTREE est concernée par les circuits cyclotouristiques « Les lacs d'amour » et « La chartreuse » (plans ci-joints).

### Schéma Directeur des Itinéraires et Pistes Cyclables du Pas-de-Calais

Le schéma des aménagements cyclables du Pas-de-Calais est actuellement en cours de refonte. Je peux néanmoins vous indiquer les nouvelles orientations qui se déclineront autour des accès vers les collèges, les gares et les zones d'activités. Ce schéma sera intégré dans un schéma de la mobilité.

### Servitudes

La commune d'ESTREE est concernée par les plans d'alignement suivants :



- RD 150 du PR 2+801 à 3+373
- RD 127 du PR 0+000 à 0+477

### **Alignement**

L'alignement individuel est délivré au propriétaire, conformément à l'article L112-1 du code de la voirie routière, selon le plan d'alignement s'il en existe un. En l'absence d'un tel plan, il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine.

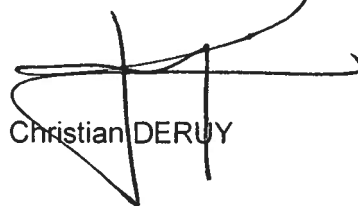
En ce qui concerne l'alignement individuel le long d'une route départementale, il est délivré par le Président du Conseil Général. La demande est à transmettre au Directeur de la Maison du Département Infrastructures concernée.

### **Voirie**

Je vous signale que l'extension de l'urbanisation, le long des routes départementales, au-delà des périmètres actuellement urbanisés, doit être limitée et tenir compte, en terme de sécurité routière, des conditions d'accès et de sortie des futures constructions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le ~~Président du Conseil Général~~,  
Le Directeur du Pôle des infrastructures, de la  
Mobilité et du Patrimoine Départemental



Christian DERUY

## **ALIGNEMENT**

### **I. - GÉNÉRALITÉS**

Servitudes d'alignement.

Code de la voirie routière : articles L. 112-1 à L. 112-7, R. 112-1 à R. 112-3 et R. 141-1.

Circulaire n° 79-99 du 16 octobre 1979 (B.O.M.E.T. 79/47) relative à l'occupation du domaine public routier national (réglementation), modifiée et complétée par la circulaire du 19 juin 1980.

Code de l'urbanisme, article R. 123-32-1.

Circulaire n° 78-14 du 17 janvier 1978 relative aux emplacements réservés par les plans d'occupation des sols (chapitre 1<sup>er</sup>, Généralités, § 1.2.1 [4<sup>e</sup>]).

Circulaire n° 80-7 du 8 janvier 1980 du ministre de l'intérieur.

Ministère de l'intérieur (direction générale des collectivités locales).

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction des routes).

### **II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION**

Les plans d'alignement fixent la limite de séparation des voies publiques et des propriétés privées, portent attribution immédiate, dès leur publication, du sol des propriétés non bâties à la voie publique et frappent de servitude de reculement et d'interdiction de travaux confortatifs les propriétés bâties ou closes de murs (immeubles en saillie).

#### **A. - PROCÉDURE**

##### **1° Routes nationales**

L'établissement d'un plan d'alignement n'est pas obligatoire pour les routes nationales.

Approbation après enquête publique préalable par arrêté motivé du préfet lorsque les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont favorables, dans le cas contraire par décret en Conseil d'Etat (art. L. 123-6 du code de la voirie routière).

L'enquête préalable est effectuée dans les formes prévues aux articles R. 11-19 à R. 11-27 du code de l'expropriation. Le projet soumis à enquête comporte un extrait cadastral et un document d'arpentage.

Pour le plan d'alignement à l'intérieur des agglomérations, l'avis du conseil municipal doit être demandé à peine de nullité (art. L. 123-7 du code de la voirie routière et art. L. 121-28 [1°] du code des communes).

##### **2° Routes départementales**

L'établissement d'un plan d'alignement n'est pas obligatoire pour les routes départementales.

Approbation par délibération du conseil général après enquête publique préalable effectuée dans les formes prévues aux articles R. 11-1 et suivants du code de l'expropriation.

L'avis du conseil municipal est requis pour les voies de traverses (art. L. 131-6 du code de la voirie routière et art. L. 121-28 [1°] du code des communes).

##### **3° Voies communales**

Les communes ne sont plus tenues d'établir des plans d'alignement (loi du 22 juin 1989 publiant le code de la voirie routière).

Adoption du plan d'alignement par délibération du conseil municipal après enquête préalable effectuée dans les formes fixées par les articles R. 141-4 et suivants du code de la voirie routière.

La délibération doit être motivée lorsqu'elle passe outre aux observations présentées ou aux conclusions défavorables du commissaire enquêteur.

Le dossier soumis à enquête comprend : un projet comportant l'indication des limites existantes de la voie communale, les limites des parcelles riveraines, les bâtiments existants, le tracé et la définition des alignements projetés ; s'il y a lieu, une liste des propriétaires des parcelles comprises en tout ou en partie, à l'intérieur des alignements projetés.

L'enquête publique est obligatoire. Ainsi la largeur d'une voie ne peut être fixée par une simple délibération du conseil municipal (Conseil d'Etat, 24 janvier 1973, demoiselle Favre et dame Boineau : rec., p. 63 ; 4 mars 1977, veuve Péron).

Si le plan d'alignement (voies nationales, départementales ou communales) a pour effet de frapper d'une servitude de reculement un immeuble qui est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou compris dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit, ou encore protégé soit au titre des articles 4, 9, 17 ou 28 de la loi du 2 mai 1930, soit au titre d'une zone de protection du patrimoine architectural et urbain, il ne peut être adopté qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de 15 jours (art. 3 du décret n° 77-738 du 7 juillet 1977 relatif au permis de démolir).

La procédure de l'alignement est inapplicable pour l'ouverture des voies nouvelles (1). Il en est de même si l'alignement a pour conséquence de porter une atteinte grave à la propriété riveraine (Conseil d'Etat, 24 juillet 1987, commune de Sannat : rec. T., p. 1030), ou encore de rendre impossible ou malaisée l'utilisation de l'immeuble en raison notamment de son bouleversement intérieur (Conseil d'Etat, 9 décembre 1987, commune d'Aumerval : D.A. 1988, n° 83).

#### 4° Alignement et plan d'occupation des sols

Le plan d'alignement et le plan d'occupation des sols sont deux documents totalement différents, dans leur nature comme dans leurs effets :

- le P.O.S. ne peut en aucun cas modifier, par ses dispositions, le plan d'alignement qui ne peut être modifié que par la procédure qui lui est propre ;

- les alignements fixés par le P.O.S. n'ont aucun des effets du plan d'alignement, notamment en ce qui concerne l'attribution au domaine public du sol des propriétés concernées (voir le paragraphe « Effets de la servitude »).

En revanche, dès lors qu'il existe un P.O.S. opposable aux tiers, les dispositions du plan d'alignement, comme pour toute servitude, ne sont elles-mêmes opposables aux tiers que si elles ont été reportées au P.O.S. dans l'annexe « Servitudes ». Dans le cas contraire, le plan d'alignement est inopposable (et non pas caduc), et peut être modifié par la commune selon la procédure qui lui est propre.

C'est le sens de l'article R. 123-32-1 du code de l'urbanisme, aux termes duquel « nonobstant les dispositions réglementaires relatives à l'alignement, les alignements nouveaux des voies et places résultant d'un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé, se substituent aux alignements résultant des plans généraux d'alignement applicables sur le même territoire ».

Les alignements nouveaux résultant des plans d'occupation des sols peuvent être :

- soit ceux existant dans le plan d'alignement mais qui ne sont pas reportés tels quels au P.O.S. parce qu'on souhaite leur donner une plus grande portée, ce qu'interdit le champ d'application limité du plan d'alignement ;

- soit ceux qui résultent uniquement des P.O.S. sans avoir préalablement été portés au plan d'alignement, comme les tracés des voies nouvelles, dont les caractéristiques et la localisation sont déterminées avec une précision suffisante ; ils sont alors inscrits en emplacements réservés. Il en est de même pour les élargissements des voies existantes (art. L. 123-1 du code de l'urbanisme).

(1) L'alignement important de la voie est assimilé à l'ouverture d'une voie nouvelle (Conseil d'Etat, 15 février 1956, Montarnal : rec. T., p. 780).

## B. - INDEMNISATION

L'établissement de ces servitudes ouvre aux propriétaires, à la date de la publication du plan approuvé, un droit à indemnité fixée à l'amiable, et représentative de la valeur du sol non bâti.

A défaut d'accord amiable, cette indemnité est fixée comme en matière d'expropriation (art. L. 112-2 du code de la voirie routière).

Le sol des parcelles qui cessent d'être bâties, pour quelque cause que ce soit, est attribué immédiatement à la voie avec indemnité réglée à l'amiable ou à défaut, comme en matière d'expropriation.

## C. - PUBLICITÉ

Publication dans les formes habituelles des actes administratifs.

Dépôt du plan d'alignement dans les mairies intéressées où il est tenu à la disposition du public.

Publication en mairie de l'avis de dépôt du plan.

Le défaut de publication enlève tout effet au plan général d'alignement (1).

## III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

### A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

#### 1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Possibilité pour l'autorité chargée de la construction de la voie, lorsqu'une construction nouvelle est édifiée en bordure du domaine public routier, de visiter à tout moment le chantier, de procéder aux vérifications qu'elle juge utiles, et de se faire communiquer les documents techniques se rapportant à la réalisation des bâtiments pour s'assurer que l'alignement a été respecté. Ce droit de visite et de communication peut être exercé durant deux ans après achèvement des travaux (art. L. 112-7 du code de la voirie routière et L. 460-1 du code de l'urbanisme).

Possibilité pour l'administration, dans le cas de travaux confortatifs non autorisés, de poursuivre l'infraction en vue d'obtenir du tribunal administratif, suivant les circonstances de l'affaire, l'arrêt immédiat des travaux ou l'enlèvement des ouvrages réalisés.

#### 2° Obligations de faire imposées aux propriétaires

Néant.

### B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

#### 1° Obligations passives

La décision de l'autorité compétente approuvant le plan d'alignement est attributive de propriété uniquement en ce qui concerne les terrains privés non bâtis, ni clos de murs. S'agissant des terrains bâtis ou clos par des murs, les propriétaires sont soumis à des obligations de ne pas faire.

Interdiction pour le propriétaire d'un terrain bâti de procéder, sur la partie frappée d'alignement, à l'édification de toute construction nouvelle, qu'il s'agisse de bâtiments neufs remplaçant des constructions existantes, de bâtiments complémentaires ou d'une surélévation (servitude non *aedificandi*).

Interdiction pour le propriétaire d'un terrain bâti de procéder, sur le bâtiment frappé d'alignement, à des travaux confortatifs tels que renforcement des murs, établissement de dispositifs de soutien, substitution d'aménagements neufs à des dispositifs vétustes, application d'enduits destinés à maintenir les murs en parfait état, etc. (servitude non *confortandi*).

(1) Les plans définitivement adoptés après accomplissement des formalités, n'ont un caractère obligatoire qu'après publication, dans les formes habituelles de publication des actes administratifs (Conseil d'Etat, 2 juin 1976, époux Charpentier, req. n° 97950). Une notification individuelle n'est pas nécessaire (Conseil d'Etat, 3 avril 1903, Bontemps : rec., p. 295).

## **2° Droits résiduels du propriétaire**

Possibilité pour le propriétaire riverain d'une voie publique dont la propriété est frappée d'alignement, de procéder à des travaux d'entretien courant, mais obligation avant d'effectuer tous travaux de demander l'autorisation à l'administration. Cette autorisation, valable un an pour tous les travaux énumérés, est délivrée sous forme d'arrêté préfectoral pour les routes nationales et départementales, et d'arrêté du maire pour les voies communales.

Le silence de l'administration ne saurait valoir accord tacite.



## **SERVITUDE JS1**

Protection des installations sportives

**AVERTISSEMENT :**

La Servitude JS1 n'a pas été identifiée sur la commune d' Estrée.

Néanmoins, par principe de précaution, le texte réglementaire de la servitude a été joint au présent recueil des Servitudes d'Utilité Publique, Informations et Obligations Diverses.

## **INSTALLATIONS SPORTIVES**

---

### **I. - GÉNÉRALITÉS**

Servitudes de protection des installations sportives privées dont le financement a été assuré par une ou des personnes morales de droit public.

Loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités sportives (art. 42) abrogeant la loi du 26 mai 1941.

Décret n° 86-684 du 14 mars 1986 pris pour l'application de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984.

Ministère chargé de la jeunesse et des sports (direction des sports).

### **II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION**

#### **A. - PROCÉDURE**

Application de la servitude sans formalité particulière, aux équipements sportifs privés dont le financement a été assuré par une ou des personnes morales de droit public pour une partie au moins égale à 20 p. 100 de la dépense subventionnable ou, à défaut de dépense subventionnable, à 20 p. 100 du coût total hors taxes de l'équipement subventionné (art. 42 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984).

#### **B. - INDEMNISATION**

La loi du 16 juillet 1984 ne prévoit aucune indemnité.

#### **C. - PUBLICITÉ**

Néant.

### **III. - EFFETS DE LA SERVITUDE**

#### **A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE**

##### **1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique**

La loi du 16 juillet 1984 ne prévoit aucune sanction expresse à l'encontre de l'exploitant privé qui supprimerait ou modifierait sans autorisation une installation sportive soumise à ladite servitude.

Néanmoins, il semble possible pour la ou les personnes morales de droit public qui ont subventionné la dite installation, de poursuivre son exploitant afin d'obtenir, soit la remise en état des lieux, soit le remboursement en tout ou partie du montant de la subvention accordée.

##### **2° Obligations de faire imposées au propriétaire**

Déclaration à l'administration pour tout propriétaire d'un équipement sportif, à l'exclusion des équipements sportifs à usage exclusivement familial et ceux relevant du ministre chargé de la défense, en vue d'établir un recensement de ces équipements (art. 41 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984), étant entendu que seules les installations sportives privées qui ont fait l'objet d'un financement de la part d'une ou plusieurs personnes morales de droit public à hauteur de 20 p. 100 de la dépense subventionnable ou de 20 p. 100 du coût total hors taxes de l'équipement, sont soumises à la servitude de protection.

Obligation, pour tout propriétaire d'un équipement sportif soumis à la servitude de protection, d'obtenir une autorisation de la personne publique ayant participé pour la plus grande part à son financement, pour la suppression totale ou partielle de l'équipement ainsi que la modification de son affectation. L'avis du maire de la commune où est implanté l'équipement est joint à la demande d'autorisation. Cette autorisation est subordonnée à la condition que cet équipement soit remplacé par un équipement sportif équivalent (art. 42 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984).

## **B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL**

### **1° Obligations passives**

Interdiction pour tout propriétaire privé d'un équipement sportif soumis à la servitude de protection de supprimer en tout ou partie ledit équipement ou de modifier son affectation à moins d'en obtenir l'autorisation prévue ci-dessus.

### **2° Droits résiduels du propriétaire**

Possibilité pour le propriétaire privé d'un équipement sportif soumis à la servitude de protection, d'effectuer sur celui-ci tous les travaux qu'il désire, à la condition que ces travaux n'aient pas pour effet de supprimer l'équipement en partie ou totalement ou de modifier son affectation, à moins d'en obtenir l'autorisation.

**DEUXIEME PARTIE :  
OBLIGATIONS**

## AVANT-PROPOS AUX SOUS-PARTIES 1 ET 2 : DEFINITION DES NOTIONS D'ALEA, D'ENJEUX ET DE RISQUES

Les deux premières sous-parties de chapitre abordent la notion de risque, au travers de trois facteurs causaux :

- les premiers sont ceux liés au sol et au milieu naturel, on les qualifiera donc de risques naturels.
- Les autres sont liés aux activités industrielles, artisanales et aux transports de matières dangereuses ; on les qualifiera donc ici de risques technologiques.
- Les troisièmes sont, plus généralement que les risques technologiques, liés à l'occupation ou l'activité humaine. On y inclut des risques tels que certaines techniques de stockage ou d'ensilage agricole, ou à l'utilisation à large échelle de matériaux aujourd'hui identifiés comme dangereux dans la construction d'une maison (peintures au plomb, branchements d'eau potable au plomb).

A noter qu'il n'existe pas de Plan de Prévention des Risques Naturels ou des plan de Prévention des Risques Technologiques sur la commune de Thélus, ni de prescription de plans de cet ordre sur la commune.

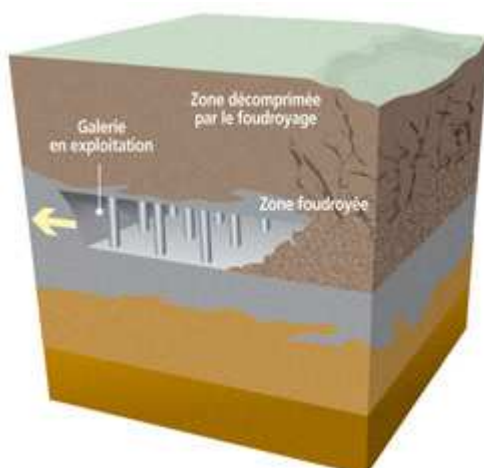
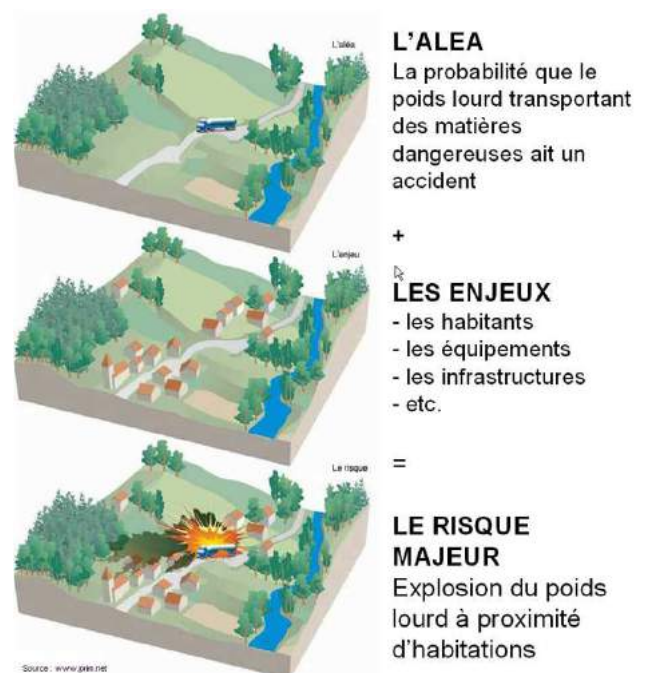
Définition des notions d'aléa, de risque, et d'enjeux :

La définition que l'on pourrait donner pour le risque est la suivante :

**(Risque) = (aléa) x (enjeu)**

Le risque est donc la confrontation d'un aléa (phénomène naturel dangereux) et d'une zone géographique où existent des enjeux qui peuvent être humains, économiques ou environnementaux (exemple : tissu urbain, zone à urbaniser, équipements susceptibles d'accueillir du public...).

Ci-contre à droite, la mise en image de ces définitions, avec le risque « transport de matières dangereuses (Source : conférences SIG 2009 de l'ESRI, sur le thème de l'élaboration d'un atlas départemental des risques majeurs) :



Et ci-contre à gauche, l'illustration du risque « effondrement de cavités et carrières souterraines », l'aléa étant la présence de carrières souterraines, et le risque, la zone décomprimée par le foudroyage de la galerie ; l'enjeu serait une urbanisation de la zone décomprimée, ou l'établissement d'une activité industrielle à risques technologiques (enjeux humains), ou encore une couche géologique particulièrement exposée aux risque d'infiltrations pluviales (enjeu naturel), etc... (Source : Site de la DREAL Nord Pas de Calais, section « publications »).



## **AVANT-PROPOS AUX SOUS-PARTIES 1 ET 2 : PREVENTION DES RISQUES NATURELS**

- **L'arrêté préfectoral du 30 décembre 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs : Le cas d' Estrée**

Cet arrêté reprend en annexe la liste des communes concernées par un risque naturel ou technologique.

Pour ces communes, si un bien immobilier est vendu ou loué, un état des risques naturels et technologiques doit être annexé à tout contrat de vente ou de location.

**La commune d' Estrée n'est pas citée en annexe de cet arrêté. Cette obligation ne s'applique donc pas aux biens vendus ou loués sur le territoire de cette commune.**

- **L'arrêté préfectoral du 24 avril 2012 relatif à l'information des citoyens sur les risques naturels et technologiques majeurs : Le cas d' Estrée**

Cet arrêté reprend en annexe la liste des communes concernées par un risque naturel ou technologique et mise à jour annuellement.

Pour ces communes, le Dossier Départementale sur les Risques Majeurs et, le cas échéant, les informations complémentaires, sont consultables en préfecture, sous-préfectures et mairies ainsi qu'à partir du site internet de la Préfecture.

**La commune d' Estrée est citée en annexe de cet arrêté. Cette obligation s'applique donc aux citoyens résidents de cette commune.**

La fiche d'alerte (Document Communal sur les Risques Majeurs) que mentionne l'arrêté figure pages suivantes.



PREFECTURE  
Cabinet  
Service Interministériel de Défense  
et de Protection Civiles

Arrêté n°SIDPC-2012-016

**ARRÊTÉ PREFECTORAL RELATIF AU DROIT À L'INFORMATION DES CITOYENS  
SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS**

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;  
**Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L.125-2 et R.125-9 à R.125-14 ;  
**Vu** le code minier, article 94 ;  
**Vu** l'arrêté du 9 février 2005 relatif à l'affichage des consignes de sécurité ;  
**Vu** le décret du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
**Vu** le décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M. Denis ROBIN, en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**Sur** proposition de Madame la Sous-préfète, Directrice de Cabinet ;

**ARRETE :**

**Article 1 :**

L'information des citoyens sur les risques naturels et technologiques majeurs auxquels ils sont susceptibles d'être exposés dans le département, est consignée dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) annexé au présent arrêté.

**Article 2 :**

Cette information est complétée dans les communes listées en annexe du présent arrêté, par le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) et l'affichage des risques pris en compte, la fréquence radio à écouter et les consignes de sécurité à respecter en cas de danger ou d'alerte.

**Article 3 :**

La liste des communes concernées est mise à jour annuellement.

**Article 4 :**

Le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs et, le cas échéant, les informations complémentaires, sont consultables en préfecture, sous-préfectures et mairies du département ainsi qu'à partir du site Internet de la préfecture.

**Article 5 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, Madame la Directrice de Cabinet, Mesdames et Messieurs les sous-préfets d'arrondissement, les chefs des services régionaux et départementaux et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et accessible sur le site Internet de la préfecture.

Fait à Arras, le 24 avril 2012

Le Préfet,

Denis ROBIN.

Tableau synthétique DDRM du Pas-de-Calais

N°INSEE	Communes	Risques Naturels												Aléa minier	Risques Technologiques							OBLIGATION DE PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE (PCS)					
		Inondation				Séisme	Mouvements de terrain						Risque Littoral			Risque Industriel				Risque nucléaire	TMD						
							Retrait / Gonflement des sols argileux	Mouvements de terrain		Cavités souterraines																	
		Type	AZI	PPRn	Arrêtés CAT-NAT	Zonage	Présence	PPRn	Arrêtés CAT-NAT	PPRn	Arrêtés CAT-NAT	Présence	PPRn		Arrêtés CAT-NAT	Type	PPRn	Arrêtés CAT-NAT	Présence	PPR minier	Arrêtés CAT-NAT		ICPE	PPI	PPRt	Sociétés	CNPE Gravelines
62304	ERNY-SAINT-JULIEN	Icb			4	2							X												R		
62306	ERVILLERS	Icb			1	2							X												R, C	G	
62307	ESCALLES	Icb			2	2								Rfl SM Rtc	A P P										R		X
62308	ESCOEUILLES	Icb			2	2	X																		R		
62309	ESQUERDES	Cr	Aa	A	5	2	X						X												R, F, G	G	X
62310	ESSARS	Cr		P	3	2	X						X							AS	X	P		SI Group	R, N, C	G	X
62311	ESTEVELLES					2											X			AS	X	P		Nortanking	R, N		X
62312	ESTRÉE	Icb			2	1																			R		
62313	ESTRÉE-BLANCHE	In		P	5	2							X				X								R		
62314	ESTRÉE-CAUCHY	Cr Rcb		P	3	2							X												R		X
62315	ESTRÉEELLES	In		P	8	1																			R		
62316	ESTRÉE-WAMIN	Icb			1	1																			R		

**Légende :**

Type inondation : Cr : Inondation par crue – In : Inondation – Rcb : Ruissellements et coulées de boue – Rnp : Remontée de nappe phréatique – Icb : Inondations et coulées de boue

AZI : Aa : Aa – Au : Authie – Ca : Canche – He – Hem – Li : Liane – MA : Marais Audomarois – SI : Slack – Wi : Wimereux – LS : Lys Supérieure

Zonage sismique : 1 : Très faible – 2 : Faible – 3 : Modérée – 4 : Moyenne – 5 : Fort

Type Littoral : SM : Submersion Marine – Rfl : Retrait des falaises littorales – Rtc : Recul du trait de côte

Type ICPE : AS : SEVESO seuil haut – SB : SEVESO seuil bas – SETI Silos à Enjeux Très Importants – DV : Dépôt de munitions – DLI : Dépôt de Liquides Inflammables

Mode TMD : R : Route – F : Voie ferrée – N : Voie fluviale – C : Canalisations

Type canalisation : G : Gaz – T : Trapil (hydrocarbure) – O : oxygène – H : Hydrogène

PPR : AA : Approuvé par anticipation – A : Approuvé – P : Prescrit

PREFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais

Service Eau et Risques  
Unité Connaissance et Prévention des Risques  
Accueil physique : Isabelle PICQUE  
Accueil téléphonique : 8h30-12h / 13h30-17h

Nos Réf. : MR 11 280

Vos Réf. : -

Affaire suivie par : Mickael Ragazzoli  
[mickael.ragazzoli@pas-de-calais.gouv.fr](mailto:mickael.ragazzoli@pas-de-calais.gouv.fr)  
Tél. 03 21 22 91 07 – Fax : 3 21 50 30 37  
Courriel : [cpr.ser.ddea-62@equipement-agriculture.gouv.fr](mailto:cpr.ser.ddea-62@equipement-agriculture.gouv.fr)

Objet : Commune d'ESTREE  
PAC Elaboration PLU

PJ : -

Arras, le 07 JUL. 2011

Note

à

l'attention d'Ali LOUNI  
SU / PUR

Dans le cadre de l'élaboration du PLU de la commune d'ESTREE, je porte à votre connaissance les éléments dont nous disposons concernant le domaine des risques.

**Les risques naturels**

**Les arrêtés de Catastrophes naturelles**

La commune a fait l'objet de trois arrêtés de catastrophe naturelle :

Numéro INSEE	Nom de la commune	Événement	DEBUT	FIN	ARRETE	JO	Reconnue / non reconnue
62312	Estrée	Inondations et coulées de boue	31/10/98	01/11/98	29/12/98	13/01/99	R
62312	Estrée	Inondations et coulées de boue et mouvement de terrain (*)	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99	R
62312	Estrée	Inondations et coulées de boue	28/02/02	01/03/02	01/08/02	22/08/02	R

Pour rappel, l'arrêté de catastrophe naturelle paru au JO du 30/12/1999 a été pris pour tout le département.

**Le retrait gonflement des sols argileux**

La commune est concernée par un aléa retrait gonflement des sols argileux allant d'un niveau d'aléa à priori nul à un niveau d'aléa faible.

Voir le site <http://www.argiles.fr>

Copie à : SU/MA  
Liliane BARRE  
Séverin BOURREL  
Simon TOMASZEWSKI

SU/PUR  
SCMT/Montreuillois-Hesdinois  
SER/CPR

08 JUL. 2011

## **Sismicité**

En l'état actuel de nos connaissances, la commune est concernée par l'aléa sismique de niveau 1. Le rapport de présentation devra être complété par une présentation du nouveau zonage sismique français. La cartographie est consultable sur le site : [http://cartorisque.prim.net/dpt/62/62\\_ip.html](http://cartorisque.prim.net/dpt/62/62_ip.html).

Pour information, Le SER a transmis aux services concernés une note d'information (le 11 mai 2011) relative à l'évolution de la prévention du risque sismique et aux aspects réglementaires en matière de construction des bâtiments introduits par le **Décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010** relatif à la prévention du risque sismique, le **Décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010** portant sur la délimitation des zones de sismicité du territoire français et l'arrêté précité. J'attire donc votre attention sur l'application de ces textes depuis le 1er mai 2011.

## **Les risques technologiques**

### **Munitions anciennes de guerre**

Toutes les communes Pas de Calais sont concernées par le risque lié aux munitions anciennes de guerre (obus, mines et autres engins de guerre).

### **Les risques liés aux Transports de Matières Dangereuses**

Dans le DDRM il est noté que toutes les communes du Pas de Calais sont concernées par le risque lié au Transport de Matières Dangereuses.

De plus, il convient de faire référence au nouveau SDAGE du Bassin Artois-Picardie **approuvé le 20 novembre 2009**. Il convient a minima que les problématiques "eau" de ce document soient convenablement traitées, notamment en ce qui concerne :

- l'assainissement ;
- le respect des zones humides ;
- la protection de la ressource (captages) ;
- les inondations.

Ces problématiques répondent aux orientations du SDAGE, document opposable notamment aux collectivités territoriales. Je vous suggère donc d'indiquer à la collectivité que son document doit être complété par une analyse des dispositions du SDAGE qui sont applicables localement.

Par ailleurs, le SAGE de la Canche, en phase d'approbation finale, précise à l'échelle de son territoire les orientations du SDAGE. Le document d'urbanisme doit tenir compte des recommandations formulées au SAGE et notamment du règlement (particulièrement son article 5). Il convient d'inviter la commune à prendre contact avec l'animatrice du SAGE pour le respect des recommandations de ce document.

Le Chef du Service Eau et Risques,



Bernard MATHON

**PREMIERE SOUS-PARTIE :**  
Prévention des risques naturels



Arrêts de catastrophes naturelles

**AVERTISSEMENT :**

La liste ci-après, issue du site [www.primnet.fr](http://www.primnet.fr), expose les risques identifiés par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie sur la commune d' Estrée.

Dans l'encadré grisé, la liste des arrêtés de catastrophe naturelle à la date du 2 septembre 2013 (la liste a, pour la commune d' Estrée, été pour la dernière fois mise à jour le 15 juin 2010).

L'arrêté du 29 décembre 1999 paru au Journal Officiel du 30 décembre 1999 est un arrêté qui a été pris pour tout le département ; toutefois, toutes les communes n'étaient pas concernées.



## RUBRIQUES

Rechercher une commune à  
risques

Consultation de la base de  
données Gaspar

Modèles IAL

Relancer une recherche

## Résultat de la recherche

### Estrée

INSEE : 62312 - Population : 300

Département : PAS-DE-CALAIS - Région : Nord-Pas-de-Calais

**AFFICHER TOUT**

## Risques

Rupture de barrage  
Transport de marchandises dangereuses  
Séisme Zone de sismicité: 1

## Information acquéreur / locataire

Votre commune n'est pas soumise à la réglementation relative à l'Informations Acquéreurs Locataires. Si toutefois vous constatez une erreur, merci de nous le faire savoir via [ce formulaire](#).

- **Déclaration pré-renseignée des sinistres indemnisés** (article L 125-2 & L 128-2 du code des assurances)

## Information préventive

**Générer l'affiche communale intégrant les consignes de sécurité**

**Accès à la cartographie du risque "remontée de nappe phréatique" sur la commune**

## Arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations et coulées de boue	31/10/1998	01/11/1998	29/12/1998	13/01/1999
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations et coulées de boue	28/02/2002	01/03/2002	01/08/2002	22/08/2002

Mise à jour: 15/06/2010

CONTACTEZ-NOUS



HAUT DE PAGE

RISQUES MAJEURS



MA COMMUNE

CATALOGUE

JURISPRUDENCE

PHOTOTHÈQUE

ALEAS.TV

ONRN

CARTORISQUE

MÉMOIRE

Un partenariat



CONCEPTION & RÉALISATION - DEBUSSAC MULTIMÉDIA

# Estrée

---

PAS-DE-CALAIS  
Nord-Pas-de-Calais



rupture de  
barrage



transport de  
marchandises  
dangereuses



sismicité  
zone 1

en cas de **danger** ou d'**alerte**

**1. abritez-vous**

---

**2. écoutez la radio**

---

**3. respectez les consignes**

> n'allez pas chercher vos enfants à l'école

**pour en savoir plus, consultez**

> en préfecture, le Document Départemental sur  
les Risques Majeurs

> sur Internet : [www.prim.net](http://www.prim.net)

Retrait-gonflement des argiles

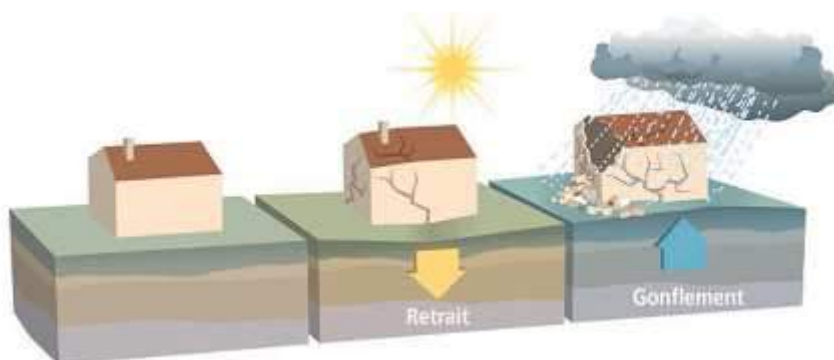
## Généralités

(ce qui suit est intégralement extrait du site internet [www.argiles.fr](http://www.argiles.fr), géré par le BRGM)

Depuis 1989, ce sont près de 8 000 communes françaises, réparties dans 90 départements de France métropolitaine, qui ont été reconnues au moins une fois en état de catastrophe naturelle vis à vis du retrait-gonflement, ce qui traduit parfaitement l'ampleur du phénomène. Pourtant, certaines régions sont plus particulièrement touchées et ceci en étroite corrélation avec la nature géologique du sol.

- Nature du phénomène

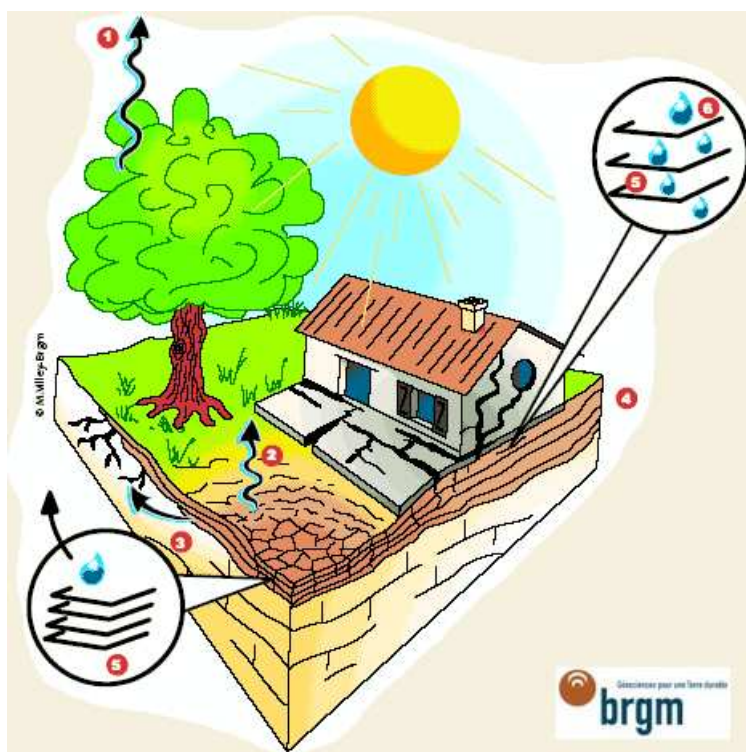
Le risque de retrait-gonflement liés aux sols argileux peut être illustré de la façon suivante :



Le matériau argileux présente la particularité de voir sa consistance se modifier en fonction de sa teneur en eau. Dur et cassant lorsqu'il est asséché, un certain degré d'humidité le fait se transformer en un matériau plastique et malléable.

Ces modifications de consistance peuvent s'accompagner, en fonction de la structure particulière de certains minéraux argileux, de variations de volume plus ou moins conséquentes : fortes augmentations de volume (phénomène de gonflement) lorsque la teneur en eau augmente, et inversement, rétractation (phénomène de retrait) en période de déficit pluviométrique marqué.

- Légende du dessin
- (1) Evapotranspiration
  - (2) Evaporation
  - (3) Absorption par les racines
  - (4) Couches argileuses
  - (5) Feuilletés argileux
  - (6) Eau interstitielle



En climat tempéré, les argiles sont souvent proches de leur état de saturation, si bien que leur potentiel de gonflement est relativement limité. En revanche, elles sont souvent éloignées de leur limite de retrait, ce qui explique que les mouvements les plus importants sont observés en période sèche. La tranche la plus superficielle de sol, sur 1 à 2 m de profondeur, est alors soumise à l'évaporation. Il en résulte un retrait des argiles, qui se manifeste verticalement par un tassement et horizontalement par l'ouverture de fissures, classiquement observées dans les fonds de mares qui s'assèchent. L'amplitude de ce tassement est d'autant plus importante que la couche de sol argileux concernée est épaisse et qu'elle est riche en minéraux gonflants. Par ailleurs, la présence de drains et surtout d'arbres (dont les racines pompent l'eau du sol jusqu'à 3 voire 5 m de profondeur) accentue l'ampleur du phénomène en augmentant l'épaisseur de sol asséché.



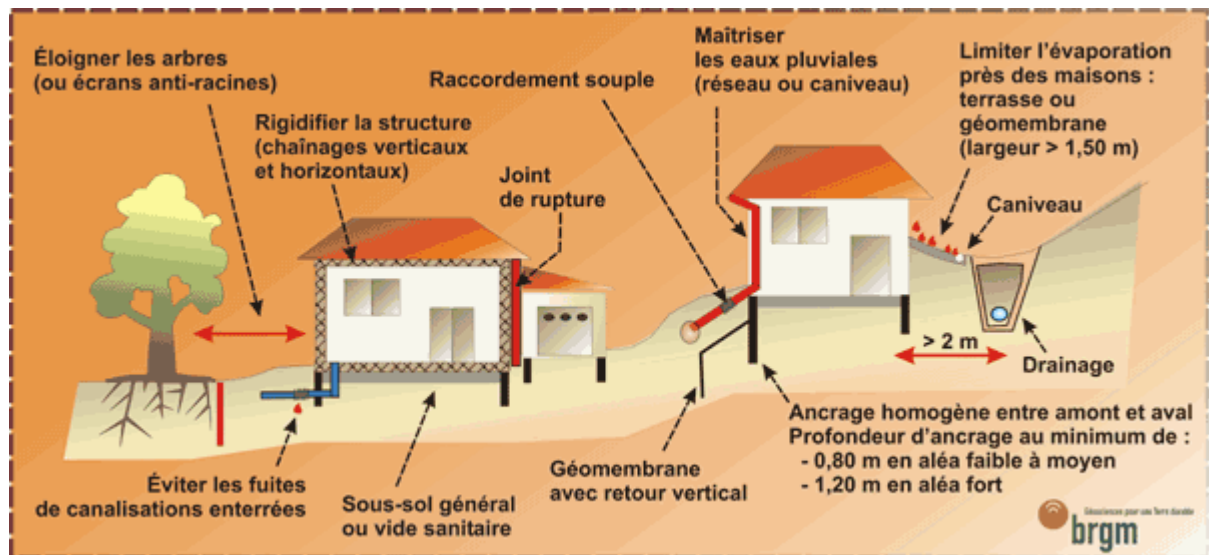
Ces mouvements sont liés à la structure interne des minéraux argileux qui constituent la plupart des éléments fins des sols (la fraction argileuse étant, par convention, constituée des éléments dont la taille est inférieure à 2  $\mu\text{m}$ ). Ces minéraux argileux (phyllosilicates) présentent en effet une structure en feuillets, à la surface desquels les molécules d'eau peuvent s'adsorber, sous l'effet de différents phénomènes physico-chimiques, provoquant ainsi un gonflement, plus ou moins réversible, du matériau. Certaines familles de minéraux argileux, notamment les smectites et quelques interstratifiés, possèdent de surcroît des liaisons particulièrement lâches entre feuillets constitutifs, si bien que la quantité d'eau susceptible d'être adsorbée au cœur même des particules argileuses, peut être considérable, ce qui se traduit par des variations importantes de volume du matériau.

- Comment construire sur un sol sensible au retrait-gonflement

Les dispositions préventives généralement prescrites pour construire sur un sol argileux sujet au phénomène de retrait-gonflement obéissent aux quelques principes suivants, sachant que leur mise en application peut se faire selon plusieurs techniques différentes dont le choix reste de la responsabilité du constructeur.

En particulier, dans les communes dotées d'un Plan de Prévention des Risques naturels (PPR) qui prend en compte spécifiquement le phénomène de retrait-gonflement des argiles, les mesures à respecter dans chacune des zones réglementées sont celles qui sont définies par le règlement du PPR.





- Les fondations sur semelle doivent être suffisamment profondes pour s'affranchir de la zone superficielle où le sol est sensible à l'évaporation. A titre indicatif, on considère que cette profondeur d'ancrage, qui doit être au moins égale à celle imposée par la mise hors gel, doit atteindre au minimum 0,80 m en zone d'aléa faible à moyen et 1,20 m en zone d'aléa fort. Une construction sur vide sanitaire ou avec sous-sol généralisé est préférable à un simple dallage sur terre-plein. Un radier généralisé, conçu et réalisé dans les règles de l'art, peut aussi constituer une bonne alternative à un approfondissement des fondations.
- Les fondations doivent être ancrées de manière homogène sur tout le pourtour du bâtiment (ceci vaut notamment pour les terrains en pente (où l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ou à sous-sol hétérogène. En particulier, les sous-sols partiels qui induisent des hétérogénéités d'ancrage sont à éviter à tout prix.
- La structure du bâtiment doit être suffisamment rigide pour résister à des mouvements différentiels, d'où l'importance des chaînages horizontaux (haut et bas) et verticaux.
- Deux éléments de construction accolés, fondés de manière différente ou exerçant des charges variables, doivent être désolidarisés et munis de joints de rupture sur toute leur hauteur pour permettre des mouvements différentiels.
- Tout élément de nature à provoquer des variations saisonnières d'humidité du terrain (arbre, drain, pompage ou au contraire infiltration localisée d'eaux pluviales ou d'eaux usées) doit être le plus éloigné possible de la construction. On considère en particulier que l'influence d'un arbre s'étend jusqu'à une distance égale à au moins sa hauteur à maturité.
- Sous la construction, le sol est à l'équilibre hydrique alors que tout autour il est soumis à évaporation saisonnière, ce qui tend à induire des différences de teneur en eau au droit des fondations. Pour l'éviter, il convient d'entourer la construction d'un dispositif, le plus large possible, sous forme de trottoir périphérique ou de géomembrane enterrée, qui protège sa périphérie immédiate de l'évaporation.
- En cas de source de chaleur en sous-sol (chaudière notamment), les échanges thermiques à travers les parois doivent être limités par une isolation adaptée pour éviter d'aggraver la dessiccation du terrain en périphérie. Il peut être préférable de positionner de cette source de chaleur le long des murs intérieurs.
- Les canalisations enterrées d'eau doivent pouvoir subir des mouvements différentiels sans risque de rompre, ce qui suppose notamment des raccords souples au niveau des points durs.



- Présentation des cartes d'aléas retrait-gonflement des argiles :

Les cartes d'aléa retrait-gonflement des argiles ont pour but de délimiter toutes les zones qui sont a priori sujettes au phénomène de retrait-gonflement et de hiérarchiser ces zones selon un degré d'aléa croissant. Les zones où l'aléa retrait-gonflement est qualifié de fort, sont celles où la probabilité de survenance d'un sinistre sera la plus élevée et où l'intensité des phénomènes attendus est la plus forte. Dans les zones où l'aléa est qualifié de faible, la survenance de sinistres est possible en cas de sécheresse importante mais ces désordres ne toucheront qu'une faible proportion des bâtiments (en priorité ceux qui présentent des défauts de construction ou un contexte local défavorable, avec par exemple des arbres proches ou une hétérogénéité du sous-sol). Les zones d'aléa moyen correspondent à des zones intermédiaires entre ces deux situations extrêmes. Quant aux zones où l'aléa est estimé a priori nul, il s'agit des secteurs où les cartes géologiques actuelles n'indiquent pas la présence de terrain argileux en surface. Il n'est cependant pas exclu que quelques sinistres s'y produisent car il peut s'y trouver localement des placages, des lentilles intercalaires, des amas glissés en pied de pente ou des poches d'altération, de nature argileuse, non identifiés sur les cartes géologiques à l'échelle 1/50 000, mais dont la présence peut suffire à provoquer des désordres ponctuels.

- Méthodologie employée pour construire les cartes d'aléas retrait-gonflement des argiles :

La corrélation étroite mise en évidence entre la répartition des sinistres et la nature géologique des formations sub-affleurantes a amené le BRGM (Service géologique national), dès le milieu des années 1990, à élaborer des développements méthodologiques en vue de cartographier l'aléa retrait-gonflement des argiles, d'abord à l'échelle communale (Manosque), puis à l'échelle départementale (Alpes-de-Haute-Provence, Deux-Sèvres, Essonne). La méthodologie a consisté à exploiter les cartes géologiques établies et publiées par le BRGM à l'échelle 1/50 000 ; leur analyse permet d'identifier les formations argileuses (au sens large), affleurantes ou sub-affleurantes, et d'en établir une cartographie numérique, homogène à l'échelle départementale que l'on qualifiera de **carte de susceptibilité au retrait-gonflement**. La **carte d'aléa** est réalisée à partir de cette carte de susceptibilité en intégrant de surcroît les sinistres enregistrés depuis 1989. Ceci nécessite non seulement de recenser mais aussi de localiser avec précision le plus grand nombre possible de sinistres survenus dans le département, afin d'obtenir une représentation statistique réaliste des probabilités d'occurrence du phénomène. Le croisement avec la carte géologique permet de calculer, pour chacune des formations argileuses identifiées, une densité de sinistres qui est ramenée, pour faciliter les comparaisons, à 100 km<sup>2</sup> de surface d'affleurement réellement urbanisée. Il est en effet nécessaire de tenir compte du taux d'urbanisation qui peut présenter des disparités importantes d'un point à l'autre du département et fausser ainsi l'analyse (les sinistres étant évidemment plus nombreux dans les zones fortement urbanisées).

Cette méthode est désormais formalisée et validée par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer qui a confié au BRGM sa mise en œuvre sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Le programme de mise en cartographie de l'ensemble des départements français a été achevé fin 2010.

- Avertissement :

Les cartes départementales d'aléa retrait-gonflement élaborées par le BRGM peuvent contribuer à attirer l'attention des maîtres d'ouvrage sur la question. Cependant, pour déterminer avec certitude la nature du terrain situé au droit de la parcelle et adapter au mieux les caractéristiques de la construction aux contraintes géologiques locales, une étude géotechnique menée par un bureau d'études techniques spécialisé constitue la mesure a priori la plus sûre (voir sur le site [www.argiles.fr](http://www.argiles.fr), rubrique « liens », les coordonnées des bureaux d'études géotechniques).

L'élaboration du cahier des charges détaillé de l'étude de sol préalable à une construction sur terrain argileux sujet au phénomène de retrait-gonflement reste du ressort du géotechnicien qui l'adaptera pour

tenir compte des spécificités du terrain de construction (géologie, topographie, hydrogéologie, végétation, etc.) et de la nature du projet envisagé.

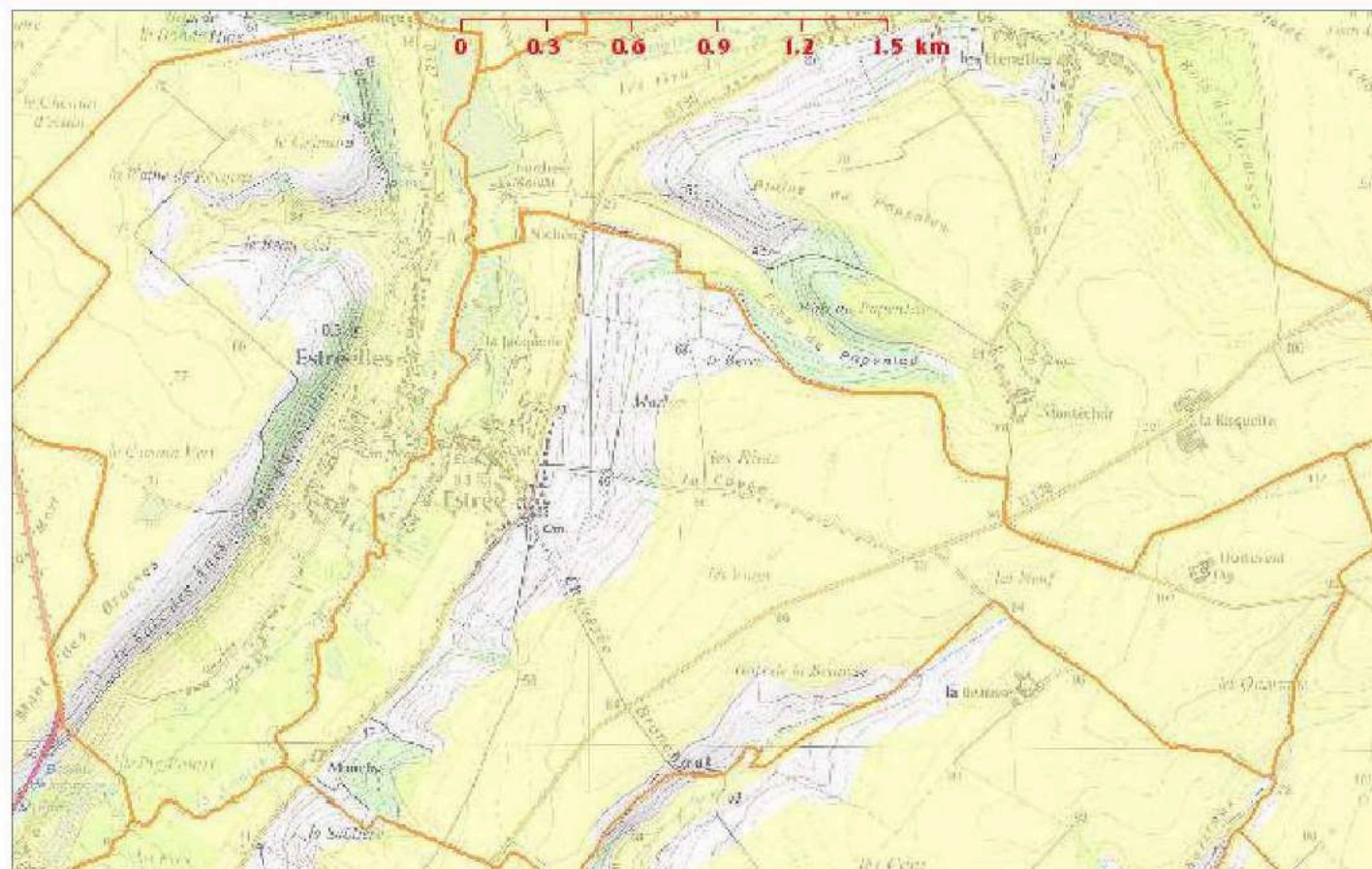
### **La commune d' Estrée**

L'aléa de retrait gonflement des argiles, cartographié par le BRGM, a été reporté sur fonds IGN et figure page suivante. Il est nul à faible sur la commune.



[Page précédente](#)

[Imprimer cette page](#)



### Légende de la carte

-  Argiles
-  Aléa fort
-  Aléa moyen
-  Aléa faible
-  Aléa à priori nul
-  Argiles non réalisé

Risques d'inondations  
Risques de remontées de nappes

## **Risques d'inondations**

Le risque d'inondation est identifié pour la commune (cf. liste des servitudes d'utilité publique et informations et obligations diverses au début du présent recueil, et annexe de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2012), pour un risque d'inondations et de coulées de boue.

Si on exclut l'arrêté du 29 décembre 1999 paru au Journal Officiel du 30 décembre 1999, deux arrêtés de catastrophe naturelle relatifs à des phénomènes d'inondation ont été en effet pris pour la commune d'Estrée.

## **Risques de remontées de nappes**

Ce phénomène se produit suite à de fortes précipitations, quand le niveau piézométrique des nappes phréatiques augmente jusqu'à atteindre des exutoires vers la surface. Le phénomène de ruissellement qui se produit alors est bien connu : c'est une source.

Le BRGM a cartographié le risque de remontées de nappes par niveaux de sensibilité (sensibilité très faible, liée à un risque très faible, à nappe sub-affleurante, où la fréquence d'apparition de sources, à l'origine d'une inondation par ruissellement, est fréquente.

Sur la commune d'Estrée, le risque de remontée de nappe est jugé de très faible à très fort et sub-affleurant.





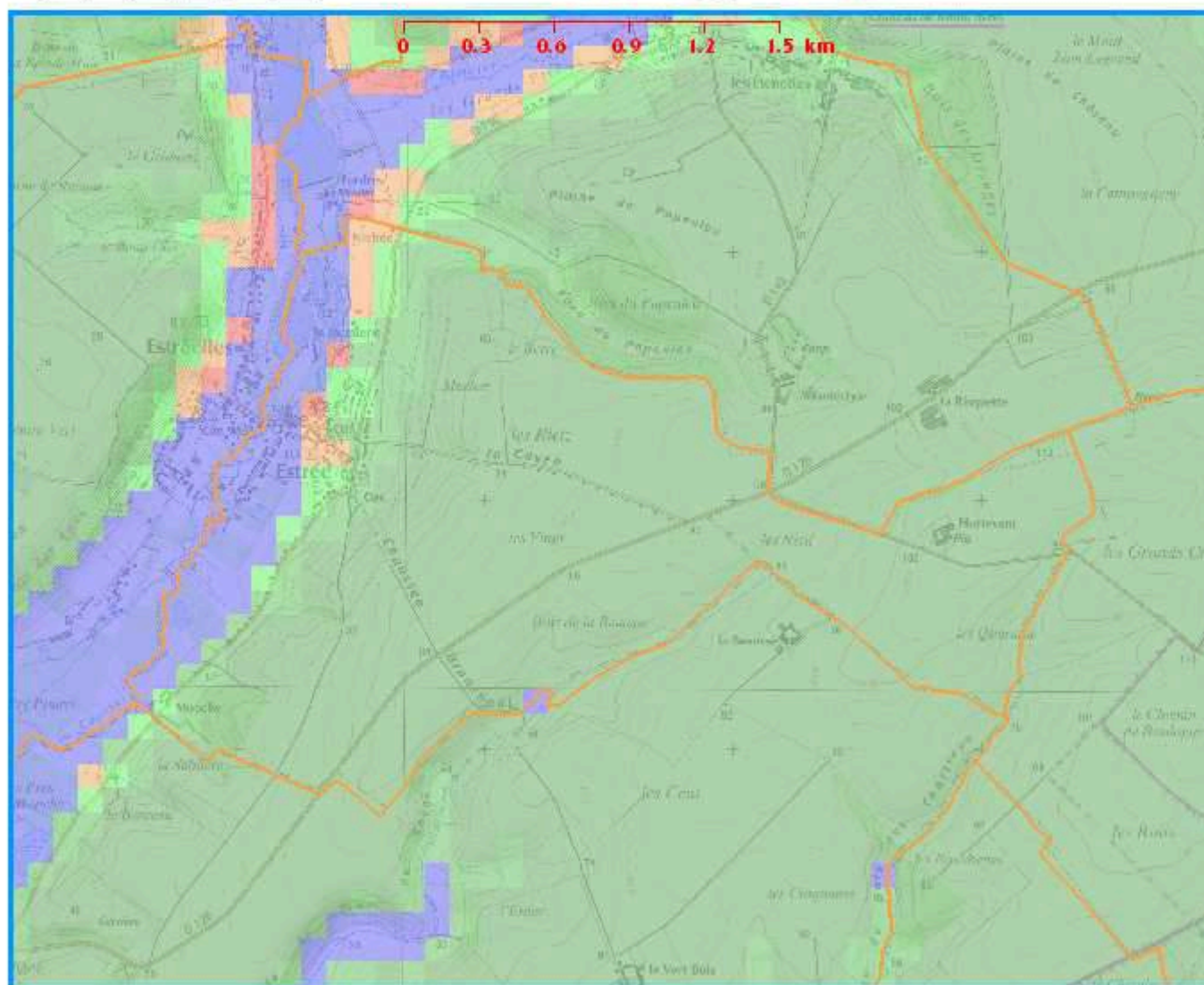
# Remontées de nappes

## Crues, inondations, ruissellements, débordements, remontées de nappes, ...



Autoriser les Popup pour accéder aux fiches

[Page précédente](#)



### Couches et légendes de la carte

- ☒ Préfectures et sous-préfectures
- ☒ Limites de départements
- ☒ Limites de communes
- ☒ Drainage 2011
- ☐ **i** Inondations : socle
- ☒ **i** Inondations : sédiments 2011
- ☒ Carte IGN
- ☐ Carte géologique BRGM
- ☒ Ombrage topographique (MNT)

### Légende socle

- Nappe sub-affleurante
- Sensibilité très forte
- Sensibilité forte
- Sensibilité moyenne
- Sensibilité faible
- Sensibilité très faible
- Non réalisé

### Légende sédiment

- Sensibilité très faible à inexistant
- Sensibilité très faible
- Sensibilité faible
- Sensibilité moyenne
- Sensibilité forte
- Sensibilité très élevée, nappe affleurante
- Non réalisé

Risques sismiques



## **1. Données particulières de la commune :**

La commune d' Estrée est concernée par le nouveau zonage sismique de la France, entré en vigueur à partir du 1er mai 2011. La commune a été classée en zone de sismicité 1.

### Effets :

L'arrêté du 22 octobre 2010 précise les règles de construction à appliquer préventivement pour limiter les destructions ou, en cas de secousse majeure, pour limiter l'effondrement des bâtiments sur leurs occupants, pour les bâtiments de la classe dite « à risque normal ». Cet arrêté figure pages suivantes. Ces préconisations concernent la construction de bâtiments nouveaux et les extensions de bâtiments désolidarisés par un joint fractionnement sur l'entièreté du territoire de la commune.

## **2. Données générales :**

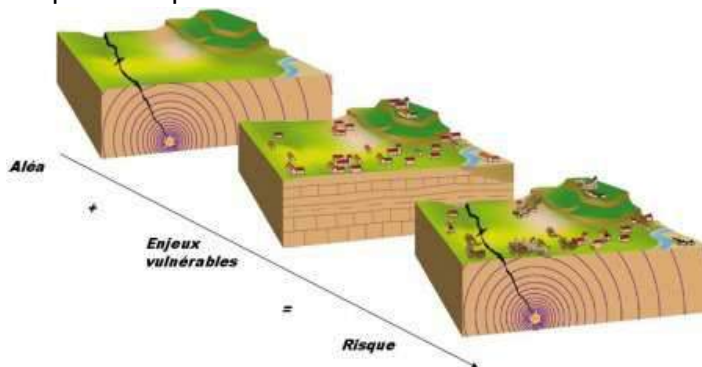
### Définitions :

Un séisme est une fracturation brutale des roches en profondeur créant des failles dans le sol et parfois en surface, et se traduit par des vibrations du sol transmises aux bâtiments. Les dégâts observés sont fonction de l'amplitude, de la durée et de la fréquence des vibrations.

Le risque sismique est la combinaison entre l'aléa sismique en un point donné et la vulnérabilité des enjeux qui s'y trouvent exposés (personnes, bâtiments, infrastructures...). L'importance des dommages subis dépend ainsi très fortement de la vulnérabilité des enjeux à cet aléa.

S'il est impossible d'agir pour limiter l'ampleur ou l'occurrence des séismes, il est par contre possible d'augmenter la résistance des enjeux exposés : c'est l'objectif de la réglementation parasismique.

Le risque sismique est présent partout à la surface du globe, son intensité variant d'une région à une autre.



On parle de réglementation ou de construction "parasismique" (c'est-à-dire pour se prévenir vis-à-vis des effets d'un séisme) et non antisismique (il est impossible d'empêcher un séisme de se produire !). Le terme "zone de sismicité" correspond à une zone définie par un certain niveau d'aléa sismique (probabilité d'avoir une agression sismique d'un niveau donné dans cette zone, pendant une période donnée).

### Le nouveau zonage sismique de la France en vigueur à partir du 1er mai 2011 :

Les avancées scientifiques et l'arrivée du nouveau code européen de construction parasismique - l'Eurocode 8 (EC8) - ont rendu nécessaire la révision du zonage sismique de 1991.

Ce contexte a conduit à déduire le zonage sismique de la France non plus d'une approche déterministe mais d'un calcul probabiliste (calcul de la probabilité qu'un mouvement sismique donné se produise au moins une fois en un endroit et une période de temps donné), la période de retour préconisée par les EC8 étant de 475 ans.

Cette étude probabiliste se fonde sur l'ensemble de la sismicité connue (à partir de la magnitude 3,5 – 4), la période de retour de la sismicité (soit le nombre de séismes par an), le zonage sismotectonique, c'est-à-dire un découpage en zones sources où la sismicité est considérée comme homogène.

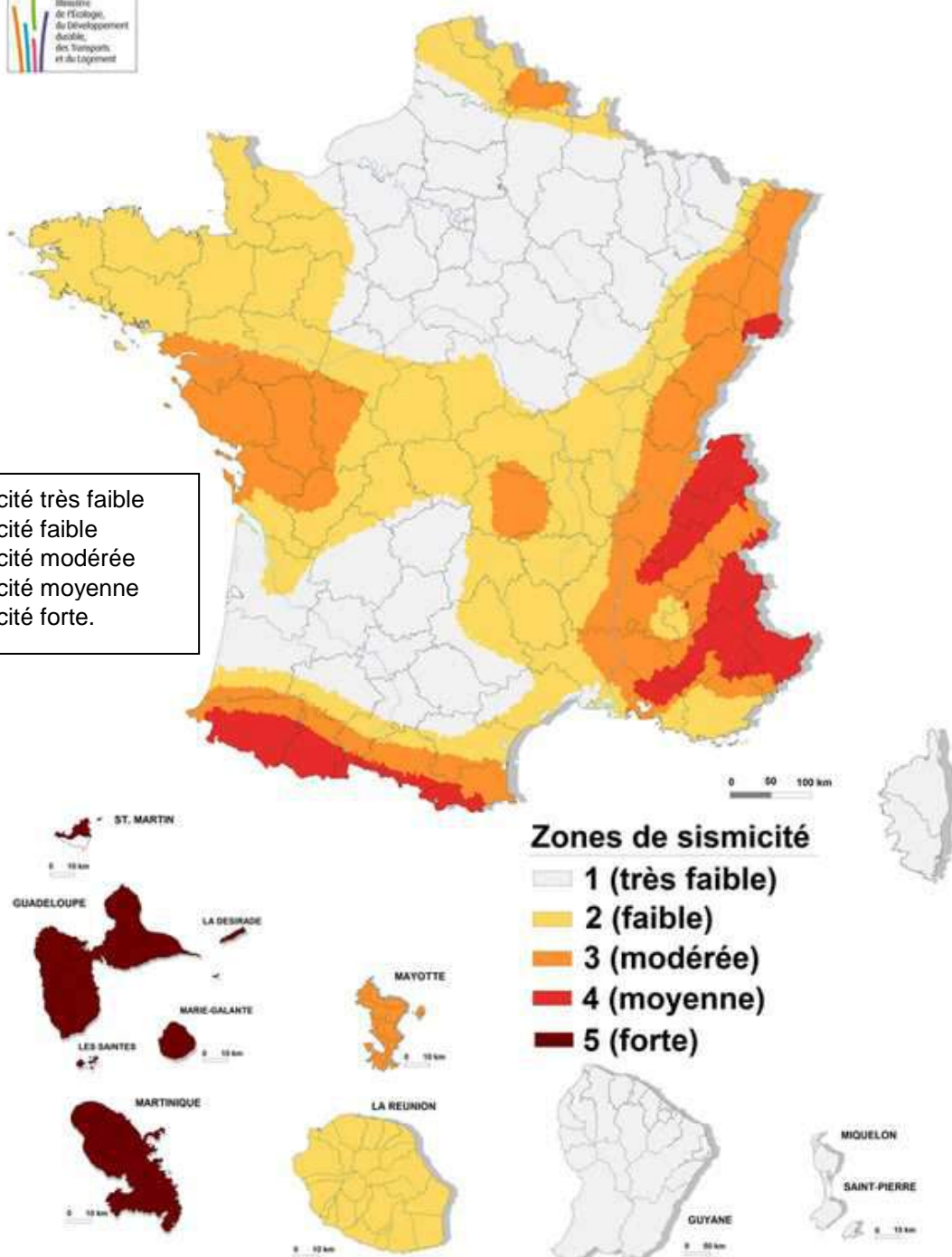
Le nouveau zonage a ainsi bénéficié de l'amélioration de la connaissance de la sismicité historique et des nouvelles données de sismicité instrumentale et historique depuis 1984. Pour rappel, le zonage de 1991 se fondait sur des données sismologiques antérieures à 1984. A l'issue de cette étude probabiliste, une nouvelle carte nationale de l'aléa sismique a été publiée par le ministère en charge de l'écologie le 21 novembre 2005. La révision du zonage réglementaire pour l'application des règles techniques de construction parasismique s'est appuyée sur cette dernière.

Le zonage sismique français en vigueur à compter du 1er mai 2011 est défini dans les décrets n° 2010-1254 et 2010-1255 du 22 octobre 2010, codifiés dans les articles R.563-1 à 8 et D.563-8-1 du Code de l'Environnement. Ce zonage, reposant sur une analyse probabiliste de l'aléa, divise la France en 5 zones de sismicité:



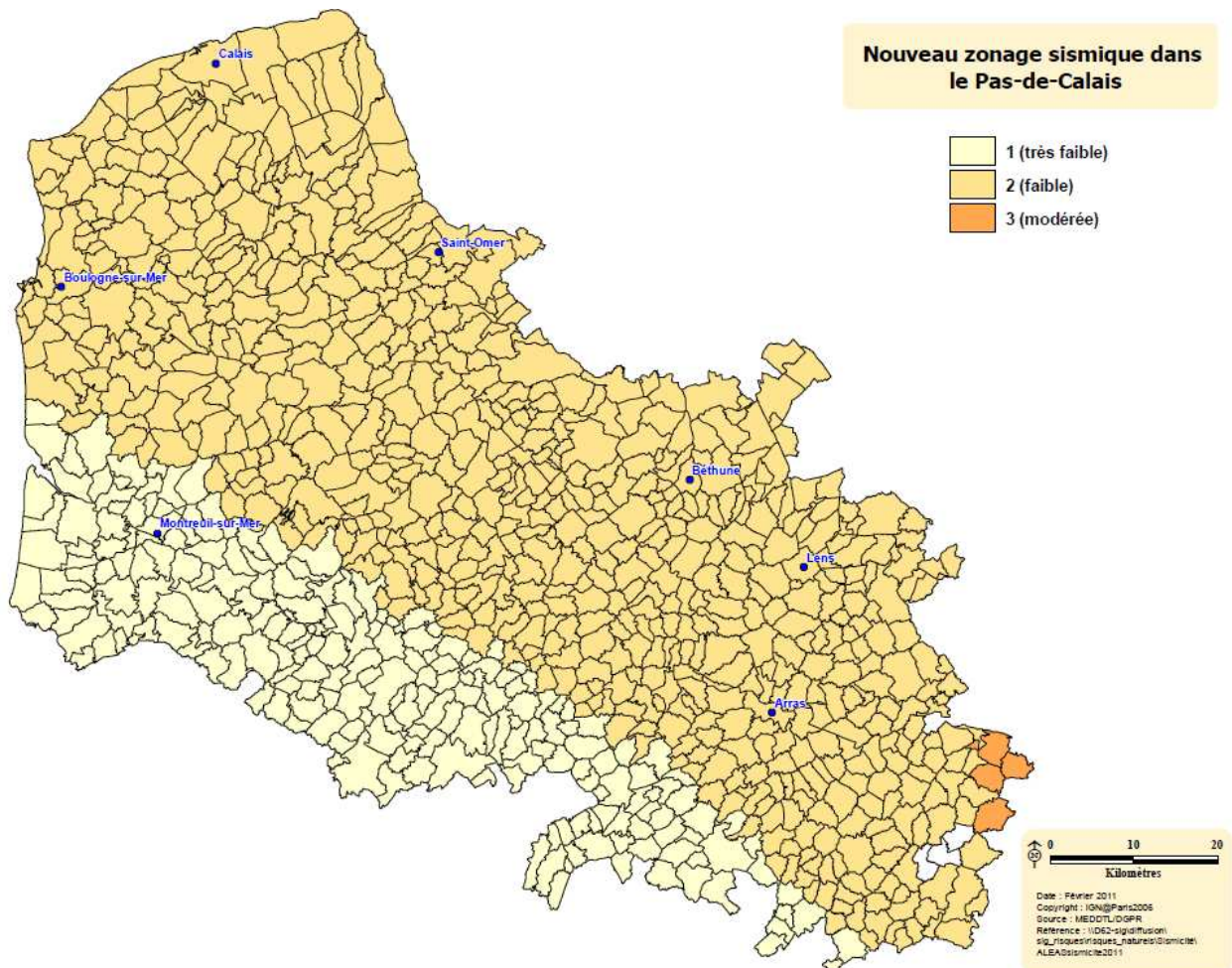
## Nouveau zonage sismique de la France

- zone 1 : sismicité très faible
- zone 2 : sismicité faible
- zone 3 : sismicité modérée
- zone 4 : sismicité moyenne
- zone 5 : sismicité forte.



Le nombre de communes concernées par la réglementation parasismique (zones 2 à 5) est de plus de 21 000 avec le nouveau zonage contre 5 000 communes environ (zones Ia à III) dans le zonage de 1991.

Certaines zones, comme le Nord de la France et le Grand Ouest, apparaissent sismiques sur ce nouveau



zonage pour la première fois et sont l'illustration d'une meilleure connaissance de la sismicité locale.

Il est à noter par ailleurs que si le découpage du zonage de 1991 était cantonal, il est désormais communal pour le nouveau zonage réglementaire.

#### La réglementation et les règles de construction : Philosophie de la réglementation parasismique

L'objectif principal de la réglementation parasismique est la sauvegarde d'un maximum de vies humaines pour une secousse dont le niveau d'agression est fixé pour chaque zone de sismicité. La construction peut alors subir des dommages irréparables, mais elle ne doit pas s'effondrer sur ses occupants. En cas de secousse plus modérée, l'application des dispositions définies dans les règles parasismiques doit aussi permettre de limiter les destructions et, ainsi, les pertes économiques.

Avec le nouveau zonage, de nouveaux textes réglementaires fixant les règles de construction parasismiques ont été publiés :

- l'arrêté du 22 octobre 2010 pour les bâtiments de la classe dite « à risque normal », applicable à partir du 1er mai 2011 ;

- l'arrêté du 24 janvier 2011 pour les installations classées dites Seveso, entrant en vigueur à partir du 1er janvier 2013 (non joint au présent document, car il n'y a pas d'installations classées type Seveso sur le territoire communal d' Estrée ou à proximité).

Une brochure éditée par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement a été éditée en janvier 2011 en vue de vulgariser la nouvelle réglementation parasismique. Elle figure pages suivantes.



Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER, EN CHARGE DES TECHNOLOGIES VERTES ET DES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT

Arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »

NOR : DEVP1015475A

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, la secrétaire d'Etat chargée de l'écologie et le secrétaire d'Etat chargé du logement et de l'urbanisme,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R. 563-1 à R. 563-8 ;

Vu le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique codifié aux articles R. 563-1 à R. 563-8 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;

Vu le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 5 février 2009,

Arrêtent :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Les règles de classification et de construction parasismique pour les bâtiments de la classe dite « à risque normal » sont définies par le présent arrêté, en application de l'article R. 563-5 du code de l'environnement.

**Art. 2. – I.** – Classification des bâtiments.

Pour l'application du présent arrêté, les bâtiments de la classe dite « à risque normal » sont répartis en quatre catégories d'importance définies par l'article R. 563-3 du code de l'environnement et précisées par le présent article. Pour les bâtiments constitués de diverses parties relevant de catégories d'importance différentes, c'est le classement le plus contraignant qui s'applique à leur ensemble.

Les bâtiments sont classés comme suit :

En catégorie d'importance I :

Les bâtiments dans lesquels est exclue toute activité humaine nécessitant un séjour de longue durée et non visés par les autres catégories du présent article.

En catégorie d'importance II :

- les bâtiments d'habitation individuelle ;
- les établissements recevant du public des 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> catégories au sens des articles R. 123-2 et R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation, à l'exception des établissements scolaires ;
- les bâtiments dont la hauteur est inférieure ou égale à 28 mètres :
  - bâtiments d'habitation collective ;
  - bâtiments à usage commercial ou de bureaux, non classés établissements recevant du public au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation, pouvant accueillir simultanément un nombre de personnes au plus égal à 300 ;
- les bâtiments destinés à l'exercice d'une activité industrielle pouvant accueillir simultanément un nombre de personnes au plus égal à 300 ;
- les bâtiments abritant les parcs de stationnement ouverts au public.

En catégorie d'importance III :

- les établissements scolaires ;

- les établissements recevant du public des 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories au sens des articles R. 123-2 et R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation ;
- les bâtiments dont la hauteur dépasse 28 mètres :
  - bâtiments d'habitation collective ;
  - bâtiments à usage de bureaux ;
- les autres bâtiments pouvant accueillir simultanément plus de 300 personnes appartenant notamment aux types suivants :
  - les bâtiments à usage commercial ou de bureaux, non classés établissements recevant du public au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation ;
  - les bâtiments destinés à l'exercice d'une activité industrielle ;
- les bâtiments des établissements sanitaires et sociaux, à l'exception de ceux des établissements de santé au sens de l'article L. 711-2 du code de la santé publique qui dispensent des soins de courte durée ou concernant des affections graves pendant leur phase aiguë en médecine, chirurgie et obstétrique et qui sont mentionnés à la catégorie d'importance IV ci-dessous ;
- les bâtiments des centres de production collective d'énergie quelle que soit leur capacité d'accueil.

En catégorie d'importance IV :

- les bâtiments dont la protection est primordiale pour les besoins de la sécurité civile et de la défense nationale ainsi que pour le maintien de l'ordre public et comprenant notamment :
    - les bâtiments abritant les moyens de secours en personnels et matériels et présentant un caractère opérationnel ;
    - les bâtiments définis par le ministre chargé de la défense, abritant le personnel et le matériel de la défense et présentant un caractère opérationnel ;
  - les bâtiments contribuant au maintien des communications, et comprenant notamment ceux :
    - des centres principaux vitaux des réseaux de télécommunications ouverts au public ;
    - des centres de diffusion et de réception de l'information ;
    - des tours hertziennes stratégiques ;
  - les bâtiments et toutes leurs dépendances fonctionnelles assurant le contrôle de la circulation aérienne des aéroports classés dans les catégories A, B et C2 suivant les instructions techniques pour les aéroports civils (ITAC) édictées par la direction générale de l'aviation civile, dénommées respectivement 4 C, 4 D et 4 E suivant l'organisation de l'aviation civile internationale (OACI) ;
  - les bâtiments des établissements de santé au sens de l'article L. 711-2 du code de la santé publique qui dispensent des soins de courte durée ou concernant des affections graves pendant leur phase aiguë en médecine, chirurgie et obstétrique ;
  - les bâtiments de production ou de stockage d'eau potable ;
  - les bâtiments des centres de distribution publique de l'énergie ;
  - les bâtiments des centres météorologiques.
- II. – Détermination du nombre de personnes.

Pour l'application de la classification ci-dessus, le nombre des personnes pouvant être simultanément accueillies dans un bâtiment est déterminé comme suit :

- pour les établissements recevant du public : selon la réglementation en vigueur ;
- pour les bâtiments à usage de bureaux ne recevant pas du public : en comptant une personne pour une surface de plancher hors œuvre nette égale à 12 mètres carrés ;
- pour les autres bâtiments : sur déclaration du maître d'ouvrage.

III. – Coefficient d'importance du bâtiment.

Un coefficient d'importance  $\gamma_i$  (au sens de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005) est attribué à chacune des catégories d'importance de bâtiment. Les valeurs des coefficients d'importance  $\gamma_i$  sont données par le tableau suivant :

CATÉGORIES D'IMPORTANCE de bâtiment	COEFFICIENTS d'importance $\gamma_i$
I	0,8
II	1
III	1,2
IV	1,4

IV. – Le coefficient de réduction  $\nu$  (au sens de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005) appliqué à l'action sismique de calcul pouvant être utilisé pour obtenir l'action sismique servant à la vérification de l'état de limitation des dommages est égal à 0,4 quelle que soit la catégorie d'importance du bâtiment.

- Art. 3. –** Les règles de construction définies à l'article 4 s'appliquent :
- 1° A la construction de bâtiments nouveaux des catégories d'importance III et IV dans la zone de sismicité 2 définie par l'article R. 563-4 du code de l'environnement ;
- 2° A la construction de bâtiments nouveaux des catégories d'importance II, III et IV dans les zones de sismicité 3, 4 et 5 définies par l'article R. 563-4 du code de l'environnement ;
- 3° Aux bâtiments existants dans les conditions suivantes :

Conditions générales :

La catégorie d'importance à considérer pour l'application des dispositions constructives est celle qui résulte du classement du bâtiment après travaux ou changement de destination.

Les extensions de bâtiments désolidarisées par un joint de fractionnement respectent les règles applicables aux bâtiments neufs telles qu'elles sont définies à l'article 4.

Les travaux, de quelque nature qu'ils soient, réalisés sur des bâtiments existants ne doivent pas aggraver la vulnérabilité de ceux-ci au séisme.

En cas de travaux visant uniquement à renforcer le niveau parasismique d'un bâtiment, le niveau de dimensionnement de ce renforcement au sens de la norme NF-EN 1998-3 décembre 2005 « évaluation et renforcement des bâtiments » à savoir quasi-effondrement, dommage significatif ou limitation des dommages relève du choix du maître d'ouvrage.

- Conditions particulières :
- I. – En zone de sismicité 2 :
1. Pour les bâtiments de catégories d'importance III et IV, en cas de remplacement ou d'ajout d'éléments non structuraux, ils respecteront les dispositions prévues dans la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 pour ces éléments.
2. Pour les bâtiments de catégories d'importance IV, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 30 % ou supprimant plus de 30 % d'un plancher à un niveau donné, il sera fait application de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 avec la valeur d'accélération  $a_{gr} = 0,42 \text{ m/s}^2$ .
- II. – En zone de sismicité 3 :
- Pour les bâtiments de catégories d'importance II, III et IV :
1. Le remplacement ou l'ajout d'éléments non structuraux respectera les dispositions prévues dans la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 pour ces éléments.
2. En cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 30 % ou supprimant plus de 30 % d'un plancher à un niveau donné, il sera fait application de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 avec la valeur d'accélération  $a_{gr} = 0,66 \text{ m/s}^2$  ou de la norme NFP 06-104 mars 1995 amendée A1 février 2001 s'il s'agit de bâtiments vérifiant les conditions d'utilisation de cette norme même après réalisation des travaux en utilisant les dispositions applicables à la zone de sismicité immédiatement inférieure, soit la zone 2.
- III. – En zone de sismicité 4 :
1. Pour les bâtiments de catégories II, III et IV, le remplacement ou l'ajout d'éléments non structuraux respectera les dispositions prévues dans la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 pour ces éléments.
2. Pour les bâtiments de catégories d'importance II et vérifiant les conditions d'application de la norme NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 30 %, il sera fait application de la norme NFP 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001 en utilisant les dispositions applicables dans la zone de sismicité immédiatement inférieure soit la zone 3.
3. Pour les bâtiments de catégories d'importance II et ne vérifiant pas les conditions d'application de la norme NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 30 % ou supprimant plus de 30 % de planchers à un niveau donné, il sera fait application de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 avec la valeur d'accélération  $a_{gr} = 0,96 \text{ m/s}^2$ .
4. Pour les bâtiments de catégories d'importance III, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 20 %, ou de supprimer plus de 30 % de planchers à un niveau donné, ou de supprimer plus de 20 % du contreventement vertical, ou de mettre en place des équipements lourds en toiture, il sera fait application de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 avec la valeur d'accélération  $a_{gr} = 0,96 \text{ m/s}^2$ .
5. Pour les bâtiments de catégories d'importance IV, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 20 %, ou de supprimer plus de 30 % de planchers à un niveau donné, ou de

- supprimer plus de 20 % du contreventement vertical, ou de mettre en place des équipements lourds en toiture, il sera fait application de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 avec la valeur d'accélération  $a_{gr} = 0,96 \text{ m/s}^2$ .
- IV. – En zone de sismicité 5 :
1. Pour les bâtiments de catégories II, III et IV, le remplacement ou l'ajout d'éléments non structuraux respectera les dispositions prévues dans la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 pour ces éléments.
2. Pour les bâtiments de catégories d'importance II et vérifiant les conditions d'application de la norme NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 30 %, il sera fait application du document « Construction parasismique des maisons individuelles aux Antilles, CP-MI Antilles » de 2004, rédigé par l'Association française de génie parasismique (AFPS).
3. Pour les bâtiments de catégories d'importance II et ne vérifiant pas les conditions d'application de la norme NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 20 %, ou de supprimer plus de 30 % de planchers à un niveau donné, ou de supprimer plus de 20 % du contreventement vertical, il sera fait application de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 avec la valeur d'accélération  $a_{gr} = 1,8 \text{ m/s}^2$ .
4. Pour les bâtiments de catégories d'importance III et IV, en cas de travaux ayant pour objet d'augmenter la SHON initiale de plus de 20 %, ou de supprimer plus de 30 % de planchers à un niveau donné, ou de supprimer plus de 20 % du contreventement vertical, ou de mettre en place des équipements lourds en toiture, il sera fait application de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 avec la valeur d'accélération  $a_{gr} = 1,8 \text{ m/s}^2$ .

- Art. 4. – I. –** Les règles de construction applicables aux bâtiments mentionnés à l'article 3 sont celles des normes NF EN 1998-1 septembre 2005, NF EN 1998-3 décembre 2005, NF EN 1998-5 septembre 2005, dites « règles Eurocode 8 » accompagnées des documents dits « annexes nationales » des normes NF EN 1998-1/NA décembre 2007, NF EN 1998-3/NA janvier 2008, NF EN 1998-5/NA octobre 2007 s'y rapportant.
- Les dispositifs constructifs non visés dans les normes précitées font l'objet d'avis techniques ou d'agréments techniques européens.
- II. – Le mouvement dû au séisme en un point donné de la surface du sol, à partir duquel les règles de construction doivent être appliquées, est représenté par un spectre de réponse élastique en accélération, dénommé par la suite « spectre de réponse élastique ».
- La forme du spectre de réponse élastique dépend des paramètres suivants :
- a) L'accélération maximale de référence au niveau d'un sol de type rocheux (classe A au sens de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005), dénommée  $a_{gr}$ , résultant de la situation du bâtiment par rapport à la zone sismique d'implantation, telle que définie par l'article R. 563-4 du code de l'environnement et son annexe.
- Les valeurs des accélérations  $a_{gr}$ , exprimées en mètres par seconde au carré, sont données par le tableau suivant :

ZONES DE SISMICITÉ	$a_{gr}$
1 (très faible)	0,4
2 (faible)	0,7
3 (modérée)	1,1
4 (moyenne)	1,6
5 (forte)	3

- b) L'accélération horizontale de calcul au niveau d'un sol de type rocheux (classe A au sens de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005),  $a_c$ , est égale à  $a_{gr}$  multipliée par le coefficient d'importance  $\gamma_1$  défini à l'article 2 du présent arrêté, soit  $a_c = \gamma_1 \cdot a_{gr}$ .
- c) Les paramètres des spectres de réponse élastiques verticaux à employer pour l'utilisation de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 :

ZONES DE SISMICITÉ	$a_w/a_0$	$T_B$	$T_C$	$T_D$
1 (très faible) à 4 (moyenne)	0,8	0,03	0,20	2,5
5 (forte)	0,9	0,15	0,40	2

d) La nature du sol par l'intermédiaire du paramètre de sol, S. Les valeurs du paramètre de sol, S résultant de la classe de sol (au sens de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005) sous le bâtiment sont données par le tableau suivant :

CLASSES DE SOL	S (pour les zones de sismicité 1 à 4)	S (pour la zone de sismicité 5)
A	1	1
B	1,35	1,2
C	1,5	1,15
D	1,6	1,35
E	1,8	1,4

Les modalités d'utilisation du paramètre de sol, S, sont définies dans la norme NF EN 1998-1 septembre 2005.

e)  $T_B$  et  $T_C$ , qui sont respectivement la limite inférieure et supérieure des périodes correspondant au palier d'accélération spectrale constante et  $T_D$  qui est la valeur définissant le début de la branche à déplacement spectral constant ;

Les valeurs de  $T_B$ ,  $T_C$  et  $T_D$ , à prendre en compte pour l'évaluation des composantes horizontales du mouvement sismique, exprimées en secondes sont données par le tableau suivant :

CLASSES DE SOL	POUR LES ZONES DE SISMICITÉ 1 à 4			POUR LA ZONE DE SISMICITÉ 5		
	$T_B$	$T_C$	$T_D$	$T_B$	$T_C$	$T_D$
A	0,03	0,2	2,5	0,15	0,4	2
B	0,05	0,25	2,5	0,15	0,5	2
C	0,06	0,4	2	0,2	0,6	2
D	0,1	0,6	1,5	0,2	0,8	2
E	0,08	0,45	1,25	0,15	0,5	2

f) Dans le cadre de l'analyse de la liquéfaction, telle que définie dans l'annexe B de la norme NF EN 1998-5 septembre 2005, dite « règles Eurocode 8 », par convention, la magnitude à retenir pour les études est donnée par :

ZONES DE SISMICITÉ	MAGNITUDE CONVENTIONNELLE
3 (modérée)	5,5
4 (moyenne)	6,0
5 (forte)	7,5

En zones de sismicité 1 et 2 (sismicité très faible et faible), l'analyse de la liquéfaction n'est pas requise.

III. – Pour les bâtiments appartenant à la catégorie d'importance II et remplissant les conditions du paragraphe 1.1 (Domaine d'application) de la norme « NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001 - Construction parasismique des maisons individuelles et des bâtiments assimilés, règles PS-MI 89 révisées 92 » et qui sont situés en zone de sismicité 3 ou 4, l'application des dispositions définies dans cette même norme dispense de l'application des règles indiquées au I.

Pour les établissements scolaires appartenant à la catégorie d'importance III et remplissant les conditions du paragraphe 1.1 (Domaine d'application) de la norme « NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001 - Construction parasismique des maisons individuelles et des bâtiments assimilés, règles PS-MI 89 révisées 92 » et qui sont situés en zone de sismicité 2, l'application des dispositions définies dans cette même norme dispense de l'application des règles indiquées au I.

IV. – Pour les maisons individuelles appartenant à la catégorie d'importance II et qui sont situées en zone de sismicité 5, l'application des dispositions définies dans le document « Construction parasismique des maisons individuelles aux Antilles, CP-MI Antilles » (édition 2004), rédigé par l'Association française de génie parasismique (AFPS), dispense de l'application des règles indiquées au I.

V. – Une maçonnerie non armée conforme aux dispositions de la norme NF EN 1998-1 septembre 2005 ne peut être utilisée que si le mouvement du sol au droit du site ne dépasse pas la limite d'accélération de 2 m/s², plus précisément la valeur du produit  $a_g.S$  ne doit pas dépasser la limite  $a_{g,lim} = 2 \text{ m/s}^2$ .

**Art. 5. –** Le présent arrêté s'applique à compter de la date d'entrée en vigueur du décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique.

Jusqu'au dernier jour du vingt-quatrième mois suivant la publication du présent arrêté, à titre transitoire, les dispositions de la norme « NF P 06-013 décembre 1995 amendée A1 février 2001 et A2 novembre 2004 - Règles de construction parasismique, règles applicables aux bâtiments dites règles PS 92 » pourront continuer à s'appliquer aux bâtiments de catégories d'importance II non visés aux III et IV de l'article 4 et aux bâtiments de catégories d'importance III et IV, situés en zones de sismicité 2, 3, 4 et 5 telles que définies par l'article R. 563-4 du code de l'environnement et faisant l'objet :

1. D'une demande de permis de construire ;
2. Ou d'une déclaration préalable ;
3. Ou d'une autorisation permettant un commencement de travaux,

déposée à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sous réserve d'utiliser la norme « NF P 06-013 décembre 1995 amendée A1 février 2001 et A2 novembre 2004 - Règles de construction parasismique, règles applicables aux bâtiments dites règles PS 92 » avec les valeurs minimales d'accélération suivantes exprimées en m/s² :

ZONES DE SISMICITÉ	CATÉGORIE D'IMPORTANCE II	CATÉGORIE D'IMPORTANCE III	CATÉGORIE D'IMPORTANCE IV
2 (faible)	1,1	1,6	2,1
3 (modérée)	1,6	2,1	2,6
4 (moyenne)	2,4	2,9	3,4
5 (forte)	4	4,5	5

**Art. 6. –** Pour l'application des normes NF P 06-013 décembre 1995 amendée A1 février 2001 et A2 novembre 2004 et NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001 telle que prévue dans les articles 3, 4 et 5, la terminologie relative aux zones sismiques et à la classification des bâtiments est remplacée par la terminologie suivante :

TERMINOLOGIE UTILISÉE	TERMINOLOGIE SUBSTITUÉE
Zone de sismicité 0	Zone de sismicité 1
Zone de sismicité Ia	Zone de sismicité 2
Zone de sismicité Ib	Zone de sismicité 3
Zone de sismicité II	Zone de sismicité 4

TERMINOLOGIE UTILISÉE	TERMINOLOGIE SUBSTITUÉE
Zone de sismicité III	Zone de sismicité 5
Classe de bâtiments A	Catégorie d'importance I
Classe de bâtiments B	Catégorie d'importance II
Classe de bâtiments C	Catégorie d'importance III
Classe de bâtiments D	Catégorie d'importance IV

**Art. 7.** – L'arrêté du 29 mai 1997 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la catégorie dite « à risque normal » telle que définie par le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 relatif à la prévention du risque sismique est abrogé.

**Art. 8.** – Le directeur général de la prévention des risques, le directeur général de l'aviation civile et le directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature au ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, le directeur de la sécurité civile, le directeur général des collectivités locales et le délégué général à l'outre-mer au ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 octobre 2010.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie,  
de l'énergie, du développement durable et de la mer,  
en charge des technologies vertes  
et des négociations sur le climat,*  
JEAN-LOUIS BORLOO

*Le ministre de l'intérieur,  
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,*  
BRICE HORTEFEUX

*Le secrétaire d'Etat  
chargé du logement et de l'urbanisme,*  
BENOIST APPARU

*La secrétaire d'Etat  
chargée de l'écologie,*  
CHANTAL JOUANNO



# La nouvelle RÉGLEMENTATION PARASISMIQUE applicable aux bâtiments

dont le permis de construire est déposé  
à partir du 1<sup>er</sup> mai 2011

Janvier 2011



Ministère  
de l'Écologie,  
du Développement  
durable,  
des Transports  
et du Logement

Ressources, territoires, habitats et logement  
Énergies et climat  
Prévention des risques  
Développement durable  
Infrastructures, transports et mer

Présent  
pour  
l'avenir

Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)

# La nouvelle réglementation

Le séisme de la Guadeloupe du 21 novembre 2004 et le séisme d'Epagny-Annecy du 15 juillet 1996 viennent nous rappeler que la France est soumise à un risque sismique bien réel. Les Antilles sont exposées à un aléa fort et ont connu par le passé de violents séismes. De même, bien que considérée comme un territoire à sismicité modérée, la France métropolitaine n'est pas à l'abri de tremblements de terre ravageurs comme celui de Lambesc de juin 1909 (46 victimes).

L'endommagement des bâtiments et leur effondrement sont la cause principale des décès et de l'interruption des activités. Réduire le risque passe donc par une réglementation sismique adaptée sur les bâtiments neufs comme sur les bâtiments existants. L'arrivée de l'Eurocode 8, règles de construction parasismique harmonisées à l'échelle européenne, conduit à la mise à jour de la réglementation nationale sur les bâtiments.

## ■ Principe de la réglementation

La réglementation présentée concerne les bâtiments à **risque normal**, pour lesquels les conséquences d'un séisme sont limitées à la structure même du bâtiment et à ses occupants.

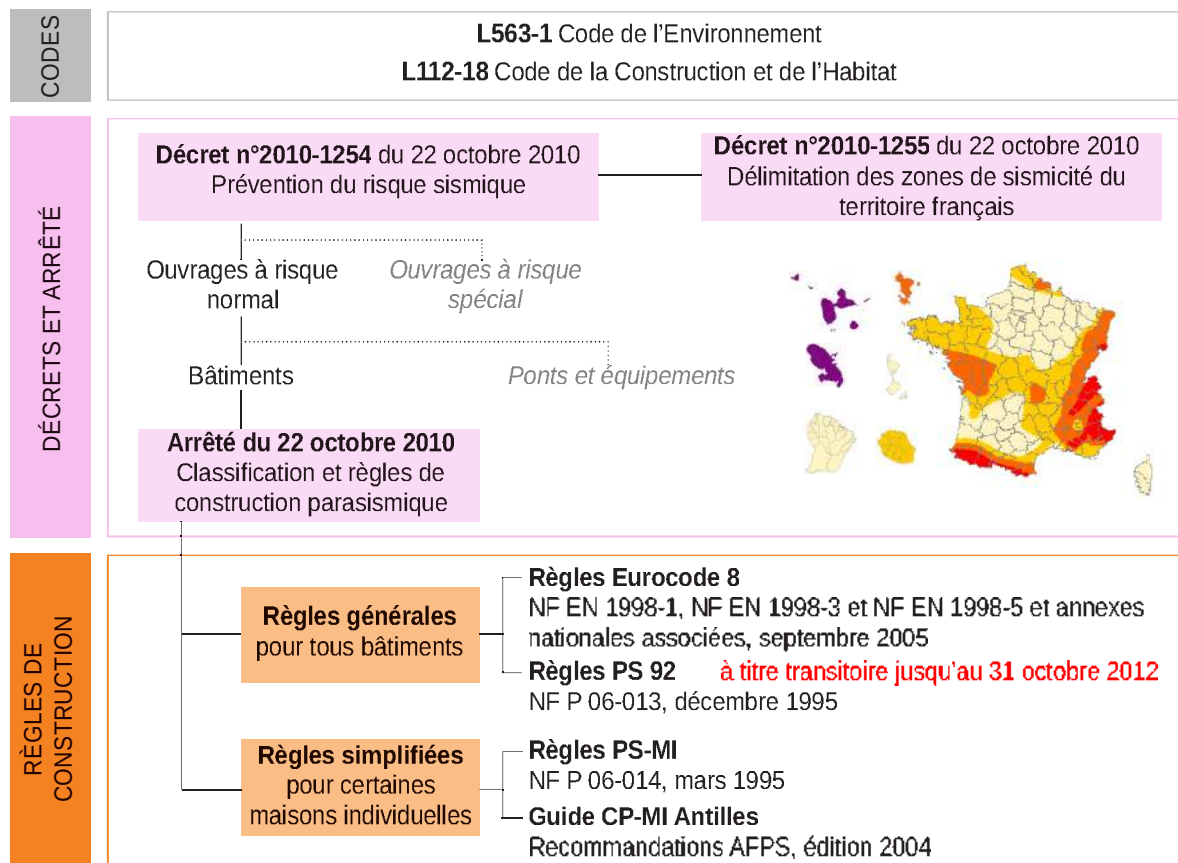
**Zonage sismique.** Le zonage sismique du territoire permet de s'accorder avec les principes de dimensionnement de l'Eurocode 8. Sa définition a également bénéficié des avancées scientifiques des vingt dernières années dans la connaissance du phénomène sismique.



**Réglementation sur les bâtiments neufs.** L'Eurocode 8 s'impose comme la règle de construction parasismique de référence pour les bâtiments. La réglementation conserve la possibilité de recourir à des règles forfaitaires dans le cas de certaines structures simples.

**Réglementation sur les bâtiments existants.** La réglementation n'impose pas de travaux sur les bâtiments existants. Si des travaux conséquents sont envisagés, un dimensionnement est nécessaire avec une minoration de l'action sismique à 60% de celle du neuf. Dans le même temps, les maîtres d'ouvrage volontaires sont incités à réduire la vulnérabilité de leurs bâtiments en choisissant le niveau de confortement qu'ils souhaitent atteindre.

## ■ Organisation réglementaire



# Construire parasismique

## ■ Implantation

### ▪ Étude géotechnique



Extrait de carte géologique

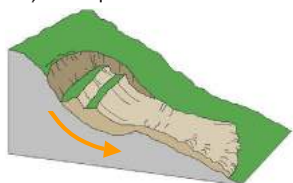
Effectuer une étude de sol pour connaître les caractéristiques du terrain.

Caractériser les éventuelles amplifications du mouvement sismique.

### ▪ Se protéger des risques d'éboulements et de glissements de terrain

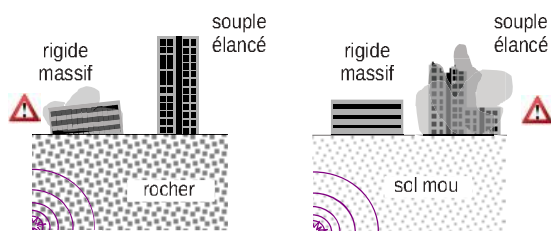
S'éloigner des bords de falaise, pieds de crête, pentes instables.

Le cas échéant, consulter le plan de prévention des risques (PPR) sismiques de la commune.



Glissement de terrain

### ▪ Tenir compte de la nature du sol



Privilégier des configurations de bâtiments adaptées à la nature du sol.

Prendre en compte le risque de la liquéfaction du sol (perte de capacité portante).

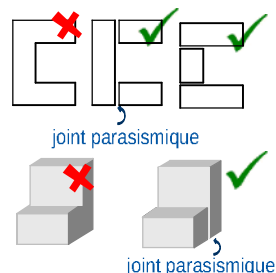
## ■ Conception

### ▪ Préférer les formes simples

Privilégier la compacité du bâtiment.

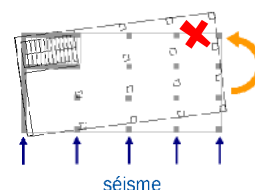
Limiter les décrochements en plan et en élévation.

Fractionner le bâtiment en blocs homogènes par des joints parasismiques continus.



### ▪ Limiter les effets de torsion

Distribuer les masses et les raideurs (murs, poteaux, voiles...) de façon équilibrée.

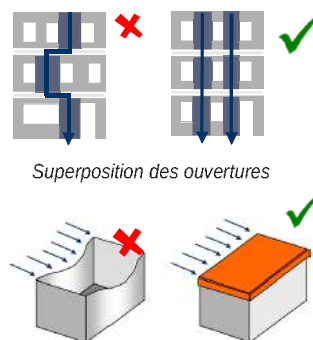


### ▪ Assurer la reprise des efforts sismiques

Assurer le contreventement horizontal et vertical de la structure.

Superposer les éléments de contreventement.

Créer des diaphragmes rigides à tous les niveaux.



Limitation des déformations : effet «boîte»

### ▪ Appliquer les règles de construction

## ■ Exécution

### ▪ Soigner la mise en oeuvre

Respecter les dispositions constructives.

Disposer d'une main d'oeuvre qualifiée.

Assurer un suivi rigoureux du chantier.

Soigner particulièrement les éléments de connexion : assemblages, longueurs de recouvrement d'armatures...



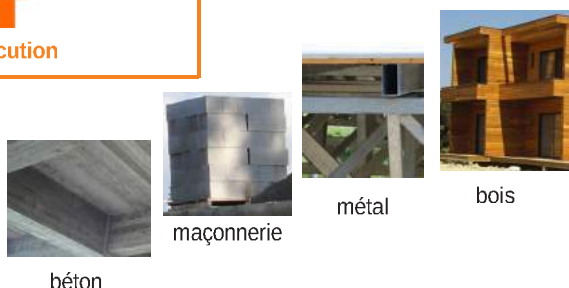
Nœud de chaînage - Continuité mécanique



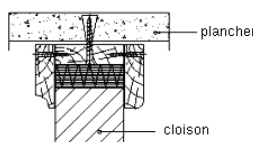
Mise en place d'un chaînage au niveau d'un rampant d'un bâtiment



### ▪ Utiliser des matériaux de qualité



### ▪ Fixer les éléments non structuraux



Liaison cloison-plancher (extrait des règles PS-MI)

Fixer les cloisons, les plafonds suspendus, les luminaires, les équipements techniques lourds.

Assurer une liaison efficace des cheminées, des éléments de bardage...



# Comment caractériser les séismes ?

## ■ Le phénomène sismique

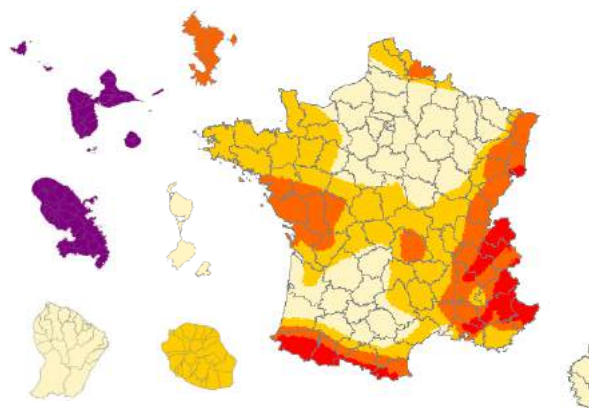
Les ondes sismiques se propagent à travers le sol à partir d'une source sismique et peuvent être localement amplifiées par les dernières couches de sol et la topographie du terrain. Un séisme possède ainsi de multiples caractéristiques : durée de la secousse, contenu fréquentiel, déplacement du sol... La réglementation retient certains paramètres simples pour le dimensionnement des bâtiments.

## ■ Zonage réglementaire

Le paramètre retenu pour décrire l'aléa sismique au niveau national est une accélération  $a_{gr}$ , accélération du sol «au rocher» (le sol rocheux est pris comme référence).

Le zonage réglementaire définit **cinq zones de sismicité croissante** basées sur un découpage communal. La zone 5, regroupant les îles antillaises, correspond au niveau d'aléa le plus élevé du territoire national. La métropole et les autres DOM présentent quatre zones sismiques, de la zone 1 de très faible sismicité (bassin aquitain, bassin parisien...) à la zone 4 de sismicité moyenne (fossé rhénan, massifs alpin et pyrénéen).

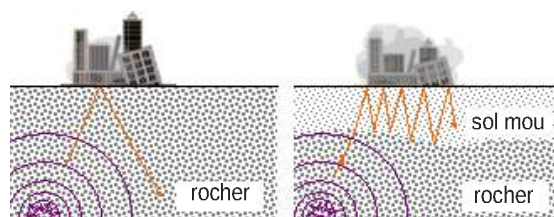
Zone de sismicité	Niveau d'aléa	$a_{gr}(m/s^2)$
Zone 1	Très faible	0,4
Zone 2	Faible	0,7
Zone 3	Modéré	1,1
Zone 4	Moyen	1,6
Zone 5	Fort	3



## ■ Influence du sol

La nature locale du sol (dizaines de mètres les plus proches de la surface) influence fortement la sollicitation ressentie au niveau des bâtiments. L'Eurocode 8 distingue cinq catégories principales de sols (de la classe A pour un sol de type rocheux à la classe E pour un sol mou) pour lesquelles est défini un coefficient de sol  $S$ . Le paramètre  $S$  permet de traduire l'amplification de la sollicitation sismique exercée par certains sols.

Classes de sol	$S$ (zones 1 à 4)	$S$ (zone 5)
A	1	1
B	1,35	1,2
C	1,5	1,15
D	1,6	1,35
E	1,8	1,4



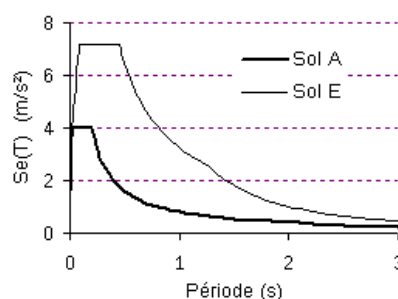
Amplification du signal sismique suivant la nature du sol

## POUR LE CALCUL ...

### Pour le dimensionnement des bâtiments

Dans la plupart des cas, les ingénieurs structures utilisent des spectres de réponse pour caractériser la réponse du bâtiment aux séismes. L'article 4 de l'arrêté du 22 octobre 2010 définit les paramètres permettant de décrire la forme de ces spectres.

Exemple : spectre horizontal, zone de sismicité 4, catégorie d'importance II



# Comment tenir compte des enjeux ?





## ■ Pourquoi une classification des bâtiments ?

Parmi les bâtiments à risque normal, le niveau de protection parasismique est modulé en fonction de l'enjeu associé. Une classification des bâtiments en catégories d'importance est donc établie en fonction de paramètres comme l'activité hébergée ou le nombre de personnes pouvant être accueillies dans les locaux.

Les conditions d'application de la réglementation dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment, tant pour les bâtiments neufs que pour les bâtiments existants. Les paramètres utilisés pour le calcul et le dimensionnement du bâtiment sont également modulés en fonction de sa catégorie d'importance.

## ■ Catégories de bâtiments

Les bâtiments à risque normal sont classés en **quatre catégories d'importance croissante**, de la catégorie I à faible enjeu à la catégorie IV qui regroupe les structures stratégiques et indispensables à la gestion de crise.

Catégorie d'importance	Description
I 	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée.</li></ul>
II 	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Habitations individuelles.</li><li>■ Établissements recevant du public (ERP) de catégories 4 et 5.</li><li>■ Habitations collectives de hauteur inférieure à 28 m.</li><li>■ Bureaux ou établissements commerciaux non ERP, <math>h \leq 28</math> m, max. 300 pers.</li><li>■ Bâtiments industriels pouvant accueillir au plus 300 personnes.</li><li>■ Parcs de stationnement ouverts au public.</li></ul>
III 	<ul style="list-style-type: none"><li>■ ERP de catégories 1, 2 et 3.</li><li>■ Habitations collectives et bureaux, <math>h &gt; 28</math> m.</li><li>■ Bâtiments pouvant accueillir plus de 300 personnes.</li><li>■ Établissements sanitaires et sociaux.</li><li>■ Centres de production collective d'énergie.</li><li>■ Établissements scolaires.</li></ul>
IV 	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Bâtiments indispensables à la sécurité civile, la défense nationale et le maintien de l'ordre public.</li><li>■ Bâtiments assurant le maintien des communications, la production et le stockage d'eau potable, la distribution publique de l'énergie.</li><li>■ Bâtiments assurant le contrôle de la sécurité aérienne.</li><li>■ Établissements de santé nécessaires à la gestion de crise.</li><li>■ Centres météorologiques.</li></ul>

Pour les **structures neuves** abritant des fonctions relevant de catégories d'importance différentes, la catégorie de bâtiment la plus contraignante est retenue.

Pour l'application de la réglementation sur les **bâtiments existants**, la catégorie de la structure à prendre en compte est celle résultant du classement après travaux ou changement de destination du bâtiment.

## POUR LE CALCUL ...

### Le coefficient d'importance $\gamma_I$

A chaque catégorie d'importance est associé un coefficient d'importance  $\gamma_I$  qui vient moduler l'action sismique de référence conformément à l'Eurocode 8.

Catégorie d'importance	Coefficient d'importance $\gamma_I$
I	0,8
II	1
III	1,2
IV	1,4

# Quelles règles pour le bâti neuf ?

Le dimensionnement des bâtiments neufs doit tenir compte de l'effet des actions sismiques pour les structures de catégories d'importance III et IV en zone de sismicité 2 et pour les structures de catégories II, III et IV pour les zones de sismicité plus élevée.

## ■ Application de l'Eurocode 8

La conception des structures selon l'Eurocode 8 repose sur des principes conformes aux codes parasismiques internationaux les plus récents. La sécurité des personnes est l'objectif du dimensionnement parasismique mais également la limitation des dommages causés par un séisme.

De plus, certains bâtiments essentiels pour la gestion de crise doivent rester opérationnels.

## POUR LE CALCUL ...

### Décomposition de l'Eurocode 8

La **partie 1** expose les principes généraux du calcul parasismique et les règles applicables aux différentes typologies de bâtiments.

La **partie 5** vient compléter le dimensionnement en traitant des fondations de la structure, des aspects géotechniques et des murs de soutènement.






## ■ Règles forfaitaires simplifiées

Le maître d'ouvrage a la possibilité de recourir à des règles simplifiées (qui dispensent de l'application de l'Eurocode 8) pour la construction de bâtiments simples ne nécessitant pas de calculs de structures approfondis. Le niveau d'exigence de comportement face à la sollicitation sismique est atteint par l'application de dispositions forfaitaires tant en phase de conception que d'exécution du bâtiment.

- Les règles **PS-MI** «Construction parasismique des maisons individuelles et bâtiments assimilés» sont applicables aux bâtiments neufs de catégorie II répondant à un certain nombre de critères, notamment géométriques, dans les zones de sismicité 3 et 4.
- Dans la zone de sismicité forte, le guide AFPS «Construction parasismique des maisons individuelles aux Antilles» **CP-MI** permet de construire des bâtiments simples de catégorie II, sous certaines conditions stipulées dans le guide.

## ■ Exigences sur le bâti neuf

Les exigences sur le bâti neuf dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment et de la zone de sismicité.

	I	II		III	IV
					
Zone 1	aucune exigence				
Zone 2					
Zone 3	PS-MI <sup>1</sup>		Eurocode 8 <sup>3</sup> $a_{gr}=1,1 \text{ m/s}^2$	Eurocode 8 <sup>3</sup> $a_{gr}=1,1 \text{ m/s}^2$	
Zone 4	PS-MI <sup>1</sup>		Eurocode 8 <sup>3</sup> $a_{gr}=1,6 \text{ m/s}^2$	Eurocode 8 <sup>3</sup> $a_{gr}=1,6 \text{ m/s}^2$	
Zone 5	CP-MI <sup>2</sup>		Eurocode 8 <sup>3</sup> $a_{gr}=3 \text{ m/s}^2$	Eurocode 8 <sup>3</sup> $a_{gr}=3 \text{ m/s}^2$	

<sup>1</sup> Application **possible** (en dispense de l'Eurocode 8) des PS-MI sous réserve du respect des conditions de la norme PS-MI

<sup>2</sup> Application **possible** du guide CP-MI sous réserve du respect des conditions du guide

<sup>3</sup> Application **obligatoire** des règles Eurocode 8

## ■ Cas particulier : les établissements scolaires simples en zone 2

Les établissements scolaires sont systématiquement classés en catégorie III. Cependant, pour faciliter le dimensionnement des bâtiments scolaires simples, les règles forfaitaires simplifiées PS-MI peuvent être utilisées en zone 2 sous réserve du respect des conditions d'application de celles-ci, notamment en termes de géométrie du bâtiment et de consistance de sol.

# Quelles règles pour le bâti existant ?

## ■ Gradation des exigences

TRAVAUX	Principe de base	Je souhaite <b>améliorer le comportement</b> de mon bâtiment	Je réalise des <b>travaux lourds</b> sur mon bâtiment	Je crée une <b>extension avec joint</b> de fractionnement
	L'objectif minimal de la réglementation sur le bâti existant est la non-aggravation de la vulnérabilité du bâtiment.	L'Eurocode 8-3 permet au maître d'ouvrage de moduler l'objectif de confortement qu'il souhaite atteindre sur son bâtiment.	Sous certaines conditions de travaux, la structure modifiée est dimensionnée avec les mêmes règles de construction que le bâti neuf, mais en modulant l'action sismique de référence.	L'extension désolidarisée par un joint de fractionnement doit être dimensionnée comme un bâtiment neuf.

## ■ Travaux sur la structure du bâtiment

Les règles parasismiques applicables à l'ensemble du bâtiment modifié dépendent de la zone sismique, de la catégorie du bâtiment, ainsi que du niveau de modification envisagé sur la structure.

	Cat.	Travaux	Règles de construction
Zone 2	IV	> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	<b>Eurocode 8-1<sup>3</sup></b> $a_{gr}=0,42 \text{ m/s}^2$
Zone 3	II	> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau Conditions PS-MI respectées	<b>PS-MI<sup>1</sup></b> Zone 2
		> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	<b>Eurocode 8-1<sup>3</sup></b> $a_{gr}=0,66 \text{ m/s}^2$
	III	> 30% de SHON créée	<b>Eurocode 8-1<sup>3</sup></b> $a_{gr}=0,66 \text{ m/s}^2$
	IV	> 30% de plancher supprimé à un niveau	<b>Eurocode 8-1<sup>3</sup></b> $a_{gr}=0,66 \text{ m/s}^2$
Zone 4	II	> 30% de SHON créée Conditions PS-MI respectées	<b>PS-MI<sup>1</sup></b> Zone 3
		> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	<b>Eurocode 8-1<sup>3</sup></b> $a_{gr}=0,96 \text{ m/s}^2$
	III	> 20% de SHON créée	<b>Eurocode 8-1<sup>3</sup></b> $a_{gr}=0,96 \text{ m/s}^2$
	IV	> 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés Ajout équipement lourd en toiture	
Zone 5	II	> 30% de SHON créée Conditions CP-MI respectées	<b>CP-MI<sup>2</sup></b>
		> 20% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés	<b>Eurocode 8-1<sup>3</sup></b> $a_{gr}=1,8 \text{ m/s}^2$
	III	> 20% de SHON créée	<b>Eurocode 8-1<sup>3</sup></b> $a_{gr}=1,8 \text{ m/s}^2$
	IV	> 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés Ajout équipement lourd en toiture	

<sup>1</sup> Application **possible** (en dispense de l'Eurocode 8) des PS-MI

<sup>2</sup> Application **possible** du guide CP-MI

<sup>3</sup> Application **obligatoire** des règles Eurocode 8, partie 1

} La zone sismique à prendre en compte est celle immédiatement inférieure au zonage réglementaire (modulation de l'aléa).

## ■ Agir sur les éléments non structuraux

Les éléments non structuraux du bâti (cloisons, cheminées, faux-plafonds etc.) peuvent se révéler dangereux pour la sécurité des personnes, même sous un séisme d'intensité modérée. Pour limiter cette vulnérabilité, l'ajout ou le remplacement d'éléments non structuraux dans le bâtiment doit s'effectuer conformément aux prescriptions de l'Eurocode 8 partie 1 :

- pour les bâtiments de catégories III et IV en zone de sismicité 2,
- pour l'ensemble des bâtiments de catégories II, III et IV dans les zones 3, 4 et 5.

## ■ Entrée en vigueur et période transitoire

Les décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 entrent en vigueur le **1<sup>er</sup> mai 2011**.

Pour tout permis de construire déposé avant le **31 octobre 2012**, les règles parasismiques PS92 restent applicables pour les bâtiments de catégorie d'importance II, III ou IV ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire, d'une déclaration préalable ou d'une autorisation de début de travaux.

Cependant, les valeurs d'accélération à prendre en compte sont modifiées.

### POUR LE CALCUL ...

**Valeurs d'accélération modifiées** (m/s<sup>2</sup>) pour l'application des PS92 (à partir du 1<sup>er</sup> mai 2011)

	II	III	IV
Zone 2	1,1	1,6	2,1
Zone 3	1,6	2,1	2,6
Zone 4	2,4	2,9	3,4
Zone 5	4	4,5	5

## ■ Plan de prévention des risques (PPR) sismiques

Les plans de prévention des risques sismiques constituent un outil supplémentaire pour réduire le risque sismique sur le territoire.

Ils viennent compléter la réglementation nationale en affinant à l'échelle d'un territoire la connaissance sur l'aléa (microzonage), la vulnérabilité du bâti existant (prescriptions de diagnostics ou de travaux) et les enjeux.

## ■ Attestation de prise en compte des règles parasismiques

Lors de la demande du permis de construire pour les bâtiments où la mission PS est obligatoire, une attestation établie par le contrôleur technique doit être fournie. Elle spécifie que le contrôleur a bien fait connaître au maître d'ouvrage son avis sur la prise en compte des règles parasismiques au niveau de la conception du bâtiment.

A l'issue de l'achèvement des travaux, le maître d'ouvrage doit fournir une nouvelle attestation stipulant qu'il a tenu compte des avis formulés par le contrôleur technique sur le respect des règles parasismiques.

## ■ Contrôle technique

Le contrôleur technique intervient à la demande du maître d'ouvrage pour contribuer à la prévention des aléas techniques (notamment solidité et sécurité). Le contrôle technique est rendu obligatoire pour les bâtiments présentant un enjeu important vis-à-vis du risque sismique (article R111-38 du code de la construction et de l'habitation). Dans ces cas, la mission parasismique (PS) doit accompagner les missions de base solidité (L) et sécurité (S).

## POUR EN SAVOIR PLUS

Les organismes que vous pouvez contacter :

- Le ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (MEDDTL) [www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)
- La direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)
- La direction générale de la prévention des risques (DGPR)
- Les services déconcentrés du ministère :
  - Les Directions départementales des territoires (et de la mer) - DDT ou DDTM
  - Les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DREAL
  - Les Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DEAL
  - Les Centres d'études techniques de l'équipement - CETE

Des références sur le risque sismique :

- Le site du Plan Séisme, programme national de prévention du risque sismique [www.planseisme.fr](http://www.planseisme.fr)
- Le portail de la prévention des risques majeurs [www.prim.net](http://www.prim.net)

Janvier 2011



Direction générale de l'aménagement,  
du logement et de la nature  
Direction de l'habitat, de l'urbanisme  
et des paysages  
Sous-direction de la qualité et du développement  
durable dans la construction  
Arche sud 92055 La Défense cedex  
Tél. +33 (0)1 40 81 21 22





Autres risques

### **Le risque de rupture de barrage**

Un barrage est un ouvrage artificiel ou naturel (causé par l'accumulation de matériaux à la suite de mouvements de terrain) établi en travers du lit d'un cours d'eau, retenant ou pouvant retenir de l'eau.

Le phénomène de rupture de barrage dépend des caractéristiques propres du barrage. Ainsi, la rupture peut être :

- progressive dans le cas des barrages en remblais, par érosion régressive, suite à une submersion de l'ouvrage ou à une fuite à travers celui-ci (phénomène de " renard " ),
- brutale dans le cas des barrages en béton, par renversement ou par glissement d'un ou plusieurs plots.

Le risque de rupture de barrage est identifié pour la commune (cf. listing Primnet).

**DEUXIEME SOUS-PARTIE :**  
Prévention des risques technologiques

Transport de matières dangereuses

## **Transport ou dépôt de matières dangereuses**

Une matière dangereuse est une substance qui peut présenter un danger grave pour l'homme, les biens ou l'environnement, par ses propriétés physiques ou chimiques, ou encore par la nature des réactions qu'elle est susceptible de provoquer. Elle peut être inflammable, toxique, explosive, corrosive ou radioactive.

Quels sont les risques liés à un accident de transport de matière dangereuse ?

On peut observer 4 types d'effets, qui peuvent être associés :

1. Les effets thermiques sont liés à une combustion d'un produit inflammable ou à une explosion. Il en résulte des brûlures plus ou moins graves ;
2. Les effets mécaniques sont liés à une surpression, résultant d'une onde de choc (déflagration ou détonation), provoquée par une explosion. Il en résulte des lésions aux tympons, poumons, etc ;
3. Les effets toxiques résultent de l'inhalation, de contact ou d'ingestion d'une substance chimique toxique (chlore, ammoniac, phosgène, acides, etc.), suite à une fuite sur une installation. Les effets peuvent être, par exemple, un œdème du poumon ou une atteinte au système nerveux ;
4. Les effets dus aux substances radioactives sont liés aux rayonnements ionisants qui peuvent atteindre tous organes ou organismes vivants.

(Source : Portail interministériel de Prévention des Risques Majeurs)

- **Risques associés aux canalisations de transport ou dépôts de matières dangereuses (flux d'énergie, hydrocarbures, produits chimiques, canalisations de chaleur, etc.)**

Les infrastructures de transport d'énergie peuvent affecter l'utilisation des sols ainsi qu'une zone tampon de sécurité à leur périphérie (bande de servitude non aedificandi).

Cette éventualité est réglementée par les Servitudes d'Utilité Publique.

Le territoire communal n'est pas traversé par des canalisations de transport de gaz naturel , d'hydrocarbures, de chaleur, de produits chimiques, ni par des canalisations de transport d'électricité haute tension et très haute tension, ou encore par des canalisations utilisées par les usines marémotrices ou hydroélectriques.

Il ne comporte pas non plus de silos soumis à autorisation, ni de dépôts de liquides inflammables.

- **Risques associés aux infrastructures routières et ferroviaires :**

Les axes d'infrastructure principaux sont la RD 150 et la RD 127, par ailleurs non classées infrastructures bruyantes (ce classement étant directement lié au niveau de bruit enregistré à son abord, donc à sa fréquentation).

Ces axes doivent être pris en considération dans la mesure du risque lié au transport de matières dangereuses.

Découverte d'engins de guerre

## **Découverte d'engins de guerre**

Les risques liés à la découverte d'engins de guerre (grenades, projectiles de mortier et matériels de tranchées, roquettes et missiles, cartouches pour armes de petit calibre, mines et matériel de piégeage, projectiles d'artillerie tels que obus, boulets, projectiles air-sol tels que bombes d'avion, etc.) concernent toutes les communes du département du Pas-de-Calais.

Mais de part les activités et positions des différentes armées durant la Première Guerre Mondiale, la commune de Thélus est particulièrement exposée au risque d'explosions d'engins encore actifs et ensevelis dans le sol superficiel.

Cela autant, aucune cartographie d'aléa n'a pu être établie.

Le Maire a pouvoir de police sur le territoire de la commune et doit être informé de la découverte d'engins de guerre intacts. Les mairies disposent de formulaires particuliers diffusés par leur Préfecture.

La Mairie doit fait remonter l'information au niveau de la Préfecture. En règle générale, le SIACEDPC, jadis désigné comme la Protection civile, assure la transmission de cette demande au Centre de Sécurité du Déminage.

Le Bureau du Déminage est une des composantes des Services Opérationnels de la Sécurité Civile, au Ministère de l'Intérieur. La France métropolitaine est partagée en seize Centres de Sécurité du Déminage, placés auprès d'une Préfecture et chargés des interventions de sécurité dans un ou plusieurs départements.

Il est du devoir de chacun d'informer les démineurs de toute découverte d'engin de guerre susceptible de représenter un risque pour les populations ou l'environnement.

### **TROISIEME SOUS-PARTIE :**

Prévention des risques liés à une occupation de sols de type urbain



Etablissements industriels classés ICPEi

## PREVENTION DES RISQUES : PRINCIPES

Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une **installation classée**.

L'étendue des risques est très vaste, et va du risque sanitaire (epizooties), au risque de nuisance sonore, en passant par le risque d'incendie liée à la présence de matières inflammables (produits toxiques, stockage de grains ou fourrages).

Ce qui suit est issu du site du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, rubrique « prévention des risques » (mise à jour : 15 avril 2010 :

*Les activités relevant de la législation des installations classées sont énumérées dans une nomenclature qui les soumet à un régime d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients qui peuvent être engendrés :*

- **Déclaration** : pour les activités les moins polluantes et les moins dangereuses. Une simple déclaration en préfecture est nécessaire ;
- **Autorisation** : pour les installations présentant les risques ou pollutions les plus importants. L'exploitant doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service, démontrant l'acceptabilité du risque. Le préfet peut autoriser ou refuser le fonctionnement ;
- **Enregistrement** : pour les secteurs dont les mesures techniques pour prévenir les inconvénients sont bien connues (stations-service, entrepôts...), un régime d'autorisation simplifiée, ou régime dit d'enregistrement, a été créé en 2009.

*La nomenclature des installations classées est divisée en deux catégories de rubriques :*

- l'emploi ou stockage de certaines substances (ex. toxiques, dangereux pour l'environnement...).
- le type d'activité (ex. : agroalimentaire, bois, déchets ...) ;

*La législation des installations classées confère à l'Etat des pouvoirs :*

- d'autorisation ou de refus d'autorisation de fonctionnement d'une installation ;
- de réglementation (imposer le respect de certaines dispositions techniques, autoriser ou refuser le fonctionnement d'une installation) ;
- de contrôle ;
- de sanction.

*Sous l'autorité du Préfet, ces opérations sont confiées à l'Inspection des Installations Classées qui sont des agents assermentés de l'Etat.*

*Le Ministère met à disposition du public sur le site "[installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr](http://installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr)" une base de données permettant de rechercher les installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement en activité selon des critères géographiques, le type d'activité ou un régime particulier (SEVESO, IPPC...).*

*Cette base permet également de consulter les actes réglementaires liés à une installation tels que les arrêtés préfectoraux d'autorisation et les arrêtés complémentaires.*

## **ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS CLASSES ICPEi :**

Le Porté à connaissance mis à jour en date du 20 novembre 2012 (cf. fiche communale d' Estrée, au début de ce document), précise qu'il existe une installation classées ICPEi :

- Un poste ERDF, situé rue du cul de sac; il a été déclaré le 27 janvier 2011 et sa teneur en PCB est comprise entre 50 ppm et 500 ppm.

Sécurité routière



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais

*Service Expertise et Appui Technique*

Arras, le **30 JUIN 2011**

**Note**

à

**SUI/PUR**

**Nos Réf. :** VL/MG

**Vos Réf. :**

**Affaire suivie par :** Véronique Lieven

veronique.lieven.@pas-de-calais.gouv.fr

**Tél.** 03 21 22 98 81 – **Fax** : 03 21 22 98 79

**Courriel** : ddtm-seat@pas-de-calais.gouv.fr

**Objet :** **Elaboration du Plan Local d'Urbanisme de la  
commune de ESTREE - Observations du SEAT**

**PJ :** - 1 tableau d'accidentologie  
- 1 carte avec couverture ADSL sur le territoire de la  
commune de Estrée

Par note du 7 juin 2011, vous me demandez toute information relative à la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de ESTREE.

Voici les observations émises par le Service Expertise et Appui Technique sur les thèmes de la sécurité routière, du bruit et de l'aménagement numérique des territoires.

### **I. Sécurité Routière**

Est fourni en annexe le récapitulatif des accidents survenus sur la commune entre 2006 et 2010.

Nous avons relevé deux accidents sur la commune.

De plus, il conviendrait d'appliquer les préconisations de diverses publications du CERTU (Centre d'Etudes sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les constructions publiques).

### **II. Bruit**

La commune de ESTREE n'a pas d'infrastructures de transport routières ou ferroviaires classées à l'égard du bruit.

### **III. Aménagement Numérique du Territoire**

#### **Rappel des textes**

La loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 renforce le code de l'urbanisme en tant qu'outil de développement et d'aménagement des territoires.



01 JUL. 2011

Siège de la DDTM : 100, avenue Winston Churchill 62022 Arras SP7  
Tél : 03 21 22 99 99 – fax : 03 21 55 01 49  
Horaires d'ouverture : 08h30 – 12h et 13h30 – 17h  
Accès bus : prendre la ligne 1 ou 7 – arrêt « Equipement »

L'article L121-1 détermine les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable (...) la diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination des besoins présents et futurs en matière (..) de développement des communications électroniques.

Par ailleurs, la loi du 4 Août 2008 pour modernisation de l'économie impose, depuis le 1er janvier 2011, d'équiper en fibre optique tous les immeubles neufs.

La loi n°2009-1572 promulguée le 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique rend obligatoire la mutualisation des travaux dans le but de favoriser la pose de fibre optique à l'occasion de travaux sur les infrastructures.

Suite à l'appel à manifestations d'intentions d'investissement (AMII) lancé par le Gouvernement le 4 août 2010, aucun opérateur de communications électroniques n'a manifesté son intention d'engager, sur les 5 ans à venir, le déploiement d'un réseau sur le territoire de la commune d'Estrée.

#### L'aménagement Numérique sur le territoire

L'aménagement numérique ou l'aménagement des réseaux de communication numérique, consiste à assurer l'accessibilité aux réseaux très haut débit de manière simple, sécurisée et abordable ainsi que la disponibilité d'une offre de services appropriés.

Ainsi, l'aménagement numérique constitue un enjeu stratégique, déterminant pour le développement économique, social et culturel du territoire. Les technologies de l'information et de la communication auront un impact croissant sur les déplacements et sur la localisation des populations et des activités économiques.

Avant 2008, la commune d'Estrée avait une couverture numérique très limitée (débit faible). Voir carte annexée.

L'intervention de la Communauté de Communes du Montreuillois a permis le déploiement de la fibre optique sur le territoire et l'implantation d'un nouveau répartiteur (NRA) sur la commune d'Estrée. Cette nouvelle installation permet, à priori, de répondre aux besoins actuels de la population.

Les TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) se développent constamment, générant de nouveaux usages .... et de nouveaux besoins en équipements et infrastructures.

C'est pourquoi le PLU pourrait identifier les besoins et les difficultés de certaines zones au regard du très haut débit, et considérer globalement la problématique des fourreaux au même titre que l'assainissement, les réseaux électriques, la distribution d'eau. Cette réflexion est à mener en cohérence avec les orientations du schéma directeur régional d'aménagement numérique.

Le Service Expertise et Appui Technique est à votre disposition pour tous éléments complémentaires qui vous seraient nécessaires.

Le Chef du Service Expertise et  
Appui Technique,



Véronique LIEVEN

Organisme Unité / N° PV Date Heure	Routes ou voies	Circonstances
Gendarmerie Nationale 0000293 / 00297 Jeu 28/02/2008 18 h 15	DEP 62 Commune 312 (ESTREE) RD 0126 PR calculé 3+0  en courbe à gauche plat	Accident hors agglomération, hors intersection, en plein jour. Il pleut fortement et la chaussée est recouverte de flaques. Collision impliquant 1 véhicule et pas de piéton. Véh. A (1 blessé hospitalisé) : un véhicule léger, conduit par un homme de 49 ans, circulant dans le sens des PR croissants de la RD 0126, circule sans changement de direction, heurte un arbre. Bilan : 1 blessé hospitalisé.
Gendarmerie Nationale 0000293 / 01032 Dim 08/08/2006 16 h 45	DEP 62 Commune 312 (ESTREE) RD 0150 PR calculé 2+300  partie rectiligne plat	Accident hors agglomération, hors intersection, en plein jour. La chaussée est normale. Sans collision impliquant 1 véhicule et pas de piéton. Véh. A (2 blessés hospitalisés) : un véhicule léger, conduit par un homme de 64 ans, circulant dans le sens des PR décroissants de la RD 0150, circule sans changement de direction, heurte un fossé, un talus ou une paroi rocheuse. Bilan : 2 blessés hospitalisés.

Autres risques



**Arrêté préfectoral du 15 février 2002 délimitant la zone à risque de plomb :**

Selon les termes de cet arrêté préfectoral, l'ensemble du département du Pas-de-Calais est classé zone à risque d'exposition au plomb.

Un état des risques d'accessibilité doit être annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, à tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1<sup>er</sup> janvier 1948 et situé dans le département du Pas-de-Calais.

Le texte de cet arrêté figure pages suivantes.

**Risques non répertoriés sur la commune :**

La commune d' Estrée n'est pas répertoriée sur la base de données BASIAS, relative aux établissements industriels anciens (« Inventaire Historique de sites industriels et activités de service »), ni sur la base de données BASOL, relative aux sols pollués.

**ARRETE PREFECTORAL  
DELIMITANT LA ZONE A RISQUE PLOMB**

**Le Préfet du Pas-de-Calais**

**Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L1334-5, L1334-6 et R32-8 à R32-12,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-2 et suivants, dont le 5<sup>ème</sup>,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article R123-19,

Vu le nouveau Code Pénal notamment les articles 223-1 et 225-14,

Vu le Code du Travail,

Vu le Code de la Sécurité Sociale,

Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation de lutte contre les exclusions et notamment son article 123,

Vu le décret n° 99-484 du 9 juin 99 relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues aux articles L32-5 du Code de la Santé Publique et le modifiant,

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999 fixant le modèle de la note d'information à joindre à un état des risques d'accessibilité au plomb révélant la présence de revêtements contenant du plomb pris pour l'application de l'article R32-12 du Code de la Santé Publique,

Vu la circulaire interministérielle (Santé-Equipement) DGS/VS3 n°99/533 UHC/QC/18 n°99-58 du 30 août 1999 relative à la mise en œuvre et au financement des mesures d'urgence sur le saturnisme,

Vu la circulaire n°2001-1 du 16 janvier 2001 relative aux états des risques d'accessibilité au plomb réalisés en application de l'article L1334-5 de la loi du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

Vu l'avis du Comité de Pilotage Plomb émis en date du 28 septembre 2001,

Vu les circulaires préfectorales du 19 octobre 2001 adressées aux maires du département, en application de l'article 32-8 du code de la Santé Publique,

Vu les avis des Conseils Municipaux des communes du département du Pas-de-Calais,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 10 janvier 2002,

Considérant que le plomb est toxique et dangereux pour la santé publique et notamment pour celle des jeunes enfants,

Considérant que l'emploi de peintures ou de revêtements contenant du plomb a été largement utilisé dans le bâtiment jusqu'en 1948,

Considérant dès lors que tout immeuble construit avant 1948 présente un risque potentiel d'exposition au plomb pour les occupants et ce nonobstant la réalisation de travaux de rénovation par leur propriétaire postérieurement à cette date,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'ensemble du département du Pas-de-Calais est classé zone à risque d'exposition au plomb,

**Article 2** : Un état des risques d'accessibilité au plomb est annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, à tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1<sup>er</sup> janvier 1948 et situé dans le département du Pas-de-Calais. Cet état doit avoir été établi depuis moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat ou du contrat susvisé,

**Article 3** : Aucune clause d'exonération de la garantie des vices cachés ne peut être stipulée à raison des vices constitués par l'accessibilité au plomb si l'état des risques n'est pas annexé aux actes susvisés,

**Article 4** : Cet état est dressé par un contrôleur technique agréé au sens de l'article L111-25 du Code de la Construction et de l'Habitation ou par un technicien de la construction qualifié ayant contracté une assurance professionnelle pour ce type de mission, dans les conditions définies par la circulaire DGS/SD7C/2001/27 et UHC/QC/1 n° 2001-1 du 16 janvier 2001 annexée au présent arrêté.

Les fonctions d'expertise ou de diagnostic sont exclusives de toute autre activité d'entretien ou de réparation de cet immeuble,

**Article 5** : Lorsque l'état des risques révèle la présence de revêtements contenant du plomb, il lui est annexé une note d'information à destination du propriétaire, conforme au modèle fixé par l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999,

**Article 6 :** L'état des risques, incluant la note d'information, est communiqué par le propriétaire aux occupants de l'immeuble (ou de la partie d'immeuble concerné) ainsi qu'à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans cet immeuble (ou partie d'immeuble).

En outre, cet état des risques est tenu par le propriétaire à disposition des agents ou services mentionnés aux articles L1421-1 et L1422-1 du Code de la Santé Publique ainsi que, le cas échéant aux inspecteurs du travail et aux agents du service prévention des organismes de sécurité sociale,

**Article 7 :** Lorsque l'état des risques, annexé à l'acte authentique qui réalise ou constate la vente, révèle une accessibilité au plomb, le vendeur ou son mandataire en transmet sans délai copie au Préfet,

**Article 8 :** Le présent arrêté sera affiché à la mairie de chaque commune du département pendant un mois à compter de sa réception et prendra effet à l'expiration de l'accomplissement de cette publicité,

**Article 9 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Équipement et les Maires des communes du Pas-de-Calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, et dont copie sera adressée au Conseil Supérieur du Notariat, à la Chambre Départementale des Notaires ainsi qu'aux barreaux constitués près des Tribunaux de Grande Instance du Département du Pas-de-Calais. Une mention de l'arrêté et des modalités de consultation de celui ci sera insérée dans deux journaux diffusés dans le département.

Arras, le 15 février 2002

Le Préfet,

Cyrille SCHOTT

**QUATRIEME SOUS-PARTIE :**  
Obligations d'intérêts patrimoniaux

ZA : Zonage archéologique

## **AVERTISSEMENT :**

L'arrêté portant délimitation de zones archéologiques sur l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer a été signé le 8 mars 2010.

Le zonage archéologique, tel qu'il a été transmis par la Préfecture du Pas-de-Calais à la Mairie d' Estrée figure donc pages suivantes, ainsi que le texte de l'arrêté et la note d'accompagnement du plan de zonage.

Attention : les plans de zonage archéologiques du Nord Pas-de-Calais sont, au cours des années 2012 et 2013, en cours de révision.

Il y aura donc lieu, dès transmission du zonage révisé à la Mairie d' Estrée, de se conformer au zonage archéologique révisé afin d'instruire les dossiers de demande de permis de construire.

**SECRETARIAT GENERAL  
POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

Direction régionale  
des affaires culturelles

**Arrêté portant délimitation des zones archéologiques  
sur les communes de l'arrondissement de Montreuil sur  
Mer (62)**

**LE PREFET DE LA REGION  
NORD - PAS-DE-CALAIS  
PREFET DU NORD**  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur dans l'Ordre National du Mérite

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V,

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R. 442-3-1,

Vu la loi 2004-804 du 9 août 2004 relative au soutien à la consommation et à l'investissement,

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive,

Vu l'avis de la commission interrégionale lors de sa session des 8 et 9 juin 2009,

Considérant que des éléments de connaissance du patrimoine archéologique ; des abords d'éléments identifiés du patrimoine archéologique connu ou supposé ; des critères ou indices susceptibles de laisser supposer la présence d'éléments du patrimoine archéologique sont identifiés sur le territoire communal,

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : Des zones présentant un intérêt au titre de l'archéologie sur les communes de l'arrondissement de Montreuil sur Mer sont définies sur les cartes annexées au présent arrêté et intitulées "zonage archéologique".

A l'intérieur de ces zones, toutes demande de permis de construire, de permis de démolir, d'autorisation d'installation ou de travaux divers, devra être transmise au préfet de département qui communiquera le dossier pour instruction au préfet de région (direction régionale des affaires culturelles - service régional de l'archéologie du Nord Pas-de-Calais - Ferme Saint Sauveur Avenue du Bois 59650 Villeneuve d'Ascq), selon les modalités définies pour chaque type de zone :

**1 : Zones figurées en rouge sur la carte.**

Tout projet d'aménagement affectant le sous-sol et subordonné à un permis de construire, un permis de démolir, une autorisation d'installation ou de travaux divers, quelle que soit sa surface, fera l'objet d'une instruction préalable par le service régional de l'archéologie et pourra entraîner la prescription d'un diagnostic préalable.



## 2 : Zones figurées en vert sur la carte.

Tout projet d'aménagement affectant le sous-sol et subordonné à un permis de construire, un permis de démolir, une autorisation d'installation ou de travaux divers fera l'objet d'une instruction préalable par le service régional de l'archéologie, si la superficie des terrains concernés égale ou excède 300 m<sup>2</sup>.

## 3 : Zones figurées en jaune sur la carte.

Tout projet d'aménagement affectant le sous-sol et subordonné à un permis de construire, un permis de démolir, une autorisation d'installation ou de travaux divers fera l'objet d'une instruction préalable par le service régional de l'archéologie, si la superficie des terrains concernés égale ou excède 500 m<sup>2</sup>.

## 4 : Zones figurées en bleu sur la carte.

Tout projet d'aménagement affectant le sous-sol et subordonné à un permis de construire, un permis de démolir, une autorisation d'installation ou de travaux divers fera l'objet d'une instruction préalable par le service régional de l'archéologie, si la superficie des terrains concernés égale ou excède 5 000 m<sup>2</sup>.

Article 2 : Les travaux non soumis à autorisation au titre du code de l'urbanisme sont soumis à déclaration préalable auprès du préfet de région, dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé, les travaux visés à l'article R. 442-3-1 du code de l'urbanisme d'une superficie supérieure à 1000 m<sup>2</sup> et pour les travaux mentionnés aux a), b) et D affectant le sous-sol sur une profondeur supérieure à 0.50 m, réalisés sur l'intégralité du territoire de l'arrondissement de Montreuil sur Mer.

Article 3 : Une copie du présent arrêté et du plan annexé sera adressée à chacun des maires concernés par le préfet de département. Elle fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, à compter de la date de réception.

Article 4 : Monsieur le secrétaire général pour les affaires régionales, Monsieur le préfet du Pas-de-Calais et Madame la directrice régionale des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département et tenu à la disposition du public en préfecture du Pas-de-Calais et dans chacune des mairies concernées.

Fait à Lille, le

**8 MARS 2010**

Le Préfet,

  
Jean-Michel BÉRARD

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES**  
**Bureau du contrôle des actes d'urbanisme**

**Références à rappeler :**

**DCL/BCAU**

**Affaire suivie par : Magali WYHINNYJ**

**ARRAS, le 16 août 2010**

**Téléphone : 03.21.21.24.15**

**magali.wyhinnyj@pas-de-calais.pref.gouv.fr**

**Archéologie préventive – Livre V du Code du patrimoine**  
**Décret 2004-490 du 3 juin 2004**  
**Note d'accompagnement des arrêtés de zonage**

Le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002, abrogé par le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 en vigueur au 1<sup>er</sup> août 2004, pris pour application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, modifiée par la loi 2003-707 du 1<sup>er</sup> août 2003 et par la loi 2004-804 du 9 août 2004, compilée dans le livre V du code du patrimoine et relative aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, prévoit la création de zones et de seuils de surfaces, par arrêté du préfet de région. En fonction de ces zones et de ces seuils, les dossiers relatifs à certaines procédures d'aménagement du territoire doivent être transmis pour instruction au préfet de région.

**I.Principes généraux du zonage archéologique**

Les arrêtés de zonage et de seuils sont des instruments de gestion administrative. La détermination des zones et des seuils est fondée sur des critères de connaissance préalable et sur la notion de présomption d'éléments du patrimoine archéologique (contexte géologique, configuration topographique, toponymie, éléments anciens du paysage, gisements connus).

Le zonage archéologique régit la transmission des dossiers relatifs à des projets d'urbanisme au préfet de région. Il ne préjuge en aucune manière la nature des prescriptions éventuelles émises par celui-ci.

Arrêté par le préfet de région, le zonage archéologique est publié au recueil des actes administratifs des préfectures de département. Il est adressé par les préfets de département à tous les maires et *fait l'objet d'un affichage dans chaque mairie pendant un mois à compter du jour où il a été reçu*. Il est tenu à la disposition du public dans les préfectures et dans les mairies.

*Afin de garantir l'information du public et des services instructeurs, il est demandé de faire figurer l'arrêté de zonage archéologique dans les annexes des documents d'utilisation des sols (PLU, MARNU, SCOT...)*

**II.Champ d'application des dossiers concernés par les arrêtés de zonage archéologique**

Les travaux visés sont énumérés aux articles 1 ; 4 et 8° du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004.

## Article 1

« Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations. »

## Article 4

Entrent dans le champ de l'article 1er :

[...] 1° Lorsqu'ils sont réalisés dans les zones prévues à l'article 5 et portent, le cas échéant, sur des emprises au sol supérieures à un seuil défini par l'arrêté de zonage, les travaux dont la réalisation est subordonnée :

- a) A un permis de construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
- b) A un permis de démolir en application des articles L. 430-1 et L. 430-2 du même code ;
- c) A une autorisation d'installations ou de travaux divers en application des articles R. 442-1 et R. 442-2 du même code ;
- d) A une autorisation de lotir en application des articles R. 315-1 et suivants du même code ;
- e) A une décision de réalisation de zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du même code ; [...]

## Article 8

I. - Dans les cas mentionnés aux 1° à 5° de l'article 4, le **préfet de région** est saisi :

1° Pour les permis de construire, les permis de démolir, les autorisations d'installations ou de travaux divers et les autorisations de lotir, **par le préfet de département** qui lui adresse un exemplaire du dossier de demande dès qu'il a reçu les éléments transmis **par le maire** en application, respectivement, des articles L. 421-2-3, R. 430-5, R. 442-4-2 et R. 315-11 du code de l'urbanisme ;

2° Pour les **zones d'aménagement concerté**, **par la personne publique** ayant pris l'initiative de la création de la zone qui adresse au préfet de région **le dossier de réalisation** approuvé prévu à l'article R. 311-7 du code de l'urbanisme ;

3° Pour les aménagements et ouvrages mentionnés au 4° de l'article 4, dans les conditions définies à **l'article R. 442-3-1 du code de l'urbanisme** ;

4° Pour les aménagements et ouvrages mentionnés au 5° de l'article 4 qui sont soumis à une autorisation administrative autre qu'une autorisation d'urbanisme, par le service chargé de recevoir la demande d'autorisation, qui adresse une copie du dossier de demande au préfet de région ;

5° Pour les aménagements et ouvrages mentionnés au 5° de l'article 4 qui ne sont pas soumis à une autorisation administrative, par l'aménageur. Celui-ci adresse au préfet de région un dossier décrivant les travaux projetés, notamment leur emplacement prévu sur le terrain d'assiette, leur superficie, leur impact sur le sous-sol et indiquant la date à laquelle ils ont été arrêtés.

II. - Pour les travaux sur des monuments historiques mentionnés au 6° de l'article 4, la saisine du préfet de région au titre de l'autorisation exigée par l'article L. 621-9 du code du patrimoine vaut saisine au titre du présent décret.

Pour les demandes instruites au nom de l'Etat, le Préfet de Région (DRAC- Service Régional de l'Archéologie) sera saisi directement par les services instructeurs de la DDTM.

Dans tous les cas, le tri des dossiers sera effectué, selon les zones et les seuils, par les services instructeurs concernés.

### III. Dossiers non concernés par les arrêtés de zonage archéologique et soumis à instruction systématique

Les travaux visés sont énumérés à l'article 4 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 :

[...]

2° La réalisation de zones d'aménagement concerté créées conformément à l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme et affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares ;

3° Les opérations de lotissement régies par les articles R. 315-1 et suivants du code de l'urbanisme, affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares ;

4° Les travaux soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 442-3-1 du code de l'urbanisme ;

5° Les aménagements et ouvrages dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à une autre autorisation administrative, qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;

6° Les travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques qui sont dispensés d'autorisation d'urbanisme mais sont soumis à autorisation en application de l'article L. 621-9 du code du patrimoine.

Entrent également dans le champ de l'article 1er les opérations mentionnées aux articles 6 et 7. [...]

### IV. VOS CONTACTS

#### **PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS**

**DCL- Bureau du contrôle des actes d'urbanisme**

Rue Ferdinand Buisson

62020 - ARRAS CEDEX 9

**Correspondant : Magali WYHINNYJ**

**☎ 03.21.21.24.15**

**adresse électronique : [magali.wyhinnyj@pas-de-calais.pref.gouv.fr](mailto:magali.wyhinnyj@pas-de-calais.pref.gouv.fr)**

#### **DRAC- Service Régional de l'Archéologie :**

**Direction Régionale des Affaires Culturelles,**

**Service Régional de l'Archéologie**

3 rue des Lombards

59041 - LILLE cedex

**☎ 03 28 36 78 50**

*M. WYHINNYJ*

**DDTM du Pas de Calais :**

Direction Départementale des Territoires et de la Mer

Mission SIG

Service Urbanisme et connaissance des territoires

100 Avenue Winston Churchill

SP 7

62000 ARRAS

**Correspondant : Anne-Sophie MARGOLLE**

**☎ 03 21 22 90 71**

**adresse électronique : [ddtm-su@pas-de-calais.gouv.fr](mailto:ddtm-su@pas-de-calais.gouv.fr)**

**V. REFERENCES JURIDIQUES :**

- Loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée (J.O. du 18 janvier 2001)
- Ordonnance n° 2004-178 du code du patrimoine
- Décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 abrogé et remplacé par le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 (J.O. du 5 juin 2004)
- Code du Patrimoine
- Code de l'Urbanisme

**CINQUIEME SOUS-PARTIE :**

Obligations liées à la présentation des milieux naturels  
et à la mise en valeur du patrimoine bâti

AD : Autorisation de défrichement

**SERVITUDE AD  
AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT**

---

**Bois des particuliers: (Code Forestier article L.311-1 et s)**

Nul ne peut user du droit de défricher ses bois<sup>(1)</sup> sans avoir préalablement obtenu une autorisation, cela quelque soit la superficie défrichée dès que la surface du massif boisé est égale ou supérieure à 2 ha d'un seul tenant.

Cette disposition ne s'applique pas dans les parcs ou jardins clos et attenants à une habitation principale, lorsque l'étendue close est inférieure à 10 hectares. Toutefois, lorsque les défrichements projetés dans ces parcs sont liés à la réalisation d'une opération d'aménagement prévue au titre Ier du livre III du code de l'urbanisme (Opérations d'aménagement foncier, ZAC, lotissement) ou d'une opération de construction soumise à autorisation au titre de ce code, cette surface est abaissée 2 Ha et à 0,5 Ha dans la région forestière « IFN-bassin minier ».

**Bois des collectivités : (Code Forestier article L.312-1 et s)**

Ils sont soumis à autorisation de défrichement quelque soit la surface défrichée et la superficie du massif.

La représentation cartographique de la servitude AD ne résulte pas d'un constat de terrain. Elle correspond uniquement au cadre général à savoir, autorisation de défrichement nécessaire dans les massifs boisés de plus de 2 ha, bois des particuliers.

Ce zonage ne tient pas compte de l'état actuel des terrains, de la nature de propriété (particulier, collectivité), et de la notion de propriété close attenante à une habitation principale.

**Aussi, des espaces boisés non repris en servitude AD peuvent toutefois  
être soumis à autorisation de défrichement.**

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser :

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
100 avenue Winston CHURCHILL  
SP 7 - 62022 - ARRAS - CEDEX**

---

<sup>(1)</sup> **NOTION DE « BOIS, PORET, ETAT BOISE »**

Quelques éléments d'appréciation :

"...formation végétale comprenant des tiges d'arbres d'essence forestière dont les cimes, si elles arrivaient simultanément à maturité, couvriraient la plus grande partie de terrain occupé par la formation, que celle-ci soit, au moment de l'enquête, à l'état de semis, de rejets sur souche, de fourrés, de gaules, de perchis ou de futaie."

L'état boisé d'un terrain se définit comme le caractère d'un sol occupé par des arbres et arbustes d'essences forestières, à condition que leur couvert (projection verticale des houppiers sur le sol) occupe au moins 10% de la surface considérée.

Lorsque la végétation forestière est constituée de jeunes plants ou de semis naturels, l'état boisé est caractérisé par la présence d'au moins 600 brins d'avenir bien répartis à l'hectare.

La formation boisée doit occuper une superficie d'au moins 5 ares (bosquet) et la largeur moyenne au cime doit être au minimum de 15 m.

---

<sup>(2)</sup> **NOTION DE MASSIF D'UN SEUL TENANT**

Une expertise juridique a été réalisée sur la notion « d'un seul tenant » et sur les espaces intermédiaires constituant ou non une interruption des espaces boisés.

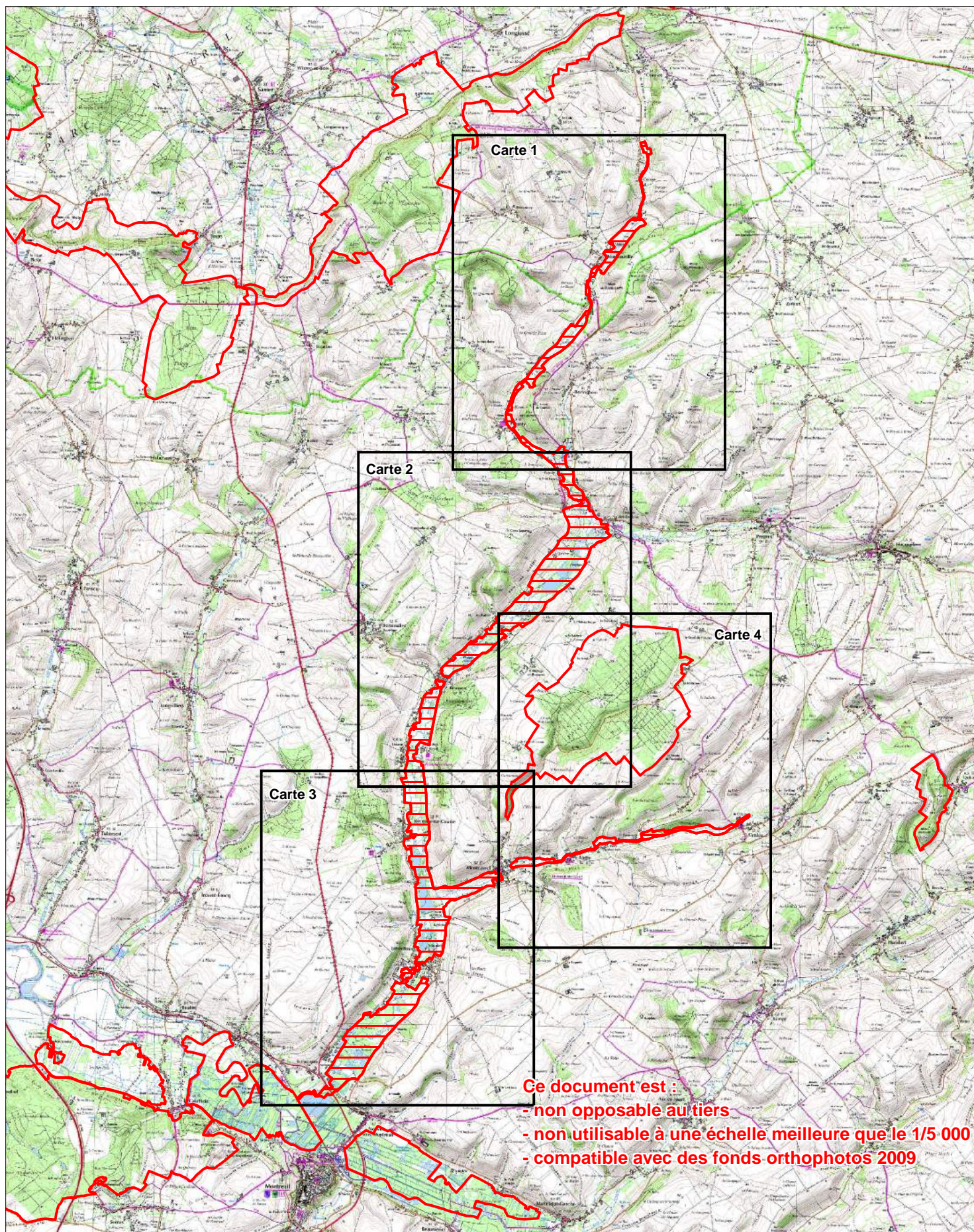
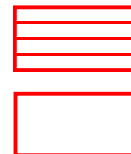
Il en ressort qu'une séparation de moins de 30 mètres entre des espaces boisés ne constitue pas une interruption pour ce qui concerne la notion d'un seul tenant.

En revanche, une autoroute, un canal, une ligne ferroviaire ou une rivière non franchissables directement entre les parties boisées, etc., constituent des ruptures tant dans la gestion économique que dans la gestion environnementale.



ZNIEFF de type 1 : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique







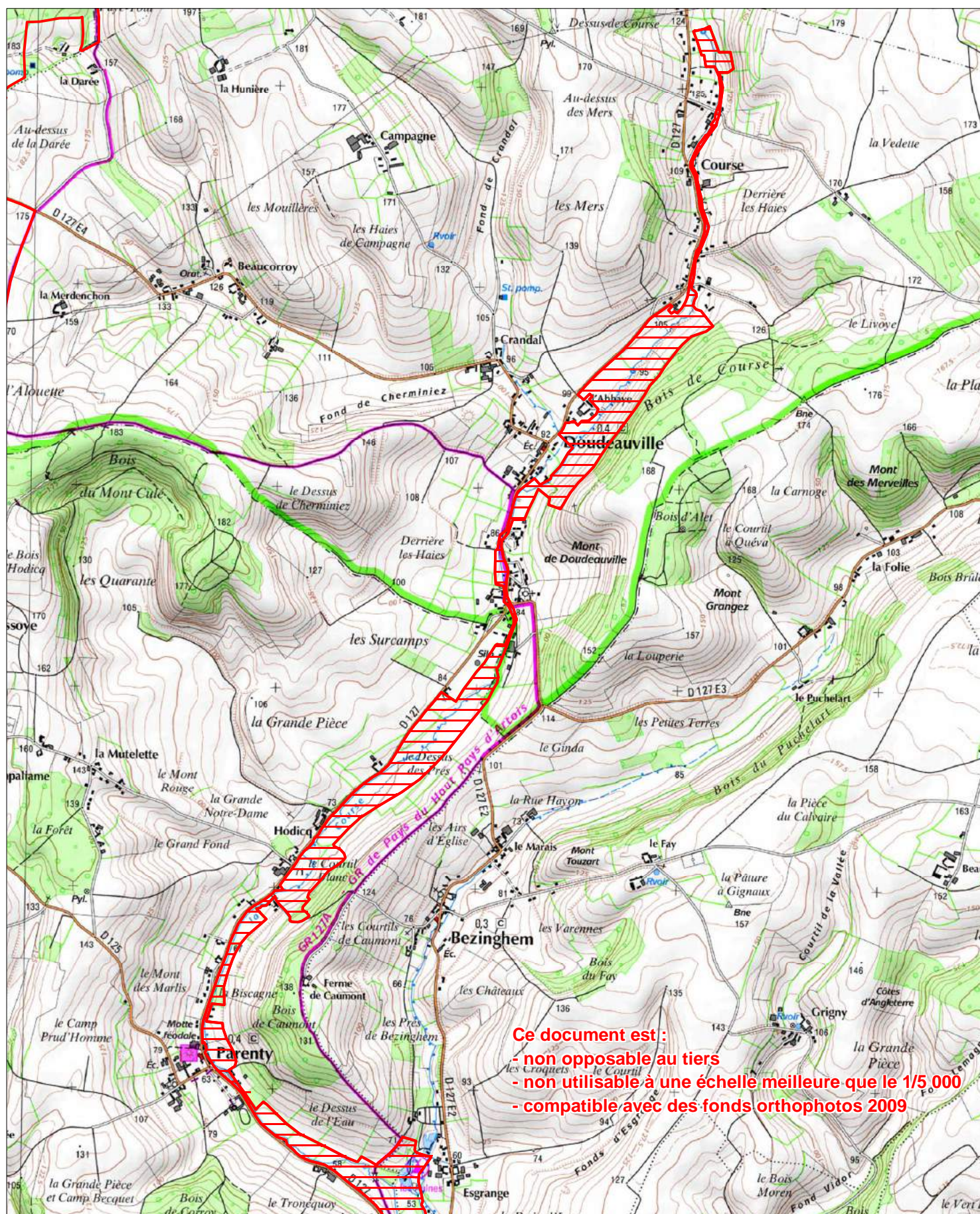
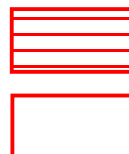
## La vallée de la Course à l'aval d'Enquin-sous-Bailon

N° régional : 042-01

Validé CSRPN

Carte 1

Autre ZNIEFFI





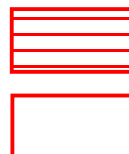
## La vallée de la Course à l'aval d'Enquin-sous-Bailion

N° régional : 042-01

Validé CSRPN

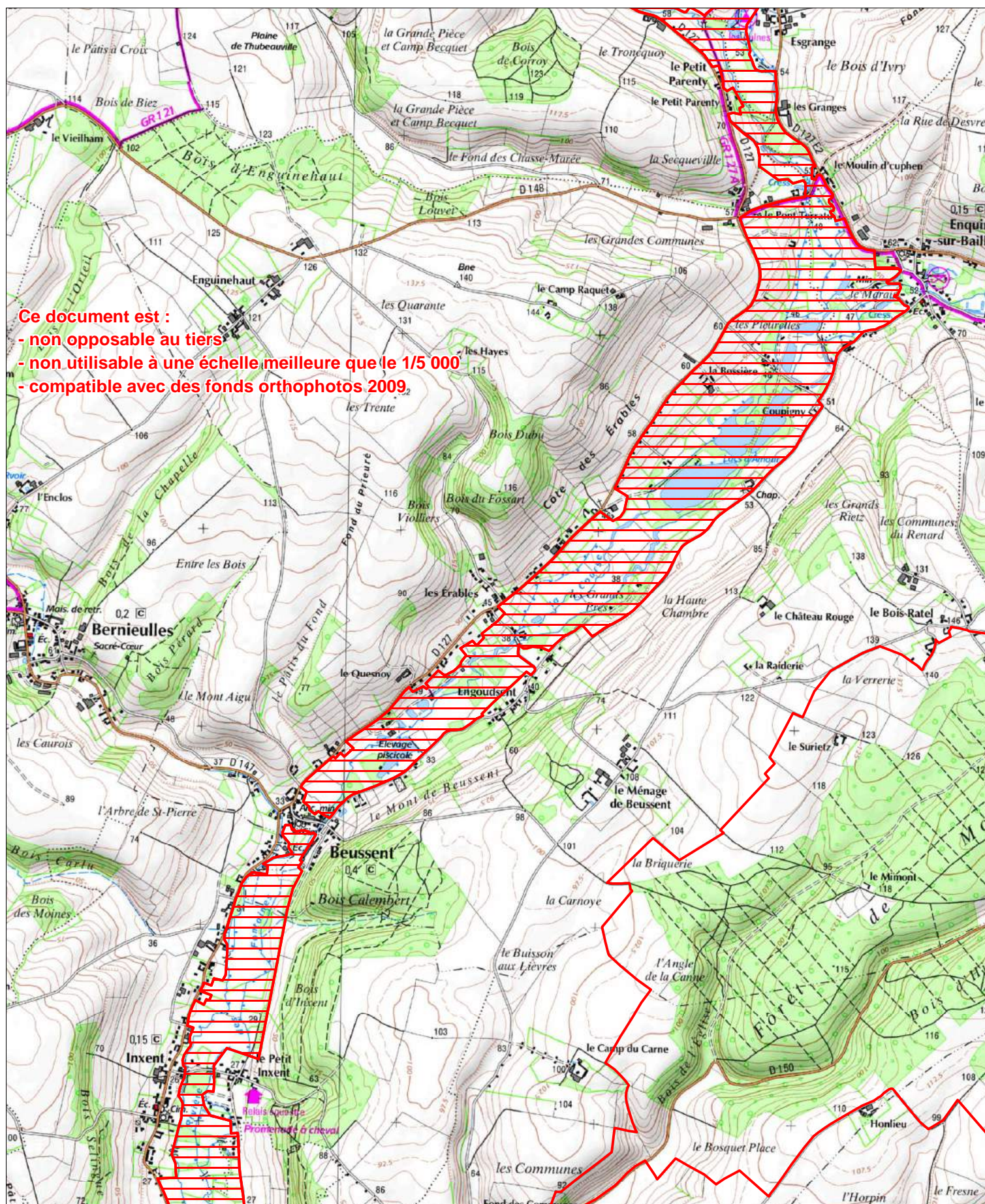
Carte 2

Autre ZNIEFFI



Ce document est :

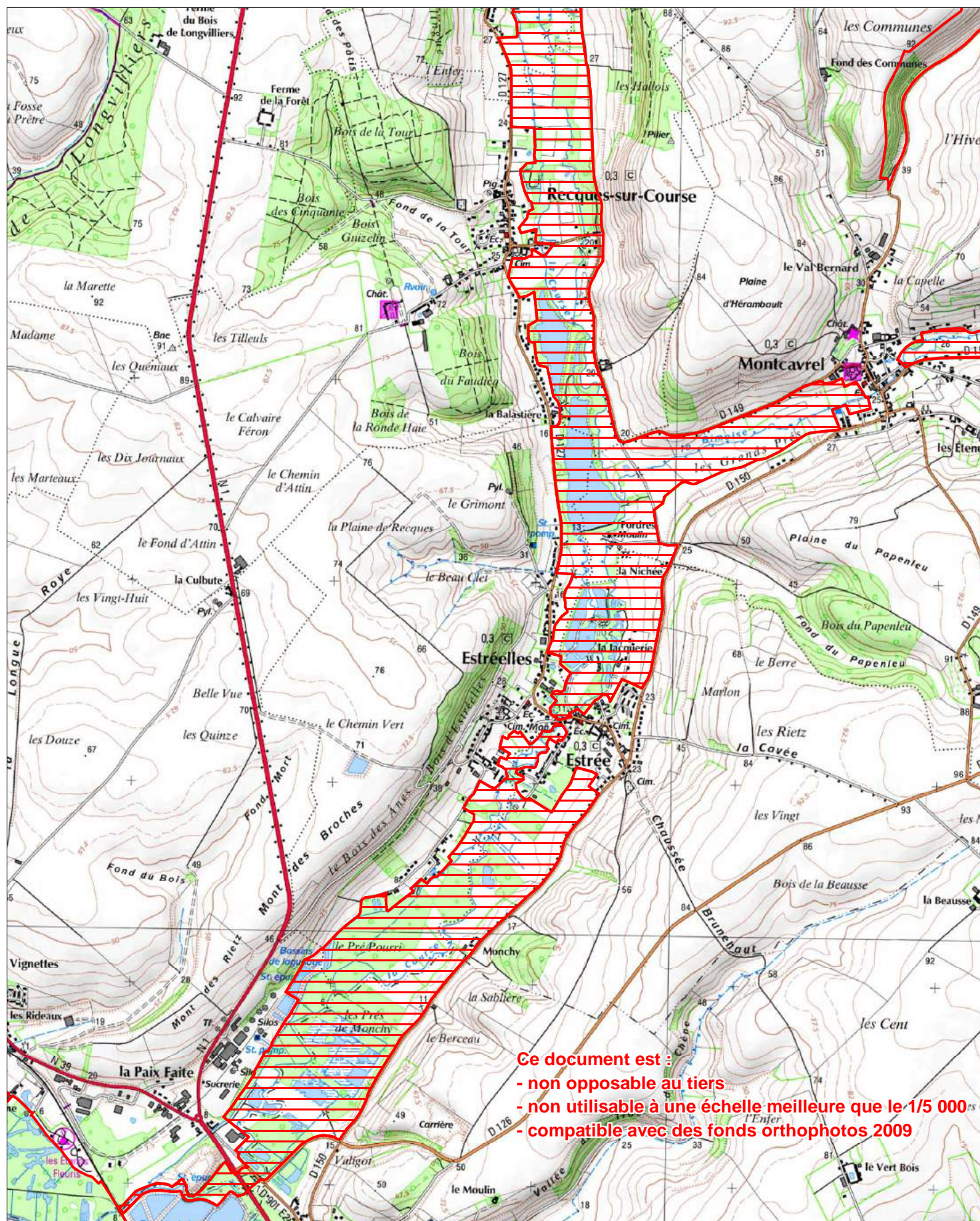
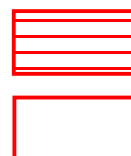
- non opposable au tiers
- non utilisable à une échelle meilleure que le 1/5 000
- compatible avec des fonds orthophotos 2009





**La vallée de la Course à l'aval d'Enquin-sous-Bailon**  
**N° régional : 042-01**  
**Validé CSRPN**  
**Carte 3**

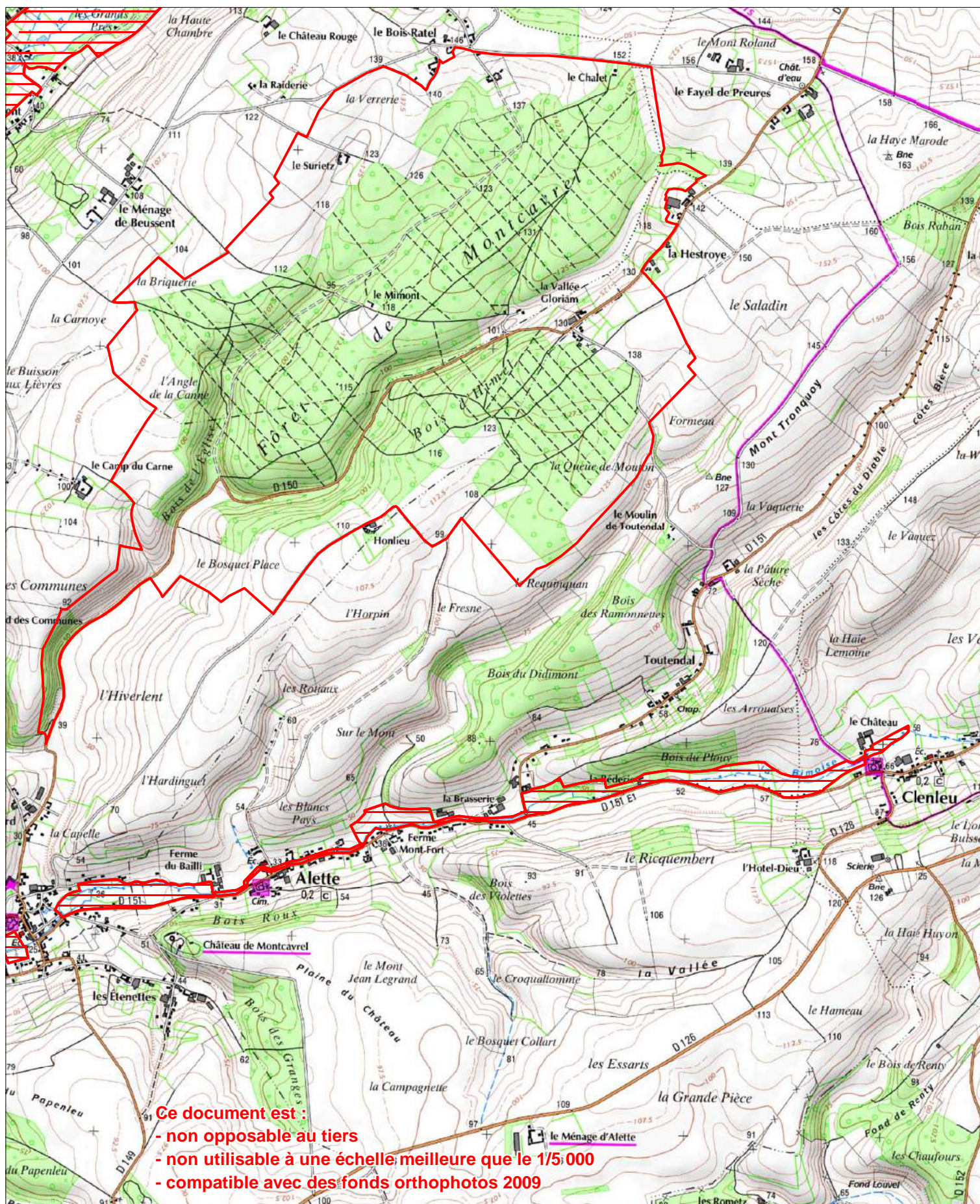
Autre ZNIEFFI





**La vallée de la Course à l'aval d'Enquin-sous-Bailon**  
**N° régional : 042-01**  
**Validé CSRPN**  
**Carte 4**

Autre ZNIEFFI





# La vallée de la Course à l'aval d'Enquin-sous-Baillon

ZNIEFF de Type 1

N° Régional : 00420001

N° National : 310007269

## Généralités

Année de description : 1981

Année de mise à jour : 2010

Altitude mini : 5

Altitude maxi : 124

Superficie en ha : 623.4

Directive Habitats : NON

Directive Oiseaux : NON

Nouvelle ZNIEFF : NON

Rédacteur(s) : GDEAM, CBNBI, GON, CSN NPDC, DREAL NPDC

## Présentation du site

Le périmètre de la ZNIEFF de la vallée de la Course présente un réseau hydrographique complexe associant plusieurs cours d'eau (Course, Bimoise, Baillons, rivière des Fontaines...) et de nombreuses sources, ainsi que des plans d'eau d'origine artificielle (ballastières, cressonnières, piscicultures, mares de chasse). Les cours d'eau serpentent parfois sur une grande distance dans le fond de la vallée avant de mêler leurs flots, enserrant entre leurs bras des prairies pâturées plus ou moins inondables. Dans les fonds les plus humides, prairies humides et petits marais peuvent abriter une flore de grande qualité sur une superficie parfois réduite. Vers l'aval, le fond de la vallée s'élargit et accueille des végétations caractéristiques des marais tourbeux sur de plus grandes surfaces (Neuville-sous-Montreuil).

La bonne qualité des eaux courantes permet la présence de remarquables herbiers aquatiques à Renoncule en pinceaux (*Ranunculo penicillati penicillati* - *Sietum erecti submersi*).

Prairies humides, roselières et mégaphorbiaies accueillent aussi plusieurs végétations patrimoniales, et le paysage particulier des grands touradons de Laîche paniculée (*Caricetum paniculatae*) indique les zones de marais tourbeux au sol fangeux.

Au niveau des boisements, les différents types forestiers potentiels de ce type de vallée semblent présents, notamment les forêts alluviales de niveau topographique moyen (*Alnenion glutinoso – incanae*, notamment le Groupement à *Fraxinus excelsior* & *Humulus lupulus*) et les forêts plus marécageuses de sols en permanence engorgés, avec en particulier l'Aulnaie à Cirse maraîcher (*Cirsio oleracei* - *Alnetum glutinosae*), dérivant probablement de forêts turfcloles mésotrophiles altérées par les plantations de peupliers ou certains drainages.

La flore patrimoniale recensée dans la ZNIEFF comporte 22 taxons déterminants, dont 12 protégés dans le Nord-Pas de Calais. Dans les eaux courantes, on peut signaler 2 espèces de Renoncules aquatiques, notamment la Renoncule en pinceaux (*Ranunculus*



*penicillatus*)[rare, protection régionale] caractéristique des eaux courantes de bonne qualité.

Prairies humides et marais abritent aussi plusieurs espèces rares à très rares, dont la Benoîte des ruisseaux (*Geum rivale*) [très rare], le Vulpin utriculé (*Alopecurus rendlei*) [très rare, protection régionale]. Une station inédite du rare et fugace Souchet brun (*Cyperus fuscus*) [protection régionale] a été découverte sur les berges de la rivière des Fontaines, en compagnie du Troscart des marais (*Triglochin palustris*) [rare, protection régionale] qui apprécie les berges piétinées par le bétail. Plusieurs espèces patrimoniales caractéristiques des marais tourbeux se rencontrent localement : orchidées (*Dactylorhiza incarnata* principalement mais aussi *Dactylorhiza praetermissa*, moins spécifique des bas-marais), Jonc à fleurs obtuses (*Juncus subnodulosus*)[protection régionale], Trèfle d'eau (*Menyanthes trifoliat*) [rare, protection régionale].

Sur le plan phytocénotique, au moins 11 végétations déterminantes ont été recensées mais il est probable que des prospections ciblées permettraient de découvrir d'autres communautés végétales au regard de la présence de certains taxons très spécifiques.

La faune de la vallée s'illustre d'abord par la présence de l'Agrion de Mercure (*Coenagrion mercuriale*), protégé au niveau national, exceptionnel dans la région, quasi-menacé aux niveaux Européen (Kalkman et al. 2010) et mondial (UICN, 2010) et inscrit en Annexe II de la Directive européenne Habitats, Faune, Flore. L'espèce se développe dans des petites rivières, ruisseaux, ruisselets et fossés connectés. L'espèce est sensible aux modifications physiques de son habitat larvaire notamment en terme d'hydromorphologie (succession naturelle de différents fasciés d'écoulement) mais également au niveau de la trophie des eaux. La larve vit dans les sédiments et les chevelus racinaires des cressonnières se développant dans le lit mineur, l'adulte est particulièrement sensible à une gestion trop intensive des milieux entourant le cours d'eau et notamment à sa fermeture par le boisement. Au total, 6 espèces déterminantes d'Odonates ont été observées dans la vallée.

Chez les Orthoptères, la faune caractéristique des prairies humides présente de petites populations dans les zones favorables. Trois espèces déterminantes ont été recensées sur le site. Le Criquet ensanglanté *Stethophyma grossum* se maintient sur de petites surfaces de prairies extensives où il peut présenter des populations abondantes.

Les zones humides palustres accueillent la nidification des fauvelles aquatiques : au printemps, le Phragmite des joncs s'installe dans les roselières tandis que le chant bref et puissant de la Bouscarle de Cetti résonne dans les bosquets de saules cendrés. L'Aigrette garzette, nicheur potentiel, utilise la vallée toute l'année. Le Râle d'eau est également présent sur le site en tant que nicheur possible. Plusieurs héronnières de Hérons cendrés existent dans la vallée. En tout, 5 espèces d'oiseaux déterminantes ZNIEFF ont été recensées.

La Couleuvre à collier chasse dans les prairies. Le Vertigo de Des moulins (*Vertigo moulinsiana*), un gastéropode inscrit en Directive européenne Habitats, Faune, Flore, a été recensé dans les prairies humides à Estréelles et doit être recherché ailleurs dans les secteurs favorables.

Deux espèces de Chiroptères ont également été contactées sur le site. Le Grand murin est inscrit à l'Annexe II de la Directive Habitats, il est assez rare dans la région (FOURNIER et





al., 2000). Les vieilles forêts caduques à sous-bois peu développées constituent généralement son territoire de chasse (ARTHUR & LEMAIRE, 2009) tandis que le Murin à oreilles échancrées fréquente les parcs, les jardins, les zones humides et le long des cours d'eau à strate arbustive développée (FOURNIER et al., 2000).

La qualité du paysage de la vallée de la Course et l'aspect pittoresque du bâti ancien des villages qui bordent la rivière ont entraîné une pression touristique et une extension linéaire de l'urbanisation le long des voies de circulation dans la plupart des villages. Ce phénomène accentue le fractionnement du territoire. L'assainissement est inadapté aux enjeux de préservation de la qualité de l'eau et induit un risque permanent de pollutions minérales et organiques. Le développement de l'activité de la pisciculture à Beussent s'est traduit par une augmentation sensible des prélèvements dans la nappe et une baisse du niveau de celle-ci, ainsi que le tarissement de sources. Les rejets des piscicultures dans le milieu naturel constituent un facteur important de pollution et d'eutrophisation de l'eau, sensible au niveau des herbiers aquatiques. Le ruissellement des eaux pluviales lié à certaines pratiques culturelles génère localement un apport de limons très conséquent dans le fond de la vallée et dans la Course (Beussent).

La circulation automobile sur les routes de la vallée notamment lors de manifestations sportives se traduit par une très forte mortalité des amphibiens lors des migrations prénuptiales à la fin de l'hiver.

La population férale de Bernache du Canada introduite en vallée de la Course il y a une trentaine d'années est aujourd'hui considérée comme excessive et fait l'objet d'une régulation.

## Typologie des milieux ou habitats naturels (typologie dérivée de CORINE-biotope)

Données GDEAM / données CBNBL

Milieux déterminants
44.91 : Bois marécageux d'Aulnes <i>Alnion glutinosae</i> Malcuit 1929
44.91 : Bois marécageux d'Aulnes <i>Cirsio oleracei</i> – <i>Alnetum glutinosae</i> (Lemée 1937) Noirfalise & Sougneux 1961
44.3 : Forêt de Frênes et d'Aulnes des fleuves médio-européens <i>Alnenion glutinoso – incanae</i> Oberdorfer 1953
44.3 : Forêt de Frênes et d'Aulnes des fleuves médio-européens Groupement à <i>Fraxinus excelsior</i> & <i>Humulus lupulus</i> Catteau & Duhamel in Catteau, Duhamel et al. 2009 (44.3)
37.21 : Prairies humides atlantiques et subatlantiques



<i>Bromion racemosi</i> Tüxen in Tüxen & Preising ex de Foucault 2008
53.216 : Cariçaies à <i>Carex paniculata</i> <i>Caricetum paniculatae</i> Wangerin 1916
38.22 : Prairies des plaines médio-européennes à fourrage <i>Colchico autumnalis</i> – <i>Arrhenatherenion elatioris</i> de Foucault 1989
53.4 : Bordures à <i>Calamagrostis</i> des eaux courantes <i>Glycerio declinatae</i> - <i>Catabrosetum aquaticae</i> Diaz-Gonzalez & Penas-Merinas 1984
37.1 : Communautés à Reine des prés et communautés associées Groupement à <i>Cirsium oleraceum</i> et <i>Filipendula ulmaria</i>
53.1 : Roselières <i>Irido pseudacori</i> – <i>Phalaridetum arundinaceae</i> Julve 1994 ined.
53.21 : Peuplements de grandes Laîches (Magnocariçaies) <i>Magnocaricion elatae</i> Koch 1926
53.1 : Roselières <i>Phalaridion arundinaceae</i> Kopecky 1961
24.1x24.43 : Lits de rivières x végétations des rivières mésotrophes <i>Ranunculo penicillati penicillati</i> - <i>Sietum erecti submersi</i> Mériaux 1984 prov.
24.1x24.44 : Lits de rivières x végétations des rivières eutrophes <i>Veronico beccabungae</i> - <i>Callitrichetum platycarpae</i> Mériaux 1978 prov.
Autres milieux
53.4 : Bordures à <i>Calamagrostis</i> des eaux courantes <i>Apion nodiflori</i> Segal in Westhoff & den Held 1969
53.4 : Bordures à <i>Calamagrostis</i> des eaux courantes Groupement à <i>Berula erecta</i>
37.242 : Pelouses à Agrostide stolonifère et Fétuque faux roseau <i>Pulicario dysentericae</i> - <i>Juncetum inflexi</i> de Foucault in Royer et al. 2006
38.22 : Prairies des plaines médio-européennes à fourrage <i>Arrhenatherion elatioris</i> Koch 1926



22.33: groupements à <i>Bidens tripartitus</i>
22.13x22.432 : eaux eutrophes x communautés flottantes des eaux peu profondes
31.81: fourrés médio-européens sur sol fertile
37.715: ourlets riverains mixtes
37.241: pelouses à Agrostide stolonifère et Fétuque faux roseau
38.1 : pâtures mésophiles
38.111 : pâturages à Ray-grass
41.3 : frênaies
44.921 : saussaies marécageuses à Saule cendré
53.1 : roselières
53.21 : peuplements de grandes Laïches (Magnocariçaies)
53.218 : cariçaies à <i>Carex pseudocyperus</i>
53.4 : bordures à <i>Calamagrostis</i> des eaux courantes
81.2 : prairies humides améliorées
82.1 : culture intensive
83.321 : plantations de Peupliers
87.2 : zones rudérales

## Communes

62 ALETTE  
 62 ATTIN  
 62 BEUSSENT  
 62 BEZINGHEM  
 62 CLENLEU  
 62 DOUDEAUVILLE  
 62 ENQUIN-SUR-BAILLONS  
 62 ESTRÉE  
 62 ESTRÉELLES  
 62 INXENT



62 MONTCAVREL  
62 NEUVILLE-SOUS-MONTREUIL  
62 PARENTY  
62 RECQUES-SUR-COURSE

## **Administration**

### **Critères de délimitation**

ZNIEFF correspondant à la vallée aval et moyenne de la rivière, la Course. Elle borde des versants au sol crayeux. Son cours est sinueux. Le lit majeur est occupé par des peupleraies (surtout présentes dans la partie aval), de nombreux plans d'eau dont certains de grandes dimensions (anciennes ballastières), des prairies, ainsi que quelques cultures dans les parties les plus drainées.

Légère extension du périmètre initial de la ZNIEFF au nord (hameau d'Esgranges à Bezinghem) pour intégrer les berges et les prairies humides entre la Course et le Ruisseau de Bezinghem qui abritent plusieurs espèces végétales et un habitat déterminants.

Extension importante à l'est pour intégrer une partie de la Bimoise et de ses versants, pour intégrer l'ensemble du réservoir biologique où est constaté une reproduction piscicole.

Ordre décroissant des critères utilisés : 2>1>3>4

### **Statuts de propriété**

01 Propriété privée (personne physique)  
30 Domaine communal  
10 Etablissement public  
40 Domaine départemental

### **Activités humaines**

03 Elevage  
02 Sylviculture  
04 Pêche  
07 Tourisme et loisir  
05 Chasse  
09 Urbanisation continue  
08 habitat dispersé  
01 agriculture  
12 Circulation routière ou autoroutière  
17 Activités hydroélectriques, barrages

## **Géomorphologie**

54 - Vallée



- 23 - Rivière, fleuve
- 24 - Lit majeur
- 25 - Lit mineur
- 26 - Méandre, courbe
- 30 - Mare, mardelle
- 31 - Etang

## **Mesures de protection**

- 37 – Réserve naturelle volontaire

## **Facteurs influençant l'évolution de la zone**

- 11.0 - habitat humain, zone urbanisée
- 12.0 - zone industrielle ou commerciale
- 13.1 - route
- 16.0 - équipement sportif et de loisirs
- 17.0 - infrastructure et équipement agricole
- 31.0 - comblement, assèchement, drainage, poldérisation des zones humides
- 32.0 - mise en eau, submersion, création de plan d'eau
- 34.0 - création ou modification des berges et des digues, îles et îlots artificiels, remblais et déblais, fossés
- 35.0 - entretien des rivières, canaux, fossés, plans d'eau
- 36.0 - modification du fonctionnement hydraulique
- 38.0 - aménagement lié à la pisciculture ou à l'aquaculture
- 41.0 - mise en culture, travaux du sol
- 42.0 - jachère, abandon provisoire
- 44.0 - traitement de fertilisation et pesticides
- 45.0 - pâturage
- 46.0 - suppression ou entretien de la végétation, fauchage et fenaison
- 46.1 - Ecobuage
- 46.3 - fauchage
- 51.0 - coupes, abattages, arrachages et déboisements
- 52.0 - Taille, élagage
- 53.0 - plantation, semis et travaux connexes
- 61.0 - sport et loisirs de plein-air
- 62.0 - chasse
- 63.0 - pêche
- 81.0 - Erosion
- 82.0 - atterrissement, envasement, assèchement
- 91.1 - atterrissement
- 91.2 - eutrophisation
- 91.5 - fermeture du milieu
- 93.3 - antagonisme / espèce introduite (peupliers, feuillus et résineux horticoles)



## **Intérêts de la zone**

### **Intérêts patrimoniaux**

- 10 - Ecologique
- 21 - Invertébrés (sauf insectes)
- 22 - insectes
- 25 - reptiles
- 26 - oiseaux
- 27 - mammifères
- 34 - bryophytes
- 36 - Phanérogames

### **Intérêts fonctionnels**

- 41 - expansion naturelle des crues
- 42 - ralentissement du ruissellement
- 43 - soutien naturel d'étiage
- 44 - auto-épuration des eaux
- 51 - rôle naturel de protection contre l'érosion des sols
- 61 - corridor écologique, zone de passages, zone d'échanges
- 62 - Etapes migratoires, zones de stationnement, dorts
- 63 - Zone particulière d'alimentation
- 64 - zone particulière liée à la reproduction

### **Critères d'intérêt complémentaires**

- 81 - paysager
- 82 - géomorphologie (géomorphologie caractéristique)
- 89 - Artistique



# La vallée de la Course à l'aval d'Enquin-sous-Baillon

ZNIEFF de Type 1

N° Régional : 00420001

N° National : 310007269

## Espèces déterminantes

Inform.	Nom scientifique	Nom vernaculaire	Prot	Statut	Date d'obs.
FLORE					
0	<i>Alopecurus rendlei</i> Eig	Vulpin utriculé	R		2010
0	<i>Bromus racemosus</i> L.	Brome en grappe			2010
18	<i>Catabrosa aquatica</i> (L.) P.Beauv.	Catabrose aquatique	R		2006
18	<i>Cyperus fuscus</i> L.	Souchet brun	R		2010
18	<i>Dactylorhiza incarnata</i> (L.) Soó	Orchis incarnat	R		2010
18	<i>Dactylorhiza praetermissa</i> (Druce) Soó subsp. <i>integrata</i> (E.G.Camus)	Dactylorhize à labelle entier [Orchis à labelle entier]	R		2010
18	<i>Dactylorhiza praetermissa</i> (Druce) Soó subsp. <i>praetermissa</i>	Dactylorhize négligée [Orchis négligé]	R		2010
18	<i>Epilobium palustre</i> L.	Epilobe des marais			2010
0	<i>Geum rivale</i> L.	Benoîte des ruisseaux			2002
18	<i>Juncus subnodulosus</i> Schrank	Jonc à fleurs obtuses	R		2010
18	<i>Menyanthes trifoliata</i> L.	Ményanthe trèfle-d'eau [Trèfle d'eau]	R		2010
18	<i>Nasturtium microphyllum</i> (Boenn.) Rchb.	Cresson à petites feuilles			2006
18	<i>Oenanthe fistulosa</i> L.	Oenanthe fistuleuse			2010
18	<i>Potamogeton berchtoldii</i> Fieber	Potamot de Berchtold			2010
0	<i>Primula vulgaris</i> Huds.	Primevère acaule	R		2010
0	<i>Ranunculus penicillatus</i> (Dumort.) Bab. subsp. <i>pseudofluitans</i>	Renoncule des eaux calcaires	R		2010
18	<i>Ranunculus trichophyllus</i> Chaix	Renoncule à feuilles capillaires			2010
0, 18	<i>Scirpus sylvaticus</i> L.	Scirpe des bois	R		2010
18	<i>Senecio aquaticus</i> Hill subsp. <i>aquaticus</i>	Séneçon aquatique subsp. aquatique			2010
18	<i>Spirodela polyrhiza</i> (L.) Schleid.	Spirodèle à plusieurs racines			2010
18	<i>Triglochin palustre</i> L.	Troscart des marais	R		2010
0, 18	<i>Zannichellia palustris</i> L. subsp. <i>palustris</i>	Zannichellie des marais			2010
FAUNE					
INSECTES					
18	<i>Chrysochraon dispar</i>	Criquet des clairières			2010
1, 18	<i>Coenagrion mercuriale</i> (CHARPENTIER, 1840)	Agrion de Mercure	P		2010
1, 18	<i>Coenagrion scitulum</i> (RAMBUR, 1842)	Agrion mignon			2010
1	<i>Erythromma lindenii</i> (SELYS, 1840)	Agrion à longs cercoïdes			2001
1, 18	<i>Libellula fulva</i> MÜLLER, 1764	Libellule fauve			2010
18	<i>Brachytron pratense</i>	Aesche printanière			2006
1, 18	<i>Ishnura pumilio</i>	Agrion nain	P		2006
18	<i>Conocephalus dorsalis</i>	Conocéphale des roseaux			2010
18	<i>Stethophyma grossum</i>	Criquet ensanglanté			2010
AMPHIBIENS ET REPTILES					
1, 18	<i>Natrix natrix</i> (Linné, 1758)	Couleuvre à collier	P		2010



OISEAUX					
2	<i>Anas querquedula</i> Linnaeus, 1759	Sarcelle d'été		Poss	1990-2007
18	<i>Anas crecca</i>	Sarcelle d'hiver			2006
2	<i>Rallus aquaticus</i> Linnaeus, 1762	Râle d'eau		Poss	1990-2007
18, 2	<i>Acrocephalus schoenobaenus</i> (Linnaeus, 1758)	Phragmite des joncs	P	Poss	2010
18, 2	<i>Cettia cetti</i> (Temminck, 1820)	Bouscarle de Cetti	P	Poss	2010
18	<i>Egretta garzetta</i>	Aigrette garzette			2006
CHIROPTERES					
4	<i>Myotis emarginatus</i> (Geoffroy-Saint-Hilaire, 1806)	Murin à oreilles échancrées	P		2000-2010
4	<i>Myotis myotis</i> (Borkhausen, 1797)	Grand murin	P		2000-2010
MOLLUSQUES					
18	<i>Vertigo moulinsiana</i>	Vertigo de Des Moulins			2006
POISSONS					
11	<i>Anguilla anguilla</i> (Linnaeus, 1758)	Anguille européenne			2007-2009
11	<i>Cottus gobio</i> (Linnaeus, 1758)	Chabot	P		2007-2009
11	<i>Salmo trutta fario</i> (Linnaeus, 1758)	Truite commune	P		2007-2009
27	<i>Salmo salar</i> (Linnaeus, 1758)	Saumon atlantique	P		2007-2009
27	<i>Salmo trutta trutta</i> (Linnaeus, 1758)	Truite de mer	P		2007-2009

Poss : reproduction possible

### Bilan des connaissances concernant les espèces

	Oiseaux	Reptiles	Amphib.	Chiro.	Odonates	Orthoptères	Rhopalo	Phanér	Ptérid.	Bryoph.	Champ.	Moll.	Poiss.
Prospection	1	1	1	1	2	1	0	2	2	0	0	1	1
Nb espèces observ.	6	1	0	2	6	3	0	22	0	0	0	1	5

### Autres espèces

Inform.	Nom scientifique	Nom vernaculaire	Prot	Statut	Date d'obs.
FAUNE					
INSECTES					
18	<i>Calopteryx splendens</i>	Caloptéryx éclatant			2010
18	<i>Anisosticta novemdecimpunctata</i>	Coccinelle des marais			2010
18	<i>Subcoccinella vigintiquatuorpunctata</i>	Coccinelle à 24 points			2006
AMPHIBIENS et REPTILES					
18	<i>Bufo bufo</i>	Crapaud commun	N	CC	
18	<i>Rana temporaria</i>	Grenouille rousse		CC	
18	<i>Lissotriton helveticus</i>	Triton palmé	N	C	
18	<i>Lissotriton vulgaris</i>	Triton ponctué	N	C	
18	<i>Salamandra salamandra</i>	Salamandre tachetée	N	C	





## Sources informateurs

0 – Base de données DIGITALE du CRP/CBNBI  
1 – GON - Base de données FNAT  
2 – GON  
11 – FDAAPPMA62  
18 – G.D.E.A.M.  
27 – ONEMA

## Sources Bibliographiques

ARTHUR, L., LEMAIRE, M. 2009. Les Chauve-souris de France, Belgique, Luxembourg et Suisse. Biotope, Mèze (Collection Parthénopé) ; Muséum national d'Histoire naturelle, Paris. 544 p.

BELET C., CAILLET A., DECHERF M., DEFFRENNE N., DE FOUCAULT B. & TERRASSE G., 2008. - Diagnostic de la valeur patrimoniale de quelques zones humides en basse vallée de la Canche. G.D.E.A.M., 89 p. + annexes.

CAILLET A., CALOIN F., GLACON S. & TERRASSE G., 2006. - Essai sur la bioindication par les odonates en basse vallée de la Canche. G.D.E.A.M., 46 p. + annexes.

FOURNIER, A. (coord.). 2000. Les Mammifères de la région Nord – Pas-de-Calais. Distribution et écologie des espèces sauvages et introduites. Le Héron, 33 n°spécial, 188 p.

KALKMAN VJ, BOUDOT J-P, BERNARD R, CONZE K-J, DE KNIJF G, DYATLOVA E, FERREIRA S, OTT J, RISERVATO E, SAHLÉN G. 2010. European red list of Dragonflies. Luxembourg: Office of the European Union.

IUCN 2010. IUCN Red List of Threatened Species. Version 2010.3. <[www.iucnredlist.org](http://www.iucnredlist.org)>. Downloaded on 19 September 2010.



ZNIEFF de type 2 : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique





La vallée de la Course et ses versants  
N° régional : 042 Validé CSRPN  
tableau d'assemblage



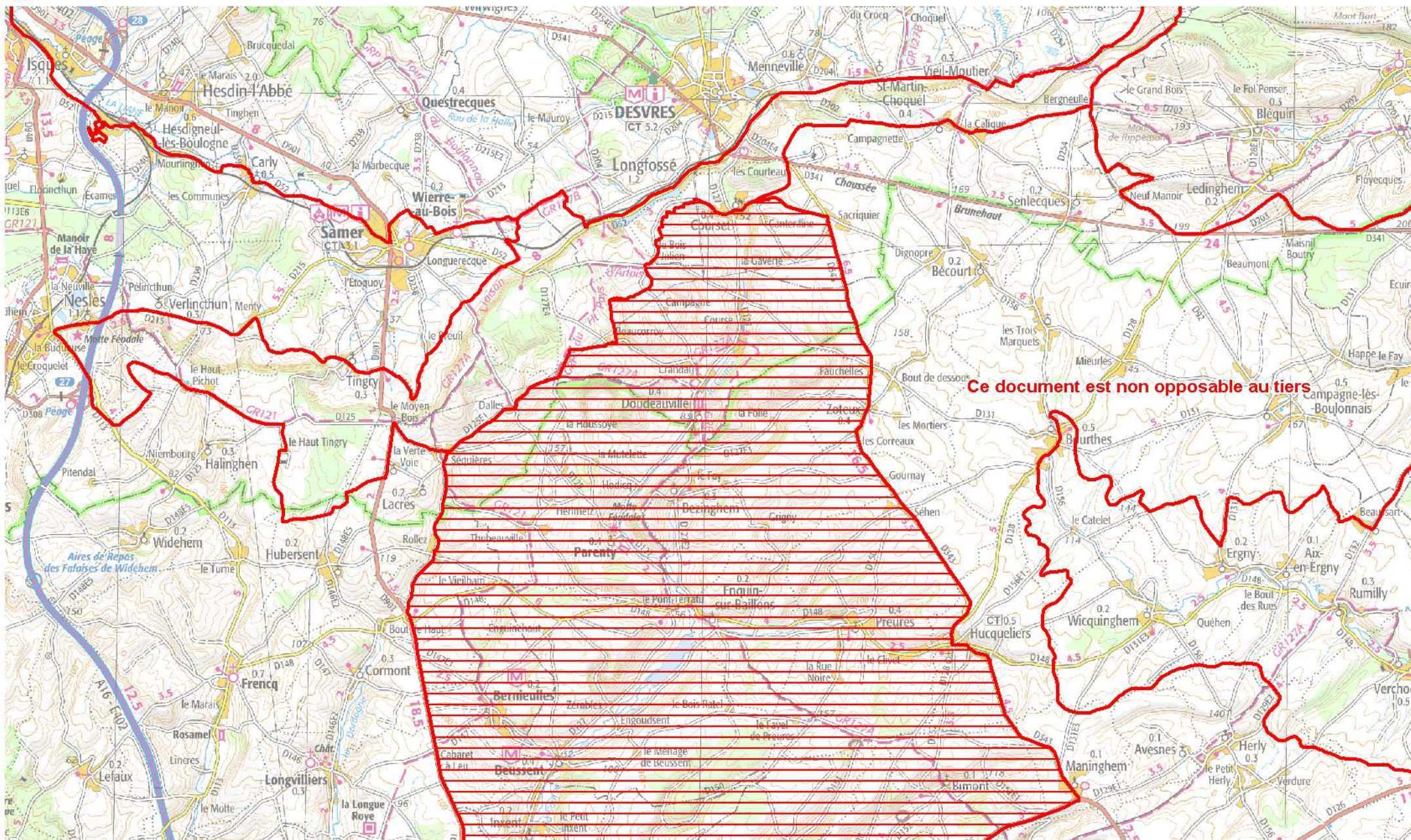
Carte 1

Carte 2

Ce document est non opposable au tiers

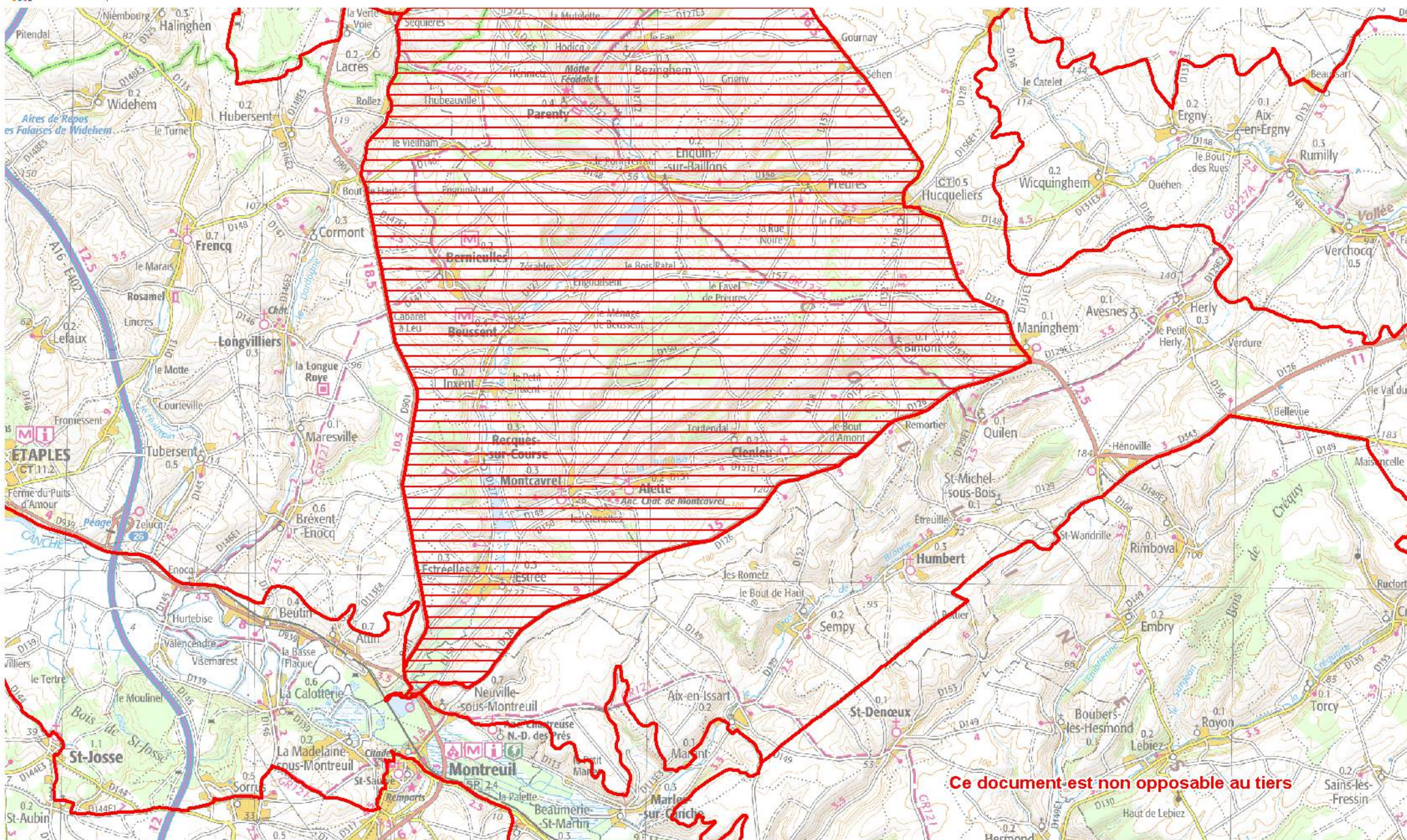


La vallée de la Course et ses versants  
N° régional : 042 Validé CSRPN  
Carte 1





La vallée de la Course et ses versants  
N° régional : 042 Validé CSRPN  
Carte 2





## Vallée de la Course

ZNIEFF de Type 1

N° Régional : 00420000

N° National : 310013724

### Généralités

Année de description : 1981

Année de mise à jour : 2010

Altitude mini : 5

Altitude maxi : 209

Superficie en ha : 14310

Directive Habitats :

Directive Oiseaux :

Nouvelle ZNIEFF : NON

Rédacteur(s) : CBNBI, GON, CSN NPDC, DREAL NPDC

### Présentation du site

La vallée de la Course se situe dans le pays de Montreuil et plus précisément dans l'entité paysagère des ondulations montreuilloises. La Course creuse une vallée encaissée verdoyante parallèlement à la côte d'Opale avant de se jeter dans la Canche. Dans le fond de vallée, les villages s'intercalent entre des zones prairiales, le tout étant encadré de coteaux largement remaniés par des talus. Les plateaux sont recouverts d'espaces cultivées.

Cette vallée présente un réseau hydrographique complexe associant plusieurs cours d'eau (Course, Bimoise, Baillons, rivière des Fontaines...) et de nombreuses sources, ainsi que des plans d'eau d'origine artificielle (ballastières, cressonnières, piscicultures, mares de chasse). Ces différents milieux humides correspondent à des zones d'accueil pour l'avifaune.

La Course est d'excellente qualité tant sur le plan hydraulique que piscicole. Elle possède de nombreuses frayères notamment pour des poissons exigeants comme les Saumons et les Truites de mer.

Cette ZNIEFF présentant des fonds de vallées, des coteaux crayeux et des zones prairiales possède une mosaïque d'habitats :

- herbiers aquatiques à Renoncule en pinceaux (*Ranunculo penicillati penicillati* - *Sietum erecti submersi*)
- zones de marais tourbeux au sol fangeux
- forêts marécageuses de sols en permanence engorgés, avec en particulier l'Aulnaie à Cirse maraîcher (*Cirsio oleracei* - *Alnetum glutinosae*)
- chênaies-frênaies mésohygrophiles de l'*Adoxo moschatellinae* – *Fraxinetum excelsioris*
- pelouses basophiles (*Avenulo pratensis* - *Festucetum lemanii*)



A cette grande diversité de milieux est associée une diversité d'espèces tant floristique que faunistique. Ainsi, 41 espèces végétales déterminantes de ZNIEFF dont 18 protégées et 27 espèces faunistiques ont été recensées sur le site, telles que :

- la Benoîte des ruisseaux (*Geum rivale*), le Vulpin utriculé (*Alopecurus rendlei*), le Souchet brun (*Cyperus fuscus*), le Troscart des marais (*Triglochin palustris*), la Cardamine à bulbilles (*Cardamine bulbifera*), l'Epipactis pourpré (*Epipactis purpurata*)...
- des fauvettes aquatiques en nidification : le Phragmite des joncs, la Bouscarle de Cetti...
- Le Grand murin et le Murin à oreilles échancrées
- l'Agrion de Mercure (*Coenagrion mercuriale*), protégé au niveau national, exceptionnel dans la région, quasi-menacé aux niveaux Européen (Kalkman et al. 2010) et mondial (UICN, 2010) et inscrit en Annexe II de la Directive européenne Habitats, Faune, Flore.

### Typologie des milieux ou habitats naturels (typologie dérivée de CORINE-biotope)

Milieux déterminants
24.1x24.43 : Lits de rivières x végétations des rivières mésotrophes <i>Ranunculo penicillati penicillati</i> - <i>Sietum erecti submersi</i> Mériaux 1984 prov.
24.1x24.44 : Lits de rivières x végétations des rivières eutrophes <i>Veronico beccabungae</i> - <i>Callitrichetum platycarpae</i> Mériaux 1978 prov.
31.811 : fruticées à <i>Prunus spinosa</i> et halliers à <i>Rubus fruticosus</i>
31.83 : Fruticées des sols pauvres atlantiques <i>Ilici aquifolii</i> - <i>Prunetum spinosae</i> Frileux 1977
34.3225 : Mésobromion crétacé du bassin parisien <i>Avenulo pratensis</i> - <i>Festucetum lemanii</i> (Boullet 1980) Boullet & Géhu 1984
37.1 : Communautés à Reine des prés et communautés associées Groupement à <i>Cirsium oleraceum</i> et <i>Filipendula ulmaria</i>
37.21 : Prairies humides atlantiques et subatlantiques <i>Bromion racemosi</i> Tüxen in Tüxen & Preising ex de Foucault 2008
37.72 : Franges des bords boisés ombragés <i>Veronico chamaedryos</i> - <i>Stellarietum holostaeae</i> Passarge 1994
37.72 : Franges des bords boisés ombragés <i>Brachypodio sylvatici</i> - <i>Festucetum giganteae</i> de Foucault & Frileux 1983 ex de Foucault in Provost 1998, forme 'pure' à <i>Viola reichenbachiana</i> , <i>Fragaria vesca</i> et <i>Potentilla sterilis</i>
38.22 : Prairies des plaines médio-européennes à fourrage



<i>Colchico autumnalis</i> – <i>Arrhenatherenion elatioris</i> de Foucault 1989
41.1321 : Hêtraies calciclinales à Jacinthe des bois <i>Mercuriali perennis</i> - <i>Aceretum campestris</i> Bardat 1993
41.1322 : Hêtraies neutroclinales à Jacinthe des bois <i>Endymio non-scriptae</i> - <i>Fagetum sylvaticae</i> Durin et al. 1967
44.3 : Forêt de Frênes et d'Aulnes des fleuves médio-européens <i>Alnenion glutinoso</i> – <i>incanae</i> Oberdorfer 1953
44.3 : Forêt de Frênes et d'Aulnes des fleuves médio-européens Groupement à <i>Fraxinus excelsior</i> & <i>Humulus lupulus</i> Catteau & Duhamel in Catteau, Duhamel et al. 2009 (44.3)
44.31 : Forêts de Frênes et d'Aulnes des ruisselets et des sources (rivulaires) Cf. <i>Carici remotae</i> - <i>Fraxinetum excelsioris</i> Koch 1926 ex Faber 1936
44.91 : Bois marécageux d'Aulnes <i>Alnion glutinosae</i> Malcuit 1929
44.91 : Bois marécageux d'Aulnes <i>Cirsio oleracei</i> – <i>Alnetum glutinosae</i> (Lemée 1937) Noirfalise & Sougnez 1961
53.1 : Roselières <i>Irido pseudacori</i> – <i>Phalaridetum arundinaceae</i> Julve 1994 ined.
53.1 : Roselières <i>Phalaridion arundinaceae</i> Kopecky 1961
53.21 : Peuplements de grandes Laïches (Magnocariçaies) <i>Magnocaricion elatae</i> Koch 1926
53.216 : Cariçaies à <i>Carex paniculata</i> <i>Caricetum paniculatae</i> Wangerin 1916
53.4 : Bordures à <i>Calamagrostis</i> des eaux courantes <i>Glycerio declinatae</i> - <i>Catabrosetum aquaticae</i> Diaz-Gonzalez & Penas-Merinas 1984
Cf.37.217 : Prairies à Jonc diffus <i>Molinietalia caeruleae</i> Koch 1926
Autres milieux
22.13x22.432 : eaux eutrophes x communautés flottantes des eaux peu profondes
22.33: groupements à <i>Bidens tripartitus</i>





31.81: fourrés médio-européens sur sol fertile
31.811 : fruticées à <i>Prunus spinosa</i> et halliers à <i>Rubus fruticosus</i>
31.8121 : fruticées atlantiques et médio-européennes à Prunelliers et Troènes
31.812122 : fruticées calcicoles de bord de route, sur craie
31.8712 : clairières à Bardane et Belladone
37.241: pelouses à Agrostide stolonifère et Fétuque faux roseau
37.242 : Pelouses à Agrostide stolonifère et Fétuque faux roseau <i>Pulicario dysentericae-Juncetum inflexi</i> de Foucault in Royer et al. 2006
37.715: ourlets riverains mixtes
37.72 : franges des bords boisés ombragés
38.1 : pâtures mésophiles
38.111 : pâturages à Ray-grass
38.112 : Pâturages à <i>Cynosurus-Centaurea</i> <i>Sanguisorbo minoris</i> - <i>Cynosurenion cristati</i> Passarge 1969
38.22 : Prairies des plaines médio-européennes à fourrage <i>Arrhenatherion elatioris</i> Koch 1926
38.811 : pâturages à Ray-grass
41.3 : frênaies
41.35 : frênaies mixtes atlantiques à jacinthe
41.52 : chênaies acidiphiles atlantiques à Hêtres
44.921 : saussaies marécageuses à Saule cendré
53.1 : roselières
53.21 : peuplements de grandes Laïches (Magnocariçaies)
53.218 : cariçaies à <i>Carex pseudocyperus</i>
53.4 : Bordures à <i>Calamagrostis</i> des eaux courantes <i>Apion nodiflori</i> Segal in Westhoff & den Held 1969
53.4 : Bordures à <i>Calamagrostis</i> des eaux courantes Groupement à <i>Berula erecta</i>



81.2 : prairies humides améliorées
82.1 : culture intensive
83.31 : plantations de conifères
83.321 : plantations de Peupliers
83.325 : autres plantations d'arbres feuillus
87.2 : zones rudérales

## Communes

62 ALETTE	62 HUBERSENT
62 ATTIN	62 HUCQUELIERS
62 BERNIEULLES	62 INXENT
62 BEUSSENT	62 LACRES
62 BEZINGHEM	62 LONGVILLIERS
62 BIMONT	62 MANINGHEM
62 CLENLEU	62 MONTCAVREL
62 CORMONT	62 NEUVILLE-SOUS-MONTREUIL
62 COURSET	62 PARENTY
62 DOUDEAUVILLE	62 PREURES
62 ENQUIN-SUR-BAILLONS	62 RECQUES-SUR-COURSE
62 ESTRÉE	62 ZOTEUX
62 ESTRÉELLES	

## Administration

### Critères de délimitation

Le périmètre a été maintenu tout en s'assurant que l'entièreté des ZNIEFF de type I soit incluse dans la ZNIEFF de type II.

Ordre décroissant des critères utilisés : 2>1>3>4

### Statuts de propriété

- 01 Propriété privée (personne physique)
- 30 Domaine communal
- 10 Etablissement public
- 40 Domaine départemental



## Activités humaines

03 Elevage  
02 Sylviculture  
04 Pêche  
07 Tourisme et loisir  
05 Chasse  
09 Urbanisation continue  
08 habitat dispersé  
01 agriculture  
12 Circulation routière ou autoroutière  
17 Activités hydroélectriques, barrages  
16 Exploitation minière, carrière

## Géomorphologie

54 - Vallée  
23 - Rivière, fleuve  
24 - Lit majeur  
25 - Lit mineur  
26 - Méandre, courbe  
30 - Mare, mardelle  
31 - Etang  
56 - Colline  
59 - Coteau, cuesta

## Mesures de protection

37 – Réserve naturelle volontaire

## Facteurs influençant l'évolution de la zone

11.0 - habitat humain, zone urbanisée  
12.0 - zone industrielle ou commerciale  
13.1 - route  
14.0 - extraction de matériaux  
16.0 - équipement sportif et de loisirs  
17.0 - infrastructure et équipement agricole  
31.0 - comblement, assèchement, drainage, poldérisation des zones humides  
32.0 - mise en eau, submersion, création de plan d'eau  
34.0 - création ou modification des berges et des digues, îles et îlots artificiels, remblais et déblais, fossés  
35.0 - entretien des rivières, canaux, fossés, plans d'eau  
36.0 - modification du fonctionnement hydraulique



- 38.0 - aménagement lié à la pisciculture ou à l'aquaculture
- 41.0 - mise en culture, travaux du sol
- 42.0 - jachère, abandon provisoire
- 44.0 - traitement de fertilisation et pesticides
- 45.0 - pâturage
- 46.0 - suppression ou entretien de la végétation, fauchage et fenaison
- 46.1 - Ecobuage
- 46.3 - fauchage
- 46.3 - fauchage
- 47.0 - abandon de systèmes cultureux et pastoraux, apparition de friches
- 51.0 - coupes, abattages, arrachages et déboisements
- 52.0 - taille, élagage
- 53.0 - plantation, semis et travaux connexes
- 54.0 - entretien liés à la sylviculture, nettoyage, épandage
- 55.0 - autre aménagement forestier, accueil du public, création de pistes
- 61.0 - sport et loisirs de plein-air
- 62.0 - chasse
- 63.0 - pêche
- 81.0 - Erosion
- 82.0 - atterrissement, envasement, assèchement
- 91.1 - atterrissement
- 91.2 - eutrophisation
- 91.4 - envahissement d'une espèce
- 91.5 - fermeture du milieu
- 93.3 - antagonisme / espèce introduite (résineux, peupliers, autres feuillus)

## Intérêts de la zone

### Intérêts patrimoniaux

- 10 - Ecologique
- 21 - Invertébrés (sauf insectes)
- 22 - insectes
- 25 - reptiles
- 26 - oiseaux
- 27 - mammifères
- 33 - lichens
- 34 - bryophytes
- 35 - ptéridophytes
- 36 - Phanérogames

### Intérêts fonctionnels

- 41 - expansion naturelle des crues
- 42 - ralentissement du ruissellement



- 43 - soutien naturel d'étéage
- 44 - auto-épuration des eaux
- 51 - rôle naturel de protection contre l'érosion des sols
- 61 - corridor écologique, zone de passages, zone d'échanges
- 62 - Etapes migratoires, zones de stationnement, dorts
- 63 - Zone particulière d'alimentation
- 64 - zone particulière liée à la reproduction

#### **Critères d'intérêt complémentaires**

- 81 - paysager
- 82 - géomorphologique (géomorphologie caractéristique)
- 89 - Artistique



# Vallée de la Course

ZNIEFF de Type 1

N° Régional : 00420000

N° National : 310013724

## Espèces déterminantes

Inform.	Nom scientifique	Nom vernaculaire	Prot	Statut	Date d'obs.
FLORE					
0	<i>Alchemilla xanthochlora</i> Rothm.	Alchémille vert jaunâtre			2004
0	<i>Alopecurus rendlei</i> Eig	Vulpin utriculé	P		2010
0	<i>Aquilegia vulgaris</i> L.	Ancolie commune	P		1996
0	<i>Arrhenatherum elatius</i> (L.) P.Beauv. ex J. & C.Presl subsp. <i>bulbosum</i> (Willd.) Schubler & G.Martens	Fromental bulbeux [Avoine à chapelet]			2002
0	<i>Bromus racemosus</i> L.	Brome en grappe			2010
0, 18	<i>Cardamine bulbifera</i> (L.) Crantz	Cardamine à bulbilles	P		2010
18	<i>Catabrosa aquatica</i> (L.) P.Beauv.	Catabrose aquatique	P		2006
0	<i>Cirsium acaule</i> Scop.	Cirse acaule			1996
18	<i>Cyperus fuscus</i> L.	Souchet brun	P		2010
0	<i>Dactylorhiza fuchsii</i> (Druce) Soó	Dactylorhize de Fuchs	P		1995
18	<i>Dactylorhiza incarnata</i> (L.) Soó	Orchis incarnat	P		2010
18	<i>Dactylorhiza praetermissa</i> (Druce) Soó subsp. <i>integrata</i> (E.G.Camus)	Dactylorhize à labelle entier [Orchis à labelle entier]	P		2010
18	<i>Dactylorhiza praetermissa</i> (Druce) Soó subsp. <i>praetermissa</i>	Dactylorhize négligée [Orchis négligé]	P		2010
18	<i>Epilobium palustre</i> L.	Epilobe des marais			2010
18	<i>Epipactis purpurata</i> Sm.	Epipactis pourpré			2010
0	<i>Euphorbia platyphyllos</i> L.	Euphorbe à larges feuilles			2003
0	<i>Galium pumilum</i> Murray	Gaillet couché			2003
0	<i>Geum rivale</i> L.	Benoîte des ruisseaux			2002
18	<i>Juncus subnodulosus</i> Schrank	Jonc à fleurs obtuses	P		2010
0, 18	<i>Juniperus communis</i> L.	Genévrier commun	P		2010
0	<i>Lithospermum arvense</i> L.	Grémil des champs			2003
18	<i>Menyanthes trifoliata</i> L.	Ményanthe trèfle-d'eau [Trèfle d'eau]	P		2010
18	<i>Nasturtium microphyllum</i> (Boenn.) Rchb.	Cresson à petites feuilles			2006
18	<i>Oenanthe fistulosa</i> L.	Oenanthe fistuleuse			2010
0, 18	<i>Ophrys apifera</i> Huds.	Ophrys abeille	P		2010
0, 18	<i>Orchis mascula</i> (L.) L.	Orchis mâle	P		2010
0	<i>Orchis purpurea</i> Huds.	Orchis pourpré			2010
0	<i>Polystichum setiferum</i> (Forssk.) T.Moore ex Woyn.	Polystic à soies			2010
18	<i>Potamogeton berchtoldii</i> Fieber	Potamot de Berchtold			2010
18	<i>Primula vulgaris</i> Huds.	Primevère acaule	P		2010
0	<i>Ranunculus penicillatus</i> (Dumort.) Bab. subsp. <i>pseudofluitans</i>	Renoncule des eaux calcaires	P		2010
18	<i>Ranunculus trichophyllus</i> Chaix	Renoncule à feuilles capillaires			2010
0	<i>Scabiosa columbaria</i> L.	Scabieuse colombarie			1996
0, 18	<i>Scirpus sylvaticus</i> L.	Scirpe des bois	P		2010
18	<i>Senecio aquaticus</i> Hill subsp. <i>aquaticus</i>	Séneçon aquatique subsp.			2010



		aquatique			
18	<i>Spirodela polyrhiza</i> (L.) Schleid.	Spirodèle à plusieurs racines			2010
0	<i>Thymus praecox</i> Opiz subsp. <i>praecox</i>	Thym couché			1996
18	<i>Triglochin palustre</i> L.	Troscart des marais	P		2010
0, 18	<i>Ulex europaeus</i> L.	Ajonc d'Europe			2010
0, 18	<i>Zannichellia palustris</i> L. subsp. <i>palustris</i>	Zannichellie des marais			2010
FAUNE					
INSECTES					
1	<i>Aricia agestis</i> (Denis & Schiffermüller, 1775)	Collier de corail			2006
18	<i>Brachytron pratense</i>	Aesche printanière			2006
1	<i>Celastrina argiolus</i> Linnaeus, 1758	Azurée des nerpruns			2006
18	<i>Chrysochraon dispar</i>	Criquet des clairières			2010
1, 18	<i>Coenagrion mercuriale</i> (CHARPENTIER, 1840)	Agrion de Mercure	P		2010
1, 18	<i>Coenagrion scitulum</i> (RAMBUR, 1842)	Agrion mignon			2010
18	<i>Conocephalus dorsalis</i>	Conocéphale des roseaux			2010
1	<i>Erythromma lindenii</i> (SELYS, 1840)	Agrion à longs cercoïdes			2001
1, 18	<i>Ishnura pumilio</i>	Agrion nain	P		2006
1, 18	<i>Libellula fulva</i> MÜLLER, 1764	Libellule fauve			2010
18	<i>Stethophyma grossum</i>	Criquet ensanglanté			2010
AMPHIBIENS ET REPTILES					
1, 18	<i>Natrix natrix</i> (Linné, 1758)	Couleuvre à collier	P		2010
OISEAUX					
2	<i>Anas querquedula</i> Linnaeus, 1759	Sarcelle d'été		Poss	1990-2007
18	<i>Anas crecca</i>	Sarcelle d'hiver			2006
2	<i>Rallus aquaticus</i> Linnaeus, 1762	Râle d'eau		Poss	1990-2007
18, 2	<i>Acrocephalus schoenobaenus</i> (Linnaeus, 1758)	Phragmite des joncs	P	Poss	2010
18, 2	<i>Cettia cetti</i> (Temminck, 1820)	Bouscarle de Cetti	P	Poss	2010
18	<i>Egretta garzetta</i>	Aigrette garzette			2006
18	<i>Circus cyaneus</i>	Busard Saint-Martin	P		2010
CHIROPTERES					
4	<i>Myotis emarginatus</i> (Geoffroy-Saint-Hilaire, 1806)	Murin à oreilles échancrées	P		2000-2010
4	<i>Myotis myotis</i> (Borkhausen, 1797)	Grand murin	P		2000-2010
MOLLUSQUES					
18	<i>Vertigo moulinsiana</i>	Vertigo de Des Moulins			2006
POISSONS					
11	<i>Anguilla anguilla</i> (Linnaeus, 1758)	Anguille européenne			2007-2009
11	<i>Cottus gobio</i> (Linnaeus, 1758)	Chabot	P		2007-2009
11	<i>Salmo trutta fario</i> (Linnaeus, 1758)	Truite commune	P		2007-2009
27	<i>Salmo salar</i> (Linnaeus, 1758)	Saumon atlantique	P		2007-2009
27	<i>Salmo trutta trutta</i> (Linnaeus, 1758)	Truite de mer	P		2007-2009

R : reproduction certaine ou probable

Poss : reproduction possible



## Autres espèces

Inform.	Nom scientifique	Nom vernaculaire	Prot	Statut	Date d'obs.
FAUNE					
INSECTES					
18	<i>Calopteryx splendens</i>	Caloptéryx éclatant			2010
18	<i>Anisosticta novemdecimpunctata</i>	Coccinelle des marais			2010
18	<i>Subcoccinella vigintiquatuorpunctata</i>	Coccinelle à 24 points			2006
18	<i>Meconema thalassinum</i>	Méconème tambourinaire			2010
AMPHIBIENS et REPTILES					
18	<i>Bufo bufo</i>	Crapaud commun	N	CC	
18	<i>Rana temporaria</i>	Grenouille rousse		CC	
18	<i>Lissotriton helveticus</i>	Triton palmé	N	C	
18	<i>Lissotriton vulgaris</i>	Triton ponctué	N	C	
18	<i>Salamandra salamandra</i>	Salamandre tachetée	N	C	

## Sources informateurs

- 0 – Base de données DIGITALE du CRP/CBNBI
- 1 – GON - Base de données FNAT
- 2 – GON
- 11 – FDAAPPMA62
- 18 – G.D.E.A.M.
- 27 – ONEMA

## Sources Bibliographiques

ARTHUR, L., LEMAIRE, M. 2009. Les Chauve-souris de France, Belgique, Luxembourg et Suisse. Biotope, Mèze (Collection Parthénopé) ; Muséum national d'Histoire naturelle, Paris. 544 p.

BELET C., CAILLET A., DECHERF M., DEFFRENNE N., DE FOUCAULT B. & TERRASSE G., 2008. - Diagnostic de la valeur patrimoniale de quelques zones humides en basse vallée de la Canche. G.D.E.A.M., 89 p. + annexes.

CAILLET A., CALOIN F., GLACON S. & TERRASSE G., 2006. - Essai sur la bioindication par les odonates en basse vallée de la Canche. G.D.E.A.M., 46 p. + annexes.

EVERARD M. & TERRASSE G., 1995. - Inventaire des coteaux calcaires de la vallée de la Course et de ses affluents (Pas-de-Calais). G.D.E.A.M., 71 p. + annexes

FOURNIER, A. (coord.). 2000. Les Mammifères de la région Nord – Pas-de-Calais. Distribution et écologie des espèces sauvages et introduites. Le Héron, 33 n°spécial, 188 p.





HAUBREUX, D., (coord.). 2005. Indice de rareté des Lépidoptères diurnes (Rhopalocères) de la région Nord-pas-de-Calais. Groupe de Travail sur les Rhopalocères et les Hétérocères du Nord-Pas-de-Calais (in prep).

KALKMAN VJ, BOUDOT J-P, BERNARD R, CONZE K-J, DE KNIJF G, DYATLOVA E, FERREIRA S, OTT J, RISERVATO E, SAHLÉN G. 2010. European red list of Dragonflies. Luxembourg: Office of the European Union.

LAFRANCHIS, T. 2000. Les Papillons de jour de France, Belgique et Luxembourg et leurs chenilles. Biotope, Mèze. (Collection Parthénopé). 448 p.

IUCN 2010. IUCN Red List of Threatened Species. Version 2010.3. <[www.iucnredlist.org](http://www.iucnredlist.org)>. Downloaded on 19 September 2010.

TOMBAL, J.-C. (coord.), 1996. Les Oiseaux de la région Nord-Pas de Calais. Effectifs et distribution des espèces nicheuses : période 1985-1995. Héron, 29 : 1-336.



EP : édifices à valeur patrimoniale

PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale  
des affaires culturelles  
du Nord - Pas-de-Calais

Affaire suivie par :  
Alain-Claude DEBOMBOURG

Service Territorial de  
l'Architecture  
et du Patrimoine  
du Pas-de-Calais

Tél : (33) [0]3 21 50 42 70  
Fax : (33) [0]3 21 15 47 98

A

Direction Départementale des Territoires et de la  
Mer du Pas-de-Calais  
Service urbanisme  
Unité de Planification Urbaine et Rurale  
**à l'attention de madame Liliane Barré**

Arras, le 11 octobre 2011

courriel : [alain-claude.debombourg@culture.gouv.fr](mailto:alain-claude.debombourg@culture.gouv.fr)

Objet : porter à connaissance PLU de ESTREE  
V/Ref : votre courrier du 07 juin 2011  
N/Réf : ESTREE - PLU - 2011 10 11.odt  
P.J. :

En réponse à votre courrier ci-dessus référencé, je vous informe qu'il n'existe aucun monuments protégés au titre des monuments historiques sur la commune de ESTREE

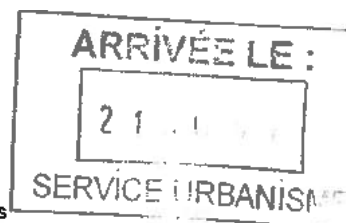
Je rappelle à cette occasion la présence d'un patrimoine non protégé mais remarquable :

- traces de la voie romaine,
- fermes anciennes dont le manoir de Hurtevent où l'on trouve des bâtiments du 16ème et 17ème,
- moulin à eau.

Four le préfet et par délégation,  
L'Architecte des Bâtiments de France  
Chef du S.D.A.P.

Catherine MADONI

Copie : DRAC service architecture (Jean-Marie CLAUSTRE)



24 OCT 2011

Cyclo : Itinéraire cyclotouristique

Arras, le 7 JUL. 2011

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES  
PÔLE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS  
ET DU PATRIMOINE DÉPARTEMENTAL

Direction de la Mobilité  
et des Transports

Service Mobilité

Dossier suivi par :

Cécile NOWACKI

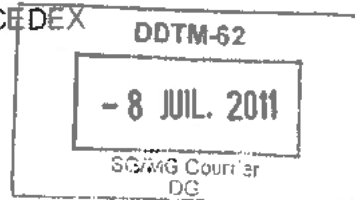
Tél : 03.21.21.51.94

Fax : 03.21.21.62.78

nowacki.cecile@cg62.fr



Monsieur Michel STOUMBOFF  
Directeur Départemental des Territoires et  
de la Mer  
Service de l'Urbanisme  
100 avenue Winston Churchill  
SP 7  
62022 ARRAS CEDEX



Réf : DMT/SMU - PN/CN - 11.61

Objet : Commune d'ESTREE  
Elaboration du Plan Local d'Urbanisme  
Porter à Connaissance

PJ : Plans

Monsieur le Directeur,

Le conseil municipal de la commune d'ESTREE a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme par délibération en date du 26 avril 2011.

Vous trouverez décrits, ci-après, les projets ou éléments relevant de la compétence départementale à prendre en compte lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'ESTREE.

### Circuits cyclotouristiques

La commune d'ESTREE est concernée par les circuits cyclotouristiques « Les lacs d'amour » et « La chartreuse » (plans ci-joints).

### Schéma Directeur des Itinéraires et Pistes Cyclables du Pas-de-Calais

Le schéma des aménagements cyclables du Pas-de-Calais est actuellement en cours de refonte. Je peux néanmoins vous indiquer les nouvelles orientations qui se déclineront autour des accès vers les collèges, les gares et les zones d'activités. Ce schéma sera intégré dans un schéma de la mobilité.

### Servitudes

La commune d'ESTREE est concernée par les plans d'alignement suivants :



- RD 150 du PR 2+801 à 3+373
- RD 127 du PR 0+000 à 0+477

### Alignement

L'alignement individuel est délivré au propriétaire, conformément à l'article L112-1 du code de la voirie routière, selon le plan d'alignement s'il en existe un. En l'absence d'un tel plan, il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine.

En ce qui concerne l'alignement individuel le long d'une route départementale, il est délivré par le Président du Conseil Général. La demande est à transmettre au Directeur de la Maison du Département Infrastructures concernée.

### Voirie

Je vous signale que l'extension de l'urbanisation, le long des routes départementales, au-delà des périmètres actuellement urbanisés, doit être limitée et tenir compte, en terme de sécurité routière, des conditions d'accès et de sortie des futures constructions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le ~~Président du Conseil Général~~,  
Le Directeur du Pôle des infrastructures, de la  
Mobilité et du Patrimoine Départemental



Christian DERUY

# CANCHE AUTHIE



LA CHARTREUSE



Montreuil-sur-Mer

## Curiosités :

Montreuil-sur-Mer : la Citadelle, les remparts et les ruelles, ville fleurie.

Estrée, Estréelles : villages fleuris.



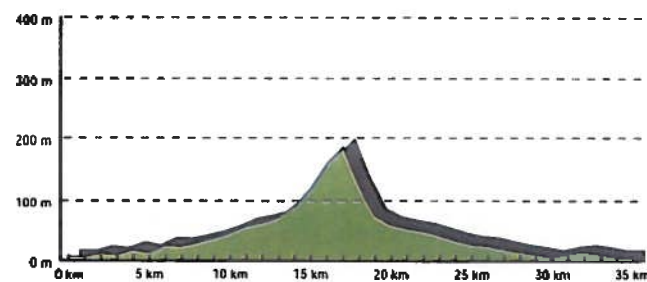
Place de la Gare 62170 Montreuil-sur-Mer



Distance : 35 km



Temps moyen : 2H50



Tous droits réservés. 2004. Conseil général du Pas-de-Calais - pasdecals.fr

Office de Tourisme : Montreuil-sur-Mer tél. 03 21 06 04 27

Syndicat d'initiative de la Vallée de la Course tél. 03 21 83 55 62

# Canche Authie

28

Les lacs d'amour

*Le long de la Course, venez donc prouver votre ardeur...*

## Départ

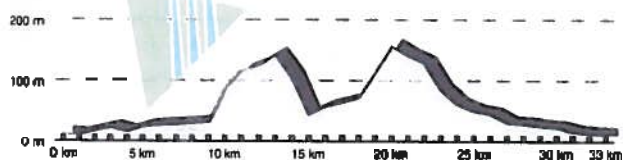
route de Boulogne  
62170 Neuville sous Montreuil

## Distance

33 kms

## Temps moyen

3h20



## Curiosités

**Montreuil :** Citadelle, remparts et ruelles, ville fleurie

**Recques sur Course :** village fleuri

**Enquin sur Baillons :** les cressonnières

**Montcavrel :** la forêt  
la Vallée de la Course

**Beussent :**  
la chocolaterie



Office de tourisme > Montreuil : 03.21.06.04.27 -

Syndicat d'initiative de la vallée de  
la course : 03.21.86.41.60 -  
03.21.90.54.00



**TROISIEME PARTIE :  
INFORMATIONS**

Documents à valeur intercommunale :  
SCOT, SDGE, SAGE, Schéma de développement commercial, ZAC et ZAD, Plan de Déplacement Urbain



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais

Service de l'Environnement et de l'Aménagement Durable  
Unité Connaissance Observation et Économie des Territoires

Arras, le



À l'attention de :  
Monsieur Ali LOUNI  
Planification Urbaine et Rurale

## Bordereau d'envoi

Objet : porter à connaissance de la commune de ESTREE

Désignation du bordereau :	nombre :	date :
Contribution du SEAD	1	Sans objet

### Observation :

Veuillez trouver ci-joint la réponse à votre courrier du 7 juin 2011 relatif à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de ESTREE.

Le responsable de l'Unité Connaissance, Observation  
et Économie des Territoires

Frédéric LAFFONT

# COMMUNE DE ESTREE

---

## III – La garantie d'un environnement respectueux de la santé

### 1) la protection de la population contre les nuisances

#### (b) La loi du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement

##### Les déchets

##### 1. Éléments d'informations

##### Prendre en compte au regard du projet de développement :

- l'apport démographique souhaité
- la saisonnalité des flux démographiques pour les communes à vocation touristique
- les incidences sur les circuits de collecte, leur optimisation en fonction de la densification de l'habitat et la praticabilité des voies
- les déplacements entre centres de traitement, leur réduction et leur optimisation
- les tonnages supplémentaires à traiter tout type de matériaux confondus (ordures ménagères, recyclables, verre, déchets verts, encombrants, déchets orientés en déchèteries,...)
- les déchets des professionnels et des établissements publics
- les capacités de traitement admissibles par la structure intercommunale compétente en matière de traitement des déchets collectés, de valorisation et de recyclage.
- les mesures envisagées pour limiter l'impact des apports supplémentaires de déchets en tenant compte des orientations du Grenelle et de celles du PDEDMA (\*) en cours de révision qui définit des objectifs allant au-delà du Grenelle :
  1. réduire de 7% la production d'ordures ménagères par habitant pour les 5 prochaines années, objectif à définir d'ici le 1er juillet 2012 au travers d'un programme local de prévention
  2. réduire la quantité de déchets enfouis et incinérés de 15% d'ici 2012
  3. augmenter le recyclage matière et organique afin d'orienter vers ces filières un taux de 35% en 2012 et de 45% en 2015. (A l'horizon 2020, il est prévu d'extraire vers ces filières 50% du gisement en poids global )
  4. augmenter le taux de recyclage des déchets d'emballage ménagers pour atteindre 75% dès 2012

(\*) Pour information, le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers en cours de révision devrait être approuvé dans le courant de l'année 2011. La Commission consultative du 9 juillet 2010 a validé parmi les 4 scénarios présentés, le scénario "ambitieux". Ce scénario a notamment pour objectif de réduire la quantité des déchets ultimes par la mise en oeuvre du process de Pré Tri Mécano Biologique (PTMB) et d'obtenir une meilleure efficacité du tri à la source par des actions de prévention et de sensibilisation.

##### Prendre en compte la production des déchets du bâtiment résultant :

- de la construction (31 kg/m<sup>2</sup> en moyenne)
- de la réhabilitation (tonnage variable en fonction des travaux)
- de la déconstruction ou démolition (0,5 à 1,1 tonne/m<sup>2</sup> en moyenne)
- de la réhabilitation des logements pour cause de mise aux normes thermiques

et :

- recenser les entreprises spécialisés dans le tri et le recyclage des matériaux en provenance du BTP
- recenser les installations de stockage de déchets inertes les plus proches (ISDI) étant donné l'importance des quantités de déchets du bâtiment

Agir sur les comportements pour réduire les déchets ménagers :

- inciter au développement des modes de tri à la source
- informer et sensibiliser pour la réduction des déchets à la source

Améliorer des aménagements pour la gestion des déchets ménagers :

- prévoir des emplacements de stockage adaptés aux différentes poubelles de tri selon le type d'habitat (emplacements individuels ou mutualisés, conteneurs enterrés)
- développer le compostage de proximité (composteur individuel ou équipement collectif en milieu urbain),
- prévoir des réserves foncières susceptibles d'accueillir des installations permettant une meilleure gestion des déchets
- prévoir des actions ou règles ayant des effets pour limiter les nuisances (bruits, odeurs)
- prévoir des zones de déballage sur les sites des zones commerciales pour les déchets d'emballages qu'elles produisent

Préconiser des actions pour le bâtiment :

- développer les constructions mitoyennes économes en matériaux et recommander d'utiliser des matériaux facilement recyclables
- développer localement des sites dédiés au recyclage
- recommander le tri optimum à la source des déchets de bâtiments

2. ISDI

Aucune ISDI n'a été recensée sur ce territoire

## **VII- Lutte contre le changement climatique et la maîtrise de l'énergie**

### **(A) Énergie**

#### 1. Les objectifs nationaux

Le Grenelle 1 fixe les objectifs de l'Etat en matière de lutte contre le changement climatique, il indique que « *la lutte contre le changement climatique est placée au premier rang des priorités* », et s'inscrit dans la démarche de la directive européenne dite des « 3x20 », à savoir :

- réduction d'au moins 20% des émissions de gaz à effet de serre,
- amélioration de 20% de l'efficacité énergétique,
- 20% d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique (sachant que la France a choisi de porter cette part à 23% de sa consommation).

#### 2. Les dispositifs législatifs

La législation comporte plusieurs dispositifs permettant d'atteindre ces objectifs :

x L'article L. 128-1 rend possible « *pour les constructions remplissant des critères de performance énergétique ou comportant des équipements de production d'énergie renouvelable* » un dépassement du coefficient d'occupation des sols du règlement de la zone du P.L.U, dans la limite de 20% et dans le respect des autres règles du P.L.U.

x Le Grenelle 1, loi programme relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement du 03 août 2009, renforce le code de l'urbanisme en fixant comme objectif de prendre en compte la lutte contre l'étalement urbain, la déperdition d'énergie, la lutte

contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement (L.110 CU).

x Le Grenelle 2, la loi portant engagement national pour l'environnement du 29 juin 2010, définit les mesures permettant d'atteindre les objectifs définis.

- Article L. 121-1 : «[...] les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable : [...] La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelable[...] »

- Article L. 123-1 : « Les plans locaux d'urbanismes peuvent :

- Imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements [...] de respecter des performances énergétiques et environnementales supérieures à la réglementation actuelle.

- Recommander l'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement énergétique des constructions neuves, en fonction des caractéristiques de ces constructions, sous réserve de la protection des sites et des paysages ; »

Ces recommandations pourront figurer en annexe du P.L.U. Elles pourront être utilisées dans la mesure où il y aurait lieu de rechercher le sens ou la portée d'une disposition du règlement à condition de ne pas créer une règle d'urbanisme non prévue par celui-ci.

### 3. Recommandations

Outre ces nouveaux instruments, il peut être formulé plusieurs recommandations concernant le P.L.U.

#### 3.1. En matière d'énergie solaire

Le règlement du P.L.U. pourra recommander le recours aux équipements captant l'énergie solaire. Il s'agira de veiller à ce que les articles du règlement de la zone relatifs à l'implantation des bâtiments, à leur hauteur et à leur aspect architectural (articles 6, 7, 8, 10, et 11) soient compatibles avec l'installation de panneaux solaires soit photovoltaïques (destinés à la production d'énergie électrique), soit thermiques (destinés au réchauffement de l'eau chaude sanitaire et à certains dispositifs de chauffage).

#### 3.2. En matière d'énergie éoliennes

VOIR SERVICE URBANISME – CADRE DE VIE

#### 3.3. En matière de performance énergétique des constructions

Les collectivités peuvent imposer le raccordement au réseau de chaleur collectif, à partir du moment où il bénéficie d'un classement, conformément à la loi du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur. La loi précise que ces « *périmètres doivent être compatibles avec les dispositions des documents d'urbanisme en vigueur* », qui doivent figurer en annexe du P.L.U. (article R.123-13 du code de l'urbanisme).

Le règlement du P.L.U., au travers des articles relatifs à l'implantation des constructions (article 6, 7 et 8), pourra être rédigé afin de favoriser l'ensoleillement, réduire l'exposition au vent et ainsi diminuer les consommations énergétiques. Il s'agira de privilégier la meilleure orientation des axes structurants permettant d'orienter les constructions de façon bioclimatique.

De plus, des prescriptions pourront être prises afin d'imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements, des performances énergétiques et environnementales supérieures à la réglementation actuelle.

## (B) Plan Climat Énergie Territorial

Un Plan Climat Energie Territorial (PCET) est un projet territorial de développement durable. Sa finalité première est la lutte contre le changement climatique. Il vise deux objectifs :

x réduire les émissions de GES pour limiter l'impact du territoire sur le climat, dans la perspective du facteur 4. C'est la politique d'atténuation. Elle passe notamment par une meilleure efficacité énergétique, le développement des énergies renouvelables, un recyclage attentif des déchets et une transformation profonde des politiques de transport.

x adapter le territoire aux changements des conditions climatiques. C'est la politique d'adaptation. Il s'agit de réduire la vulnérabilité du territoire face aux changements. Elle passe par la prise en compte des évolutions climatiques dans les décisions qui relèvent de la planification : urbanisme, conception et exploitation d'infrastructures, reconversion d'activités étroitement liées aux changements climatiques.

Le Grenelle II oblige dorénavant les collectivités de plus de 50.000 habitants à réaliser un Plan Climat Territorial et aux documents d'urbanisme à prendre en compte (L123-1-9 CU) les Plans Climat-Energie Territoriaux. Il s'agira donc de prendre connaissance des objectifs définis par les plans communaux, intercommunaux, départementaux et régionaux pouvant impacter le territoire communal.

Ce territoire n'est actuellement couvert par aucun Plan Climat Energie Territorial.

## Informations statistiques

### • Population

	1975	1982	1990	1999 (insee)	1999 (filocom)	2006	2007
Population	137	237	274	276	283	299	302
Taux de croissance annuel moyen	-	0,08144	0,01830	0,00081	-	0,01150	0,0132
Taille moyenne des ménages	2,45	3	2,58	2,44	2,5	-	2,42

Sources : INSEE, FILOCOM MELTM/DAEI/SESP MEDDAD d'après DGI

### • Logement - données générales

	1975	1982	1990	1999 (insee)	1999 (filocom)	2007
Résidences principales	41	68	81	93	93	107
Résidences secondaires	11	4	14	14	13	10
Logements vacants	14	7	11	6	7	8

Sources : INSEE, FILOCOM MELTM/DAEI/SESP MEDDAD d'après DGI

Le nombre de résidences principales a augmenté de 52 logements entre 1975 et 1999, soit 126,83% (source : INSEE) et de 14 logements entre 1999 et 2007, soit 15,05%.

Le nombre de résidences secondaires représente 8% du parc de logements en 2007.

En 2007, le pourcentage des logements vacants est de 6,4% du parc total de logements, la moyenne départementale se situant à 6%.

Le nombre de permis de construire commencés à usage d'habitation entre février 2001 et février 2006 est de 1 (source : SITADEL).

### **(a) Le Programme Local de l'Habitat (P.L.H)**

La commune n'est concernée par aucun P.L.H.

Le P.L.H est un document qui a été défini par la L.O.V. Il fixe les principes et les objectifs pour la mise en oeuvre du droit au logement et de la mixité sociale par une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logement sur l'ensemble de l'intercommunalité et au sein de la commune.

## **Le schéma de cohérence territoriale**

### **(a) L'article L.122-2 du code de l'urbanisme**

La commune de ESTREE n'est pas couverte *un schéma de cohérence territoriale opposable et se situe* à moins de quinze kilomètres du rivage de la mer

Selon l'article L.122-2 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme ne peut être modifié ou révisé en vue d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser délimitée après le 1er juillet 2002 ou une zone naturelle.

Il est possible de déroger à cette interdiction :

- soit avec l'accord du préfet donné après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites et de la chambre d'agriculture ;
- soit, lorsque le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale incluant la commune a été arrêté, avec l'accord de l'établissement public compétent.

La dérogation ne peut être refusée que si les inconvénients éventuels de l'urbanisation envisagée pour les communes voisines, pour l'environnement ou pour les activités agricoles sont excessifs au regard de l'intérêt de la modification ou la révision pour la commune.

### **1) Le schéma de développement commercial**

La commune est concernée par le schéma de développement commercial pour la région de MONTREUIL

Créé par la loi du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, il s'agit d'un document cadre qui définit le développement commercial d'un territoire pour une période de 6 ans. Il fixe les priorités pour les initiatives publiques en la matière et pour l'examen



des demandes d'autorisation d'équipements commerciaux. Il coordonne également les questions d'urbanisme commercial avec les autres documents de planification et notamment avec les P.L.U.

Ce document adopté le 28 mai 2004 par l'Observatoire Départemental d'Équipement Commercial (O.D.E.C.) n'a pas de valeur contraignante pour le P.L.U. Toutefois, celui-ci pourrait utilement être établi en cohérence avec lui, dans la mesure où le développement commercial a d'importantes conséquences sur l'urbanisme (îlots, quartiers, secteurs à réhabiliter, espaces de centralité à conforter, fonctions et qualité des entrées de ville, ...).

Les informations relatives au schéma sont disponibles auprès du secrétariat de l'O.D.E.C.

Pour la commune concernée, aucun commerce d'une surface de vente supérieure à 300 m<sup>2</sup> n'est inscrit à l'inventaire de l'équipement commercial départemental et ni la CDEC, ni la CDAC n'y a délivré une autorisation d'exploitation commerciale.

## **Le Plan de Déplacements Urbains (P.D.U)**

La commune de Estrée n'est pas concernée par un Plan de Déplacements Urbains (PDU) et ne possède pas de gare SNCF.

Conformément à ce que préconise le Grenelle de l'Environnement, il convient de privilégier des secteurs d'ouverture à urbanisation ou de densification en priorité dans les communes desservies en TC et à proximité d'arrêts de bus. L'urbanisation se fera également en priorité à proximité du centre-bourg et des services et équipements afin de combler les dents creuses et de limiter les déplacements motorisés.

Le développement des modes doux devra se faire par l'aménagement de liaisons piétonnes reliant l'ensemble de la commune; les zones à urbaniser devront être automatiquement maillées aux autres quartiers et les cheminements devront être sécurisés.

De même les pistes cyclables sont à développer, par un maillage cohérent reliant le centre-bourg à la périphérie de la commune.

Les entrées de ville devront être traitées de façon à être bien perçues par les conducteurs automobiles (végétation différente, rétrécissement de chaussée, panneaux importants, ralentisseurs ... tout ce qui permet de faire une fracture avec l'espace rural afin de faire baisser la vitesse).

Les zones denses de la commune pourront être limitées en vitesses (zones 30, zones de rencontre).

Les stationnements, notamment dans les zones à urbaniser, devront être pensés de façon à ne pas gêner les déplacements piétons.

### estree ZDH



### Légende







## Sources

### **CORINE Land Cover 2006**

**Source(s)** : 2006 - Union européenne - SOeS, CORINE Land Cover, 2006

### **Zones humides d'importance majeure**

**Source(s)** : 2011 - CGDD/SOeS-ENF

### **Zones à dominantes humides - Artois-Picardie**

**Source(s)** : 2008 - Agence de l'eau Artois Picardie

Carte réalisée avec le site Internet du " Réseau Partenarial des Données sur les Zones Humides - RPDZH "

<http://www.sig.forum-marais-atl.com/RPDZH.php>





## PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

*Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Service de l'Eau et des Risques  
Unité Protection de la Ressource et des Milieux Aquatiques  
DDTM - SER - PRM*

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL APPROUVANT LE SCHEMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DE LA CANCHE

LE PREFET DU PAS DE CALAIS  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.212-3 à L.212-11 ainsi que R.212-26 et suivants relatifs aux Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux, et les articles L.122-4 à L.122-11 concernant l'évaluation environnementale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2005-935 du 2 août 2005 relatif à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

VU le décret du 8 janvier 2009 portant nomination de M. Pierre de BOUSQUET de FLORIAN en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 février 1999 fixant le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Canche ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2006 modifié renouvelant la composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Canche ;

VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2008 modifiant la structure de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Canche ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Artois-Picardie ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2010 portant ouverture de l'enquête publique traitant du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Canche ;

VU les avis émis par le conseil régional du Nord - Pas de Calais, le conseil général du Pas de Calais, les conseils municipaux des communes concernées, les chambres consulaires concernées ;

VU l'avis de l'autorité environnementale du 20 avril 2010 sur le rapport environnemental et la prise en compte de l'environnement par le projet de SAGE de la Canche ;

VU l'avis du comité de bassin Artois Picardie du 2 juillet 2010 sur la cohérence du projet de SAGE de la Canche avec le SDAGE Artois Picardie ;

VU les avis formulés lors de la mise à disposition du public du projet de SAGE de la Canche effectuée du 15 novembre au 17 décembre 2010 ;

VU l'avis rendu le 14 janvier 2011 par la commission d'enquête à l'issue de la période de mise à disposition du public ;

VU la délibération de la Commission Locale de l'Eau en date du 15 mars 2011 adoptant le SAGE de la Canche compte tenu des avis exprimés ;

VU le courrier du Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE de la Canche, en date du 4 avril 2011, demandant l'approbation définitive du SAGE de la Canche après modifications ;

CONSIDERANT que le SAGE de la Canche est compatible avec le SDAGE Artois-Picardie approuvé le 20 novembre 2009 et cohérent avec les SAGE déjà arrêtés ou en cours d'élaboration ;

CONSIDERANT que la commission d'enquête a émis un avis favorable sous réserves d'apporter des compléments sur les inventaires des zones humides ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas de Calais et du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas de Calais ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Canche est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté.

### **Article 2 :**

A compter de la signature du présent arrêté, la Commission Locale de l'Eau du SAGE de la Canche dispose d'un délai de douze mois, reconductible une fois, pour :

- fournir un nouvel inventaire des zones humides sur les communes de Merlimont, Beaurainville et Brimeux ;
- conforter sa première expertise sur la commune de Cucq, de préférence, par des études pédologiques, dans les prairies où les plantes hygrophiles sont absentes pour des raisons d'exploitations agricoles ou l'apport de remblai (8 zones dont la commune de Cucq a demandé le retrait) ;
- procéder à l'inventaire des zones humides dunaires sur les communes de Cucq, Merlimont, et du Touquet à l'est du golf.

### **Article 3 :**

La nouvelle cartographie des zones humides issue de l'application de l'article 2 ci-dessus sera approuvée par arrêté préfectoral complémentaire. Le règlement s'appliquera sur cette nouvelle cartographie à compter de la date de signature de l'arrêté préfectoral complémentaire.

Dans l'attente, le règlement du SAGE de la Canche s'applique à la cartographie existante dans les documents annexés au présent arrêté.

**Article 4 :**

Le présent arrêté, ainsi que la déclaration environnementale prévue au 2° du I de l'article L.122-10 du Code de l'Environnement sont publiés au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Pas de Calais. Mention des lieux où ces documents peuvent être consultés est insérée par les soins de la Préfecture du Pas de Calais (DDTM) dans au moins un journal régional ou local diffusé dans le département.

Ces publications mentionneront l'adresse du site Internet où le schéma peut être consulté, à savoir le site : [www.gesteau.eaufrance.fr](http://www.gesteau.eaufrance.fr)

**Article 5 :**

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux est transmis aux maires des communes concernées, aux présidents du Conseil général du Pas de Calais, du Conseil régional du Nord-Pas de Calais, de la Chambre de commerce et d'industrie de région du Nord-Pas-de-Calais, de la Chambre d'agriculture de région du Nord-Pas-de-Calais, du Comité de bassin Artois-Picardie ainsi qu'au Préfet coordonnateur du bassin Artois-Picardie.

Il sera tenu à disposition du public à la Préfecture du Pas de Calais (DDTM), accompagné de la déclaration prévue au 2° du I de l'article L.122-10 du code de l'environnement ainsi que du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur.

**Article 6 :**

Un recours contentieux peut être formé contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la dernière mesure de publicité collective prévue à l'article 4.

**Article 7 :**

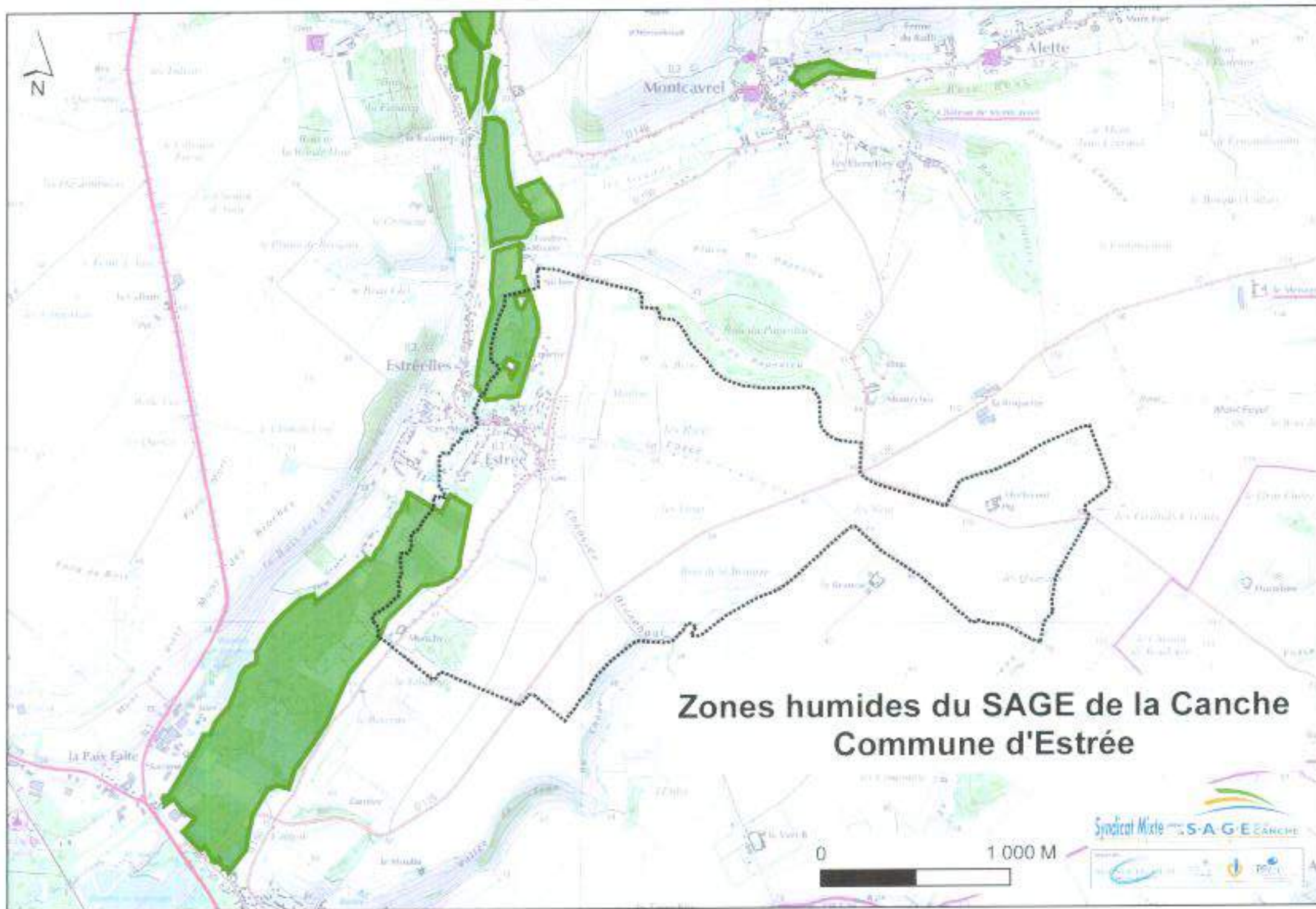
Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas de Calais et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas de Calais sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

ARRAS, le 3 OCT. 2011

LE PREFET,



Pierre de BOUSQUET



## Zones humides du SAGE de la Canche Commune d'Estrée

Enseignement de premier et de second cycle



0321239146

inspection académique  
Pas-de-Calaisacadémie  
LilleDivision de l'organisation  
sociale

DOS

Contrôle de légalité  
Contentieux

Dossier suivi par

Anne LEDET

Téléphone

03.21.23.82.41

Télécopie

03.21.23.81.48

Mél.

ca.m2dos3@ac-lille.fr

Boulevard de la Liberté

BP 90018

62021 Arras cedex

Arras, le 16 juin 2011

L'inspecteur d'académie,  
directeur des services départementaux de  
l'Éducation nationale

à

Monsieur le préfet  
du Pas-de-Calais  
Équipement du Pas-de-Calais  
UrbanismeObjet : Commune d'ESTREE  
Élaboration du Plan Local d'Urbanisme

Référence : Votre lettre service de l'urbanisme du 7 juin 2011.

Par courrier visé en référence, vous avez bien voulu me demander les éléments devant être portés à l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune d'ESTREE.

J'ai l'honneur de vous faire savoir, qu'en ce qui concerne le premier degré, aucun programme n'est de nature à produire une incidence sur la mise en oeuvre de ce plan, en l'état actuel des choses et à notre connaissance. Pour le second degré, la compétence revenant aux collectivités territoriales, je vous invite à vous en rapprocher aux fins de communication des projets susceptibles de produire une incidence sur ce programme.

P. l'inspecteur d'Académie  
Par délégation, le Secrétaire Général  
Par ordre, le chef de division  
F. PATOUT

Patrimoine naturel

**DREAL Nord-Pas-de-Calais**  
**Le 18 août 2011**  
**Références documentaires sur la commune d'Estrée**

**Contact : Michèle Berrier**  
**Tél 03 20 40 43 21**

[michele.berrier@developpement-durable.gouv.fr](mailto:michele.berrier@developpement-durable.gouv.fr)

Les documents sont consultables à la médiathèque du CETE Nord-Picardie  
2 rue de Bruxelles à Lille  
(ouvert du lundi au vendredi de 9h à 16h)

[Mediatheque.Documentation.SG.CETE-NP@developpement-durable.gouv.fr](mailto:Mediatheque.Documentation.SG.CETE-NP@developpement-durable.gouv.fr)

la base documentaire est consultable sur le portail national du SIDE  
<http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>

**DREAL Nord-Pas-de-Calais : 14.1-117 [NORD-PAS-DE-CALAIS] / DREAL Nord-Pas-de-Calais : 14.1-117 [NORD-PAS-DE-CALAIS]**

**SCOT du Grand Douaisis, vol 1 : Synthèse de l'état initial de l'environnement, vol 2 : Atlas cartographique du diagnostic général, diagnostic, politiques, enjeux**  
Syndicat Mixte du SCOT du Douaisis. Douai , 2005, 58 p., 46p., Papier

SCOT / DEMOGRAPHIE / CARTOGRAPHIE / ECONOMIE / INDUSTRIE / COMMERCE / PAYSAGE / AGRICULTURE / LOGEMENT / TOURISME / LOISIR / OCCUPATION DU SOL / RESEAU HYDROGRAPHIQUE / EQUIPEMENT COLLECTIF / INFRASTRUCTURE / TRANSPORT

DOUAI / NOMAIN / AUCHY-LEZ-ORCHIES / ORCHIES / LANDAS / SAMEON / FAUMONT / COUTICHES / BOUVIGNIES / BEUVRY-LA-FORET / RAIMBEAUCOURT / FLINES-LEZ-RACHES / RACHES / MARCHIENNES / TILLOY-LEZ-MARCHIENNES / AUBY / ROOST-WARENDIN / FLERS-EN-ESCREBIEUX / ANHIERS / VRED / RIEULAY / WARLAING / WANDIGNIES-HAMAGE / LAUWIN-PLANQUE / DOUAI / WAZIERS / ANHIERS / LALLAING / PECQUENCOURT / RIEULAY / ESQUERCHIN / CUINCY / SIN-LE-NOBLE / MONTIGNY-EN-OSTREVENT / SOMAIN / FENAIN / ERRE / HORNAING / BRUILLE-LEZ-MARCHIENNES / ECAILLON / AUBERCHICOURT / ANICHE / EMERCHICOURT / MONCHECOURT / MARCQ-EN-OSTREVENT / FECHAIN / MASNY / LOFFRE / GUESNAIN / LEWARDE / ERCHIN / ROUCOURT / VILLERS-AU-TERTRE / BUGNICOURT / BRUNEMONT / AUBIGNY-AU-BAC / FRESSAIN / ARLEUX / CANTIN / HAMEL / LECLUSE / ESTREES / GOEULZIN / FERIN / COURCHELLETES / LAMBRES-LEZ-DOUAI  
AIX-59 / DOUAISIS

*Le diagnostic de territoire constitue le premier volet de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Douaisis sur lequel s'appuie les documents pivots que sont le Projet d'Aménagement et de Développement Durable et le Document d'Orientations Générales qui fixe les prescriptions de l'aménagement du Douaisis pour les 10 à 15 prochaines années. L'atlas cartographique présente une approche visuelle des éléments marquants du territoire. Il reprend l'ensemble des thématiques traitées lors de la rédaction de l'état initial de l'environnement et du diagnostic général.*



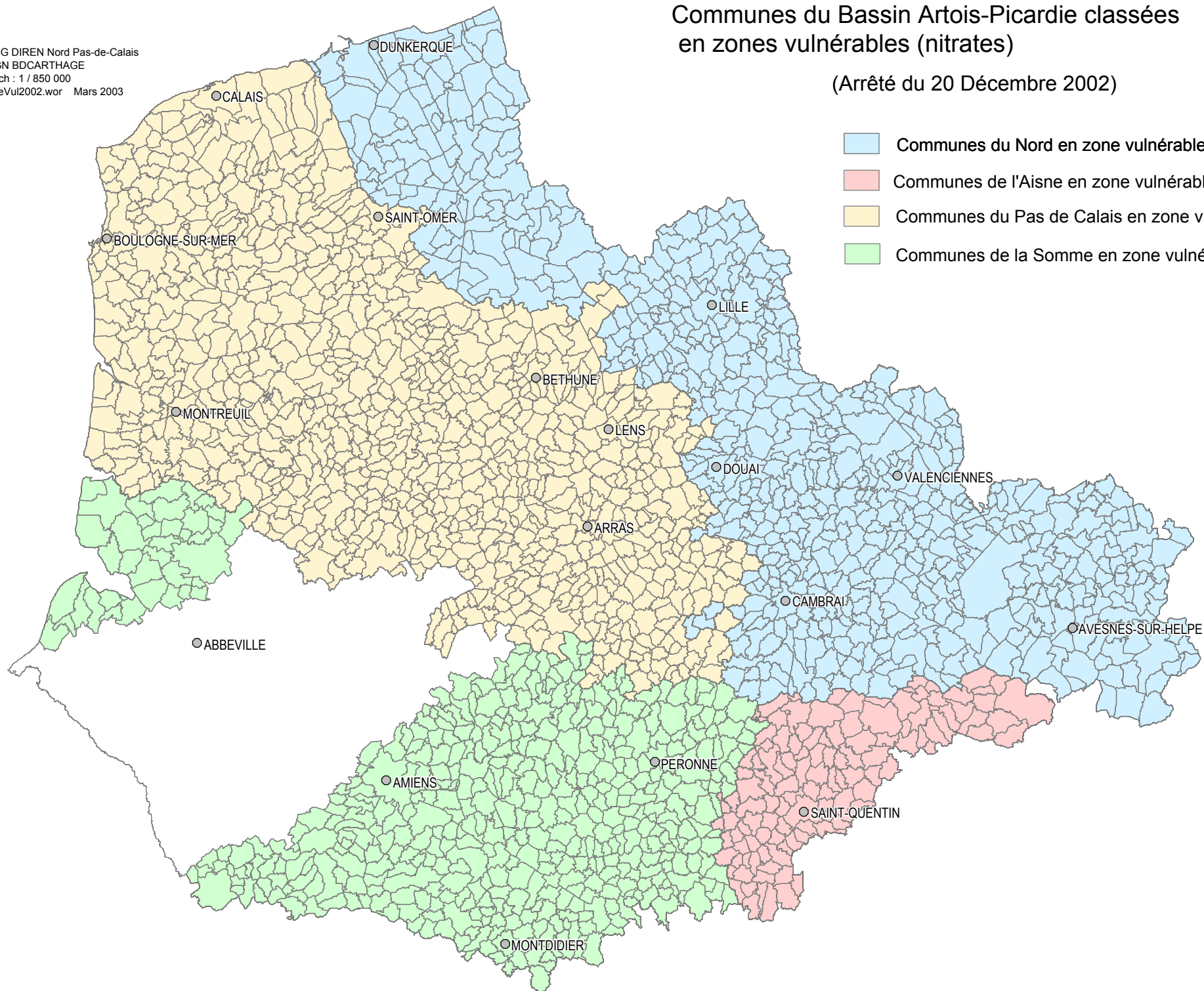




# Communes du Bassin Artois-Picardie classées en zones vulnérables (nitrates)

(Arrêté du 20 Décembre 2002)

- Communes du Nord en zone vulnérable
- Communes de l'Aisne en zone vulnérable
- Communes du Pas de Calais en zone vulnérable
- Communes de la Somme en zone vulnérable





**Le Préfet coordonnateur de bassin  
Artois-Picardie**

**Préfet de Région Nord Pas de Calais**

---

**Délégation de bassin Artois-Picardie  
Direction Régionale de l'Environnement**

**ARRETÉ portant délimitation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates  
d'origine agricole dans le bassin Artois-Picardie**

Le Préfet Coordonnateur du bassin Artois-Picardie  
Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur

Vu la directive (CEE) n°91-676 du Conseil des Communautés Economiques Européennes du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ;

Vu le code de l'environnement et ses articles L 211-2 et L 211-3 ;

Vu le décret 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu les projets de délimitation des zones vulnérables transmis par Messieurs les préfets des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Aisne ;

Vu les avis émis par les Conseils Départementaux d'Hygiène du Nord lors de sa séance du 15 octobre 2002, du Pas-de-Calais lors de sa séance du 11 octobre 2002, de la Somme lors de sa séance du 21 octobre 2002 et de l'Aisne lors de sa séance du 18 octobre 2002 ;

Vu les délibérations des conseils généraux du Nord en date du 18 novembre 2002, du Pas-de-Calais en date du 16 décembre 2002, de la Somme en date du 25 novembre 2002, de l'Aisne en date du 2 septembre 2002 ;

Vu les délibérations des conseils régionaux du Nord-Pas-de-Calais en date du 2 décembre 2002 et de la Picardie en date du 22 novembre 2002 ;

Vu l'avis du Comité de bassin Artois-Picardie réuni le 22 novembre 2002 ;

Sur proposition de Monsieur le Délégué de bassin Artois-Picardie

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Dans le bassin Artois-Picardie, les zones désignées vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole sont constituées des communes dont la liste est annexée au présent arrêté. Cet arrêté annule et remplace l'arrêté du 6 octobre 1994, du 5 février 1996 et du 12 mars 1997.

**Article 2** : Le présent inventaire des zones vulnérables est rendu public, il fera l'objet d'une large diffusion. En particulier, cette décision devra faire l'objet d'un affichage réglementaire dans toute commune classée en zone vulnérable.

**Article 3** : Les préfets des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Aisne et le Délégué de bassin Artois-Picardie sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des préfectures des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Aisne et des préfectures des régions du Nord-Pas-de-Calais et de Picardie.

Fait à Lille, le

20 DEC 2002

Le Préfet Coordonnateur  
de Bassin Artois-Picardie



Rémy PAUTRAT

## **Communes inscrites en zones vulnérables dans le bassin Artois-Picardie**

### **Communes inscrites en zones vulnérables dans le département du Nord :**

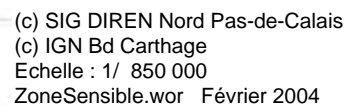
Toutes les communes du département.

### **Communes inscrites en zones vulnérables dans le département du Pas-De-Calais :**




Toutes les communes du département.

### **Communes inscrites en zones vulnérables dans le département de l'Aisne :**

Toutes les communes du département appartenant au bassin Artois-Picardie.



### Classement des Zones Sensibles

-  baignade
-  eau potable
-  eutrophisation



## Arrêté du 23 novembre 1994 délimitant les zones sensibles

Arrêté du 23 novembre 1994 modifié portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes.

Le ministre de l'environnement,

Vu la directive n° 91/271/C.E.E. du Conseil des communautés européennes du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1.1. et L. 372-3 du code des communes, et notamment ses articles 6 et 7 ;

Vu les délibérations du Comité de bassin Adour-Garonne en date des 23 novembre 1992 et 2 juillet 1993 ;

Vu la délibération du Comité de bassin Artois-Picardie en date du 4 décembre 1992 ;

Vu les délibérations du Comité de bassin Loire-Bretagne en date des 10 novembre 1992 et 10 février 1994 ;

Vu la délibération du Comité de bassin Rhin-Meuse en date du 25 juin 1992 ;

Vu les délibérations du Comité de bassin Rhône-Méditerranée-Corse en date des 3 décembre 1992 et 7 juillet 1993 ;

Vu la délibération du Comité de bassin Seine-Normandie en date du 29 juin 1993 ;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Adour-Garonne en date du 4 octobre 1994 ;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Artois-Picardie en date du 20 septembre 1994 ;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Loire-Bretagne en date du 30 mai 1994 ;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Rhin-Meuse en date du 3 juin 1994 ;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse en date du 8 juin 1994 ;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Seine-Normandie en date du 7 septembre 1994 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 5 octobre 1994,

Arrête :

### Article premier

Les zones sensibles prévues à l'article 6 du décret n° 94-469 du 3 juin 1994 sont définies aux articles ci-après et (arrêté du 31 août 1999) « indiquées sur » la carte jointe en annexe au présent arrêté<sup>(1)</sup>.

Pour l'application du présent arrêté, on entend par "bassin versant" l'ensemble des affluents, des sous-affluents et de leurs ramifications utiles, dont les eaux sont drainées vers les masses d'eaux significatives mentionnées dans les articles ci-après.

Sauf indication contraire, les indications "amont de" ou "aval de" utilisées dans l'énumération ci-après des bassins versants hydrographiques classés en zone sensible, doivent être interprétées de la façon suivante :

- pour un nom de commune, celle-ci est incluse dans le zonage ;
- pour les bassins versants des cours d'eau affluents, ils sont inclus dans le zonage après les expressions "en amont de sa confluence avec..." et "les affluents de rive gauche ou droite entre..." : ils sont exclus après l'expression "en aval de sa confluence avec...".

### Art. 2

Les zones sensibles du bassin Adour-Garonne comprennent les bassins versants des cours d'eau et lacs suivants :

- les affluents en rive gauche de la Garonne entre la Sauronne à l'amont et la Baïse à l'aval (hors son affluent la Gélise) ;
- les affluents de rive droite de la Garonne suivants :
  - l'Hers mort ;
  - (arrêté du 8 janvier 2001) « le Tarn (en aval de l'agglomération d'Albi, Saint-Juéry) et ses affluents hors l'Agoût » ;
  - les cours d'eau entre la Barguelonne à l'amont et la Masse à l'aval ;
  - le Lot (en aval de sa confluence avec le Dourdou) et ses affluents hors le Célé ;
  - les cours d'eau entre le Tolzac à l'amont et le Dropt à l'aval ;
- la Dordogne en amont du barrage de Bort-les-Organes, son affluent de rive gauche la Rhue (arrêté du 31 août 1999) « (en amont du barrage de Voussaire) », son affluent de rive gauche la Cère
- (en amont du lac de Saint-Etienne-de-Cantalès) et son affluent de rive droite l'Isle entre ses points de confluence avec l'Auvezère (exclue) et la Dronne (exclue) ;
- la Charente en amont de sa confluence avec l'Arnoult ;
- les affluents de rive gauche de l'Adour, entre le Léas et le Luys, et l'Arros à l'aval de Villecomtal-sur-Arros ;
- les lacs et étangs littoraux aquitains et le bassin d'Arcachon.



### Art. 3

Les zones sensibles du bassin Artois-Picardie comprennent les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales et les bassins versants des cours d'eau suivants :

- la Somme en amont de Bray-sur-Somme et en aval d'Amiens (à l'exclusion de la Selle) ;
- les autres fleuves côtiers entre la Bresle au Sud et l'Az au Nord ;
- la Lys en amont d'Armentières.

### Art. 4

(arrêté du 31 août 1999) Les zones sensibles du bassin Loire-Bretagne comprennent les bassins versants des cours d'eau suivants :

- la Loire en amont de sa confluence avec l'Indre ;
- la Vilaine ;
- le Cher ;
- l'Indre ;
- la Rance.

### Art. 5

Les zones sensibles du bassin Rhin-Meuse comprennent les bassins versants des cours d'eau suivants :

- la Meuse ;
- la Moselle ;
- le Rhin ;
- la Sarre (y compris ses affluents et sous-affluents qui prennent leur source en territoire français, mais qui confluent avec la Sarre en territoire allemand).

### Art. 6

Les zones sensibles du bassin Rhône-Méditerranée-Corse comprennent les bassins versants :

- de la Saône en amont de Massieux (Ain) en rive gauche et Quincieux (Rhône) en rive droite ;
- du lac Léman ;
- des étangs palavasiens (Armel, Méjean, Grec, Prévost), de l'étang de l'Or et de l'étang de Berre.

### Art. 7

(arrêté du 31 août 1999) Les zones sensibles du bassin Seine-Normandie comprennent les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales et les bassins versants des cours d'eau suivants :

- l'Oise à l'amont de Compiègne ;
- le Thérain en amont de Beauvais ;
- la Brèche en amont de Clermont ;
- la Marne à l'amont de Saint-Thibault-des-Vignes ;
- la Seine à l'amont d'Evry ;
- l'Yerres en amont de Varenne-Jarcy ;
- l'Orge en amont de Savigny-sur-Orge ;
- la Mauldre ;
- l'Epte ;
- l'Eure en amont de sa confluence avec la Vesgre, et l'Iton en amont de sa confluence avec le Rouloir ;
- la Risle ;
- les fleuves côtiers normands autres que la Seine, de la Sélune à l'ouest à la Bresle à l'est comprises.

### Art. 7 bis (arrêté du 31 août 1999)

Les zones sensibles du bassin de l'île de la Réunion sont les suivantes :

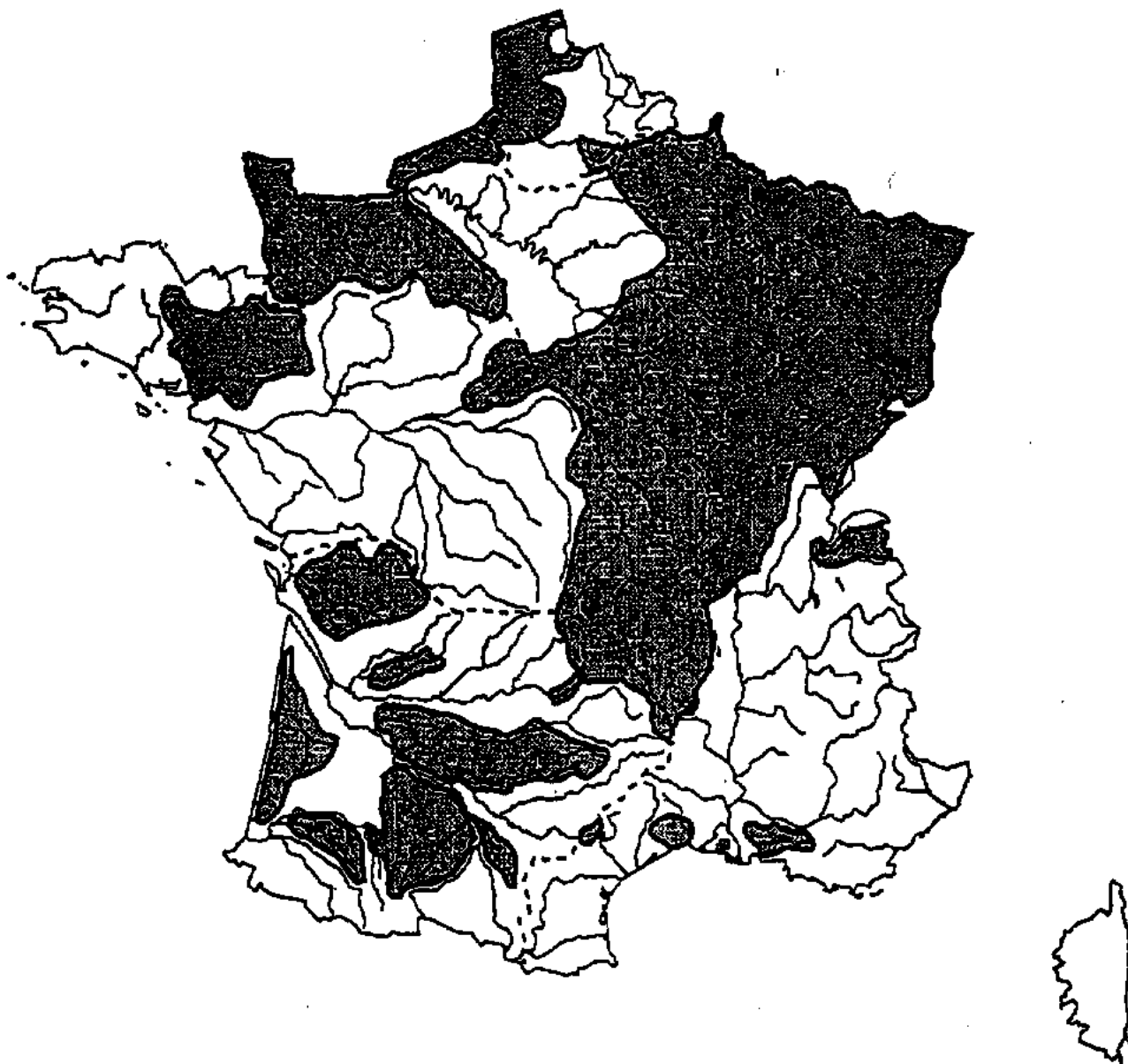
- les étangs littoraux de Bois-Rouge, de Saint-Paul et du Gol ;
- le milieu marin côtier ouest compris entre la pointe de la rivière des Galets, le piton de Grande Anse et la ligne maritime des 50 mètres de profondeur ;
- les masses d'eau du milieu terrestre compris entre la pointe de la rivière des Galets et le piton de Grande Anse et délimité par la ligne du domaine public forestier dite "ligne des seize cents" jusqu'à la limite ouest de la commune de Saint-Louis, puis la cote des quatre cent cinquante mètres d'altitude sur la commune de Saint-Louis, puis la limite sud de la commune d'Entre-Deux et enfin la cote des neuf cents mètres d'altitude sur les communes de : Le Tampon, Saint-Pierre et Petite-Ile.

### Art. 8

Le préfet fixe par arrêté les objectifs de réduction des flux de substances polluantes des agglomérations incluses en (arrêté du 8 janvier 2001) zone sensible et produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 600 kilogrammes par jour, en fonction des caractéristiques du milieu récepteur et de l'objectif recherché (lutte contre l'eutrophisation, protection des zones de baignade, de conchyliculture ou des captages pour la fabrication d'eau potable).

# ARRETE ZONES SENSIBLES

## ANNEXE



## LEGENDE

--- LIMITES DES AGENCES DE L'EAU

 CONTOURS ZONES SENSIBLES

# **Art. 9**

Le directeur de l'eau est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 novembre 1994.

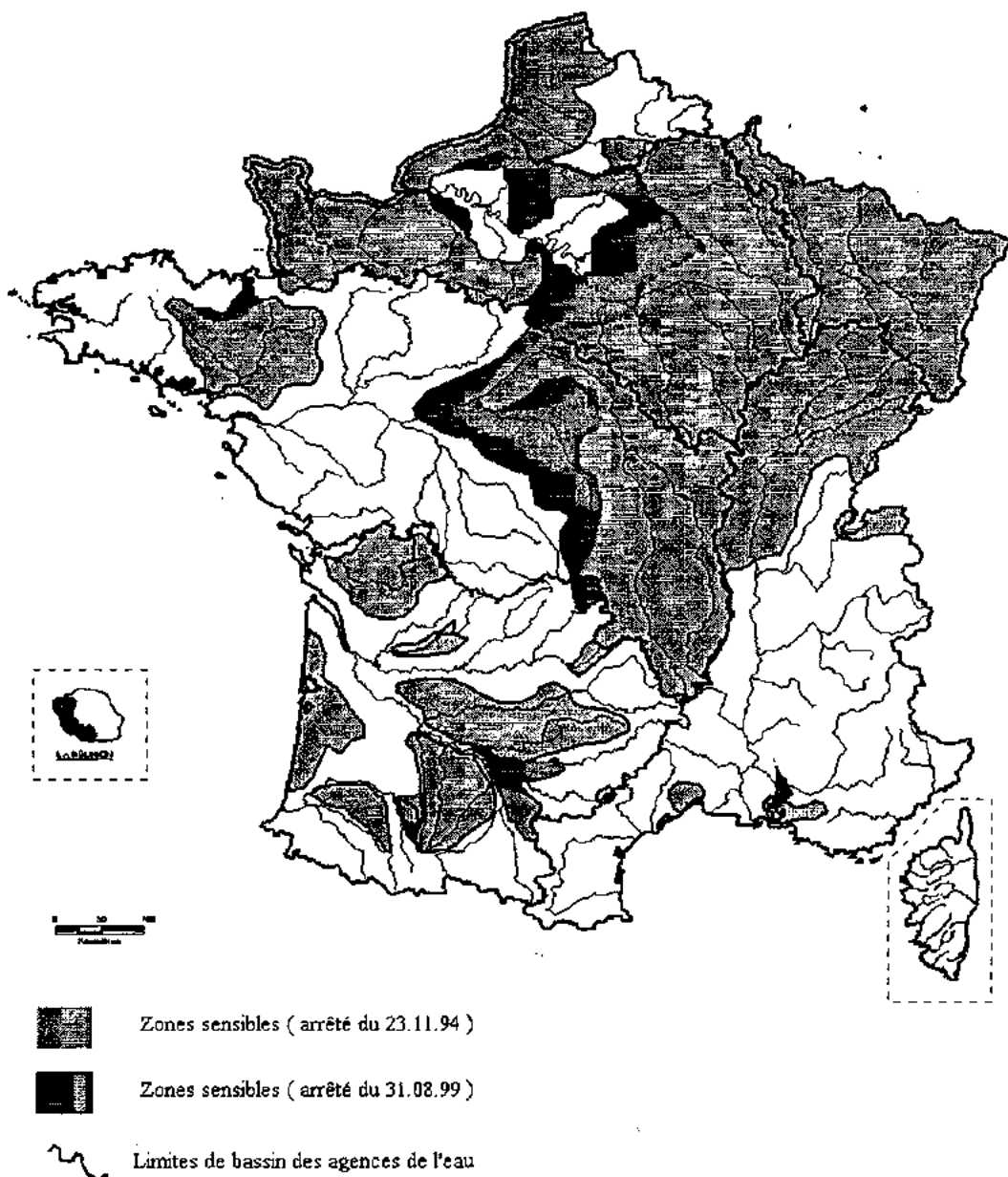
Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'eau,

J.-L. LAURENT



## **CARTE DES ZONES SENSIBLES** évolution entre l'arrêté de 1994 et celui de 1999



Direction de l'Eau / octobre 2000.

Arrêté du 23 novembre 1994 portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes

NOR: ENVE9430344A

Le ministre de l'environnement,

Vu la directive n° 91/271/C.E.E. du Conseil des communautés européennes du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes, et notamment ses articles 6 et 7;

Vu les délibérations du Comité de bassin Adour-Garonne en date des 23 novembre 1992 et 2 juillet 1993;

Vu la délibération du Comité de bassin Artois-Picardie en date du 4 décembre 1992;

Vu les délibérations du Comité de bassin Loire-Bretagne en date des 10 novembre 1992 et 10 février 1994;

Vu la délibération du Comité de bassin Rhin-Meuse en date du 25 juin 1992;

Vu les délibérations du Comité de bassin Rhône-Méditerranée-Corse en date des 3 décembre 1992 et 7 juillet 1993;

Vu la délibération du Comité de bassin Seine-Normandie en date du 29 juin 1993;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Adour-Garonne en date du 4 octobre 1994;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Artois-Picardie en date du 28 septembre 1994;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Loire-Bretagne en date du 30 mai 1994;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Rhin-Meuse en date du 3 juin 1994;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse en date du 8 juin 1994;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Seine-Normandie en date du 7 septembre 1994;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 5 octobre 1994,

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. - Les zones sensibles prévues à l'article 6 du décret n° 94-469 du 3 juin 1994 sont définies aux articles ci-après et délimitées par la carte jointe en annexe au présent arrêté (1).

Pour l'application du présent arrêté, on entend par « bassin versant » l'ensemble des affluents, des sous-affluents et de leurs ramifications ultimes, dont les eaux sont drainées vers les masses d'eaux significatives mentionnées dans les articles ci-après.

Sauf indication contraire, les indications « amont de » ou « aval de », utilisées dans l'énumération ci-après des bassins versants hydrographiques classés en zone sensible, doivent être interprétées de la façon suivante:

- pour un nom de commune, celle-ci est incluse dans le zonage;
- pour les bassins versants des cours d'eau affluents, ils sont inclus dans le zonage après les expressions « en amont de sa confluence avec... » et « les affluents de rive gauche ou droite entre... »; ils sont exclus après l'expression « en aval de sa confluence avec... ».

Art. 2. - Les zones sensibles du bassin Adour-Garonne comprennent les bassins versants des cours d'eau et lacs suivants:

- les affluents en rive gauche de la Garonne entre la Saudrune à l'amont et la Baise à l'aval (hors son affluent la Gélise);
- les affluents de rive droite de la Garonne suivants:
  - l'Hers mort;
  - le Tam (en aval de Montauban) et le lac de la Ravège, l'Aveyron et ses affluents hors le Cérou et le Yère;
  - les cours d'eau entre la Barguelonne à l'amont et la Masse à l'aval;
  - le Lot (en aval de sa confluence avec le Dourdou) et ses affluents hors le Célé;
  - les cours d'eau entre le Tolzac à l'amont et le Dropt à l'aval;
  - la Dordogne en amont du barrage de Bort-les-Orgues, son affluent de rive gauche la Rhue (en amont de Vausseire), son

affluent de rive gauche la Cère (en amont du lac de Saint-Etienne-de-Cantalès) et son affluent de rive droite l'Isle entre ses points de confluence avec l'Avézère (exclue) et la Dronne (exclue);

- la Charente en amont de sa confluence avec l'Amoult;
- les affluents de rive gauche de l'Adour, entre la Lées et le Luys, et l'Arros à l'aval de Villecomtal-sur-Ayros;
- les lacs et étangs littoraux aquitains et le bassin d'Arcachon.

Art. 3. - Les zones sensibles du bassin Artois-Picardie comprennent les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales et les bassins versants des cours d'eau suivants:

- la Somme en amont de Bray-sur-Somme et en aval d'Amiens (à l'exclusion de la Selle);
- les autres fleuves côtiers entre la Bresle au Sud et l'Aa au Nord;
- la Lys en amont d'Armentières.

Art. 4. - Les zones sensibles du bassin Loire-Bretagne comprennent les bassins versants des cours d'eau suivants:

- la Loire en amont de sa confluence avec le Beuvron;
- la Vilaine.

Art. 5. - Les zones sensibles du bassin Rhin-Meuse comprennent les bassins versants des cours d'eau suivants:

- la Meuse;
- la Moselle;
- le Rhin;
- la Sarre (y compris ses affluents et sous-affluents qui prennent leur source en territoire français, mais qui confluent avec la Sarre en territoire allemand).

Art. 6. - Les zones sensibles du bassin Rhône-Méditerranée-Corse comprennent les bassins versants:

- de la Saône en amont de Massieux (Ain) en rive gauche et Quincieux (Rhône) en rive droite;
- du lac Léman;
- des étangs palavasiens (Amel, Méjean, Grec, Prévost), de l'étang de l'Or et de l'étang de Berre.

Art. 7. - Les zones sensibles du bassin Seine-Normandie comprennent les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales et les bassins versants des cours d'eau suivants:

- l'Oise à l'amont d'Alaincourt;
- la Serre à l'amont de Mesbrecourt-Richecourt;
- l'Ailette à l'amont de Lizy;
- l'Aisne en amont de sa confluence avec la Vesle;
- la Marne en amont d'Épernay;
- la Seine en amont de sa confluence avec l'Orvin;
- l'Yonne en amont de sa confluence avec l'Oreuse;
- le Loing en amont de sa confluence avec le Fassin;
- l'Essonne en amont de Malesherbes;
- l'Eure en amont de sa confluence avec la Vesgre, et l'Iton en amont de sa confluence avec le Roaloir;
- la Risle en amont de sa confluence avec la Charentonne;
- les fleuves côtiers autres que la Seine et la Risle entre la Sélune au Sud et la Bresle au Nord.

Art. 8. - Le préfet fixe par arrêté les objectifs de réduction des flux de substances polluantes des agglomérations incluses en zone fixe sensible et produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 600 kilogrammes par jour, en fonction des caractéristiques du milieu récepteur et de l'objectif recherché (lutte contre l'eutrophisation, protection des zones de baignade, de conchyliculture ou des captages pour la fabrication d'eau potable).

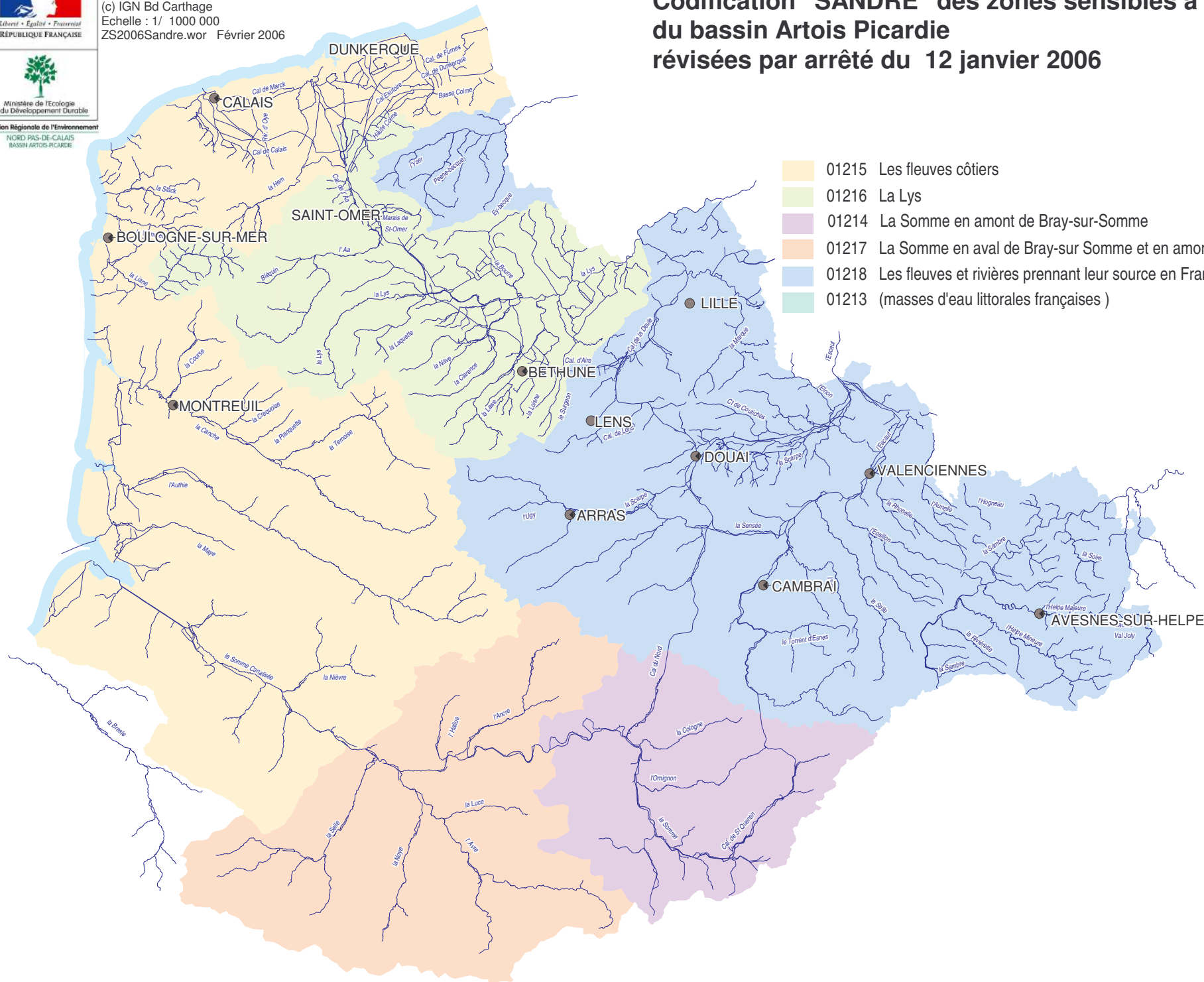
Art. 9. - Le directeur de l'eau est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 novembre 1994.

Pour le ministre et par délégation:  
Le directeur de l'eau,  
J.-L. LAURENT

(1) Cette carte peut être consultée et mise à la disposition du public dans chaque direction régionale de l'environnement (Diren) et au ministère de l'environnement (direction de l'eau).



# Codification "SANDRE" des zones sensibles à l'eutrophisation du bassin Artois Picardie révisées par arrêté du 12 janvier 2006

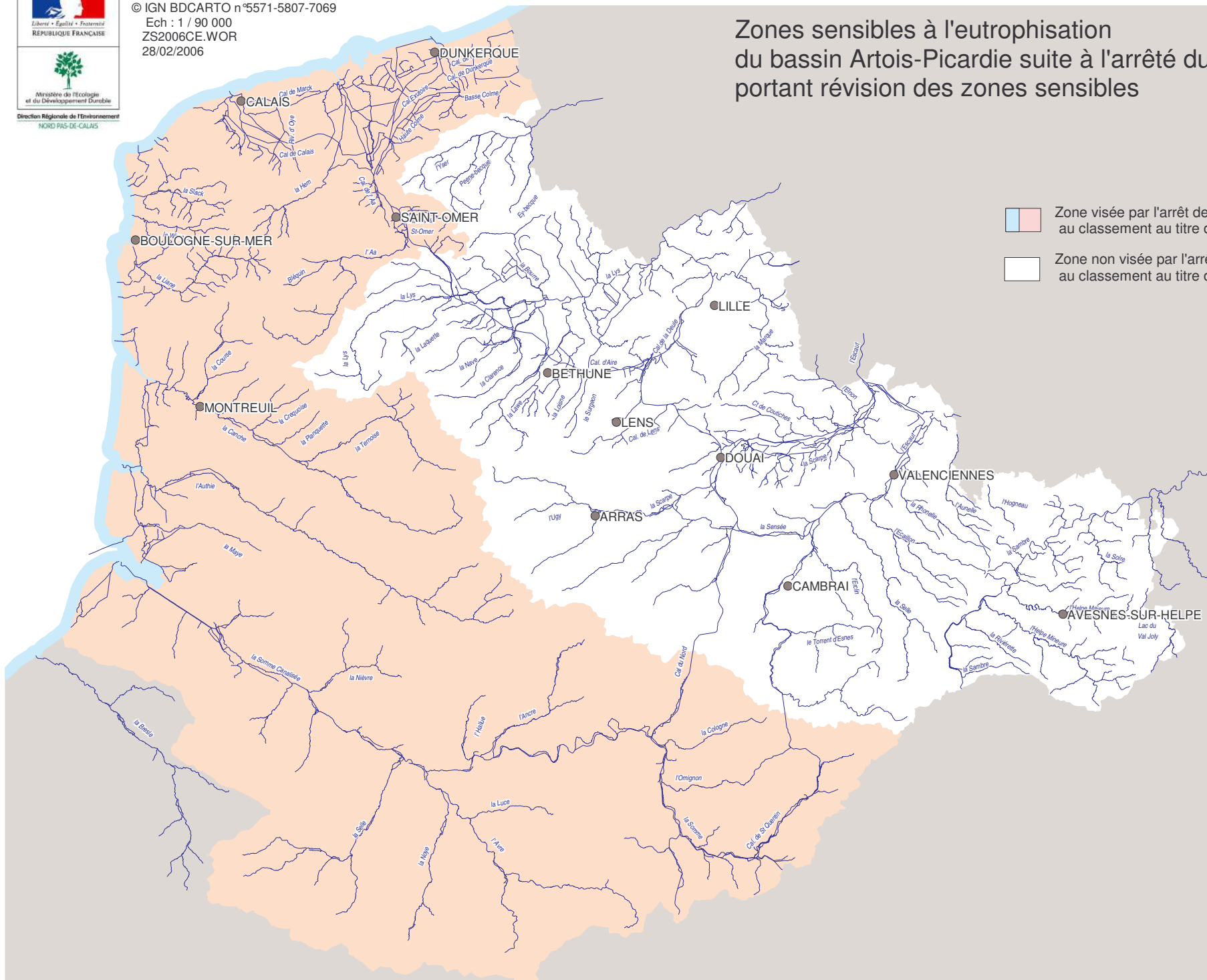


- 01215 Les fleuves côtiers
- 01216 La Lys
- 01214 La Somme en amont de Bray-sur-Somme
- 01217 La Somme en aval de Bray-sur-Somme et en amont d'Amiens
- 01218 Les fleuves et rivières prenant leur source en France et coulant vers la Belgique
- 01213 (masses d'eau littorales françaises)



## Zones sensibles à l'eutrophisation du bassin Artois-Picardie suite à l'arrêté du 12 janvier 2006 portant révision des zones sensibles

-  Zone visée par l'arrêté de la CJCE pour manquement au classement au titre de l'eutrophisation
-  Zone non visée par l'arrêté de la CJCE pour manquement au classement au titre de l'eutrophisation



# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

**Arrêté du 12 janvier 2006 portant révision des zones sensibles à l'eutrophisation dans le bassin Artois-Picardie pris en application du décret n° 94-469 du 3 juin 1994 modifié relatif à la collecte et au traitement des eaux usées**

NOR : DEVO0650041A

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais, préfet du Nord, préfet coordonnateur du bassin Artois-Picardie,  
Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 211-1 et L. 211-2 ;  
Vu les articles R. 2224-6 à R. 2224-22 du code général des collectivités territoriales ;  
Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 modifié relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;  
Vu le décret n° 2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;  
Vu l'arrêté du 23 novembre 1994 modifié portant délimitation des zones sensibles ;  
Vu la circulaire du 23 juin 2005 relative aux modalités de la révision de la délimitation des zones sensibles définies en application de la directive n° 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires à opérer avant la fin de l'année 2005 ;  
Vu la consultation des conseils régionaux, des conseils généraux et des chambres d'agriculture du bassin Artois-Picardie ;  
Vu la consultation du Comité de bassin Artois-Picardie et l'avis rendu le 9 décembre 2005 ;  
Sur le rapport du directeur régional de l'environnement de Nord - Pas-de-Calais, délégué de bassin Artois-Picardie,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Les zones sensibles prévues à l'article 6 du décret du 3 juin 1994 susvisé sont étendues à l'ensemble des masses d'eaux de surface continentales et littorales du bassin Artois-Picardie.

**Art. 2.** – Les paramètres de pollution nécessitant un traitement plus poussé sont l'azote et le phosphore.

**Art. 3.** – Les dispositions de l'arrêté du 23 novembre 1994 susvisé contraires aux présentes dispositions sont abrogées.

**Art. 4.** – Le secrétaire général de la préfecture de la région Nord - Pas-de-Calais, le directeur régional de l'environnement de Nord - Pas-de-Calais, délégué de bassin Artois-Picardie, et les préfets des départements concernés du bassin Artois-Picardie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 janvier 2006.

J. ARIAUD

Energies renouvelables

## AVERTISSEMENT :

La loi Grenelle 2 prévoit un schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie.

Le volet éolien, avec l'approbation le 25 juillet 2012 du Schéma Régional Eolien du Nord Pas-de-Calais, est la première pierre du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie prévu par le projet de loi Grenelle 2 dont l'élaboration sera copilotée par l'Etat et la Région. D'autres travaux relatifs aux énergies renouvelables sont en cours de réalisation : ainsi des études d'ores et déjà lancées permettront de fournir des éléments d'ici à septembre 2012 sur les potentiels de la région pour les énergies photovoltaïque, biomasse, géothermie... L'ensemble de ces travaux permettra d'alimenter la réflexion pour l'élaboration du volet « énergies renouvelables » du futur schéma régional « climat air énergie ».

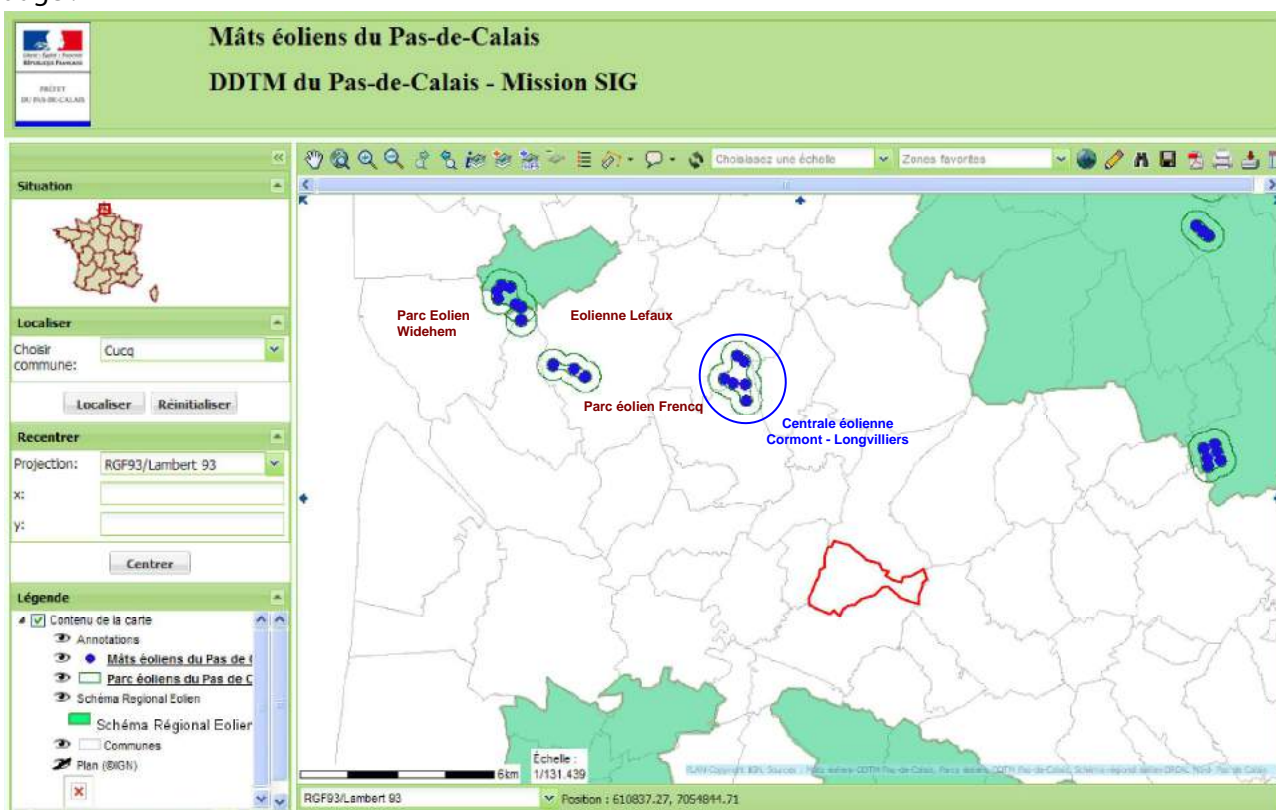
### Energie éolienne :

Le Schéma Régional Eolien du Nord Pas-de-Calais, approuvé le 25 juillet 2012 par le Préfet de Région identifie les parties du territoire régional favorables au développement de l'énergie éolienne au vu à la fois du potentiel éolien régional et des impératifs de protection des espaces naturels, des ensembles paysagers, du patrimoine naturel et culturel. Il fixe également des objectifs qualitatifs (modalités d'implantation privilégiant la densification des zones favorables) et quantitatifs de développement du potentiel éolien en région. Ce document est désormais opposable aux projets de création des zones de développement de l'éolien (ZDE) qui doivent se situer dans les zones propices qu'il identifie.

Ce schéma a une portée prescriptive, puisque les nouvelles zones de développement de l'éolien devront être situées obligatoirement au sein des parties du territoire favorables au développement de l'énergie éolienne définies par le schéma.

Son élaboration, copilotée par le préfet de région et le conseil régional, s'est largement appuyée à la fois sur les travaux menés entre septembre 2009 et juin 2010 qui avaient abouti à l'adoption du volet éolien du schéma régional des énergies renouvelables, document non opposable, et sur un processus de concertation abouti auquel ont été associés tous les acteurs concernés (collectivités, services de l'État, associations, professionnel de cette filière).

La commune d'Estrée est, par cet arrêté, déclarée non favorable au développement de l'énergie éolienne. Sur la capture d'écran ci-dessous, issue de la cartographie Carmen des zones de développement éolien (site de la DREAL, <http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/24/eolien.map>), Les communes citées en annexe du Schéma Régional Eolien sont en vert, la commune d'Estrée est localisée par un contour rouge :



Cette cartographie nous montre les éoliennes et les Zones de Développement éolien qui existent autour de la commune d' Estrée.

En 2013, les communes de Widehem, d'une part, et tout le sud-ouest de Montreuil d'autre part (Saint-Aubin, Sorrus, Airon-Notre-Dame, Rang-du-Fliers, Airon-Saint-Vaast, Campigneulles-les-Grandes, etc. sont seules jugées favorables au développement éolien.

Néanmoins, et en raison de leur relative ancienneté, il existe d'autres éoliennes à proximité d' Estrée.

Le parc éolien de Widehem concerne un groupe de 6 éoliennes pour une puissance globale de 4,5MW. Les six machines, d'une puissance de 750 kW chacune et de 46 m de haut à la nacelle, ont été mises en service en septembre 2001. Leur production annuelle estimée est de 11 GWh.

Dans la même co-visibilité que le parc éolien de Widehem, l'éolienne de Lefaux a une puissance de 1MW. La machine, a une puissance de 1000 kW et un diamètre de 46 m. Sa production annuelle estimée est de 3 GWh.

### **Energie photovoltaïque :**

L'apport solaire est assez faible (moins de 1.220 heures/an). Cela est de nature à limiter l'intérêt du développement de l'énergie solaire sur la commune.

Aménagement numérique du territoire





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais

*Service Expertise et Appui Technique*

Arras, le **30 JUIN 2011**

**Note**

à

**SUI/PUR**

**Nos Réf. :** VL/MG

**Vos Réf. :**

**Affaire suivie par :** Véronique Lieven

veronique.lieven.@pas-de-calais.gouv.fr

**Tél.** 03 21 22 98 81 – **Fax** : 03 21 22 98 79

**Courriel** : ddtm-seat@pas-de-calais.gouv.fr

**Objet :** **Elaboration du Plan Local d'Urbanisme de la  
commune de ESTREE - Observations du SEAT**

**PJ :** - 1 tableau d'accidentologie  
- 1 carte avec couverture ADSL sur le territoire de la  
commune de Estrée

Par note du 7 juin 2011, vous me demandez toute information relative à la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de ESTREE.

Voici les observations émises par le Service Expertise et Appui Technique sur les thèmes de la sécurité routière, du bruit et de l'aménagement numérique des territoires.

### **I. Sécurité Routière**

Est fourni en annexe le récapitulatif des accidents survenus sur la commune entre 2006 et 2010.

Nous avons relevé deux accidents sur la commune.

De plus, il conviendrait d'appliquer les préconisations de diverses publications du CERTU (Centre d'Etudes sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les constructions publiques).

### **II. Bruit**

La commune de ESTREE n'a pas d'infrastructures de transport routières ou ferroviaires classées à l'égard du bruit.

### **III. Aménagement Numérique du Territoire**

#### **Rappel des textes**

La loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 renforce le code de l'urbanisme en tant qu'outil de développement et d'aménagement des territoires.



01 JUL. 2011

Siège de la DDTM : 100, avenue Winston Churchill 62022 Arras SP7  
Tél : 03 21 22 99 99 – fax : 03 21 55 01 49  
Horaires d'ouverture : 08h30 – 12h et 13h30 – 17h  
Accès bus : prendre la ligne 1 ou 7 – arrêt « Equipement »

L'article L121-1 détermine les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable (...) la diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination des besoins présents et futurs en matière (..) de développement des communications électroniques.

Par ailleurs, la loi du 4 Août 2008 pour modernisation de l'économie impose, depuis le 1er janvier 2011, d'équiper en fibre optique tous les immeubles neufs.

La loi n°2009-1572 promulguée le 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique rend obligatoire la mutualisation des travaux dans le but de favoriser la pose de fibre optique à l'occasion de travaux sur les infrastructures.

Suite à l'appel à manifestations d'intentions d'investissement (AMII) lancé par le Gouvernement le 4 août 2010, aucun opérateur de communications électroniques n'a manifesté son intention d'engager, sur les 5 ans à venir, le déploiement d'un réseau sur le territoire de la commune d'Estrée.

#### L'aménagement Numérique sur le territoire

L'aménagement numérique ou l'aménagement des réseaux de communication numérique, consiste à assurer l'accessibilité aux réseaux très haut débit de manière simple, sécurisée et abordable ainsi que la disponibilité d'une offre de services appropriés.

Ainsi, l'aménagement numérique constitue un enjeu stratégique, déterminant pour le développement économique, social et culturel du territoire. Les technologies de l'information et de la communication auront un impact croissant sur les déplacements et sur la localisation des populations et des activités économiques.

Avant 2008, la commune d'Estrée avait une couverture numérique très limitée (débit faible). Voir carte annexée.

L'intervention de la Communauté de Communes du Montreuillois a permis le déploiement de la fibre optique sur le territoire et l'implantation d'un nouveau répartiteur (NRA) sur la commune d'Estrée. Cette nouvelle installation permet, à priori, de répondre aux besoins actuels de la population.

Les TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) se développent constamment, générant de nouveaux usages .... et de nouveaux besoins en équipements et infrastructures.

C'est pourquoi le PLU pourrait identifier les besoins et les difficultés de certaines zones au regard du très haut débit, et considérer globalement la problématique des fourreaux au même titre que l'assainissement, les réseaux électriques, la distribution d'eau. Cette réflexion est à mener en cohérence avec les orientations du schéma directeur régional d'aménagement numérique.

Le Service Expertise et Appui Technique est à votre disposition pour tous éléments complémentaires qui vous seraient nécessaires.

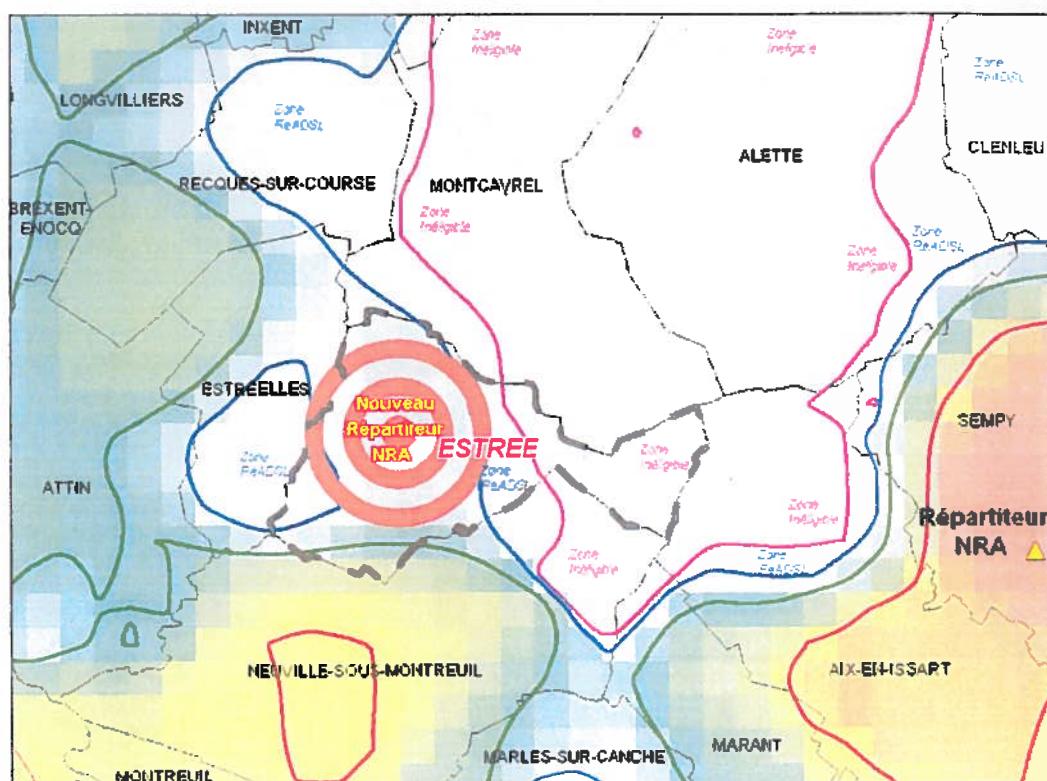
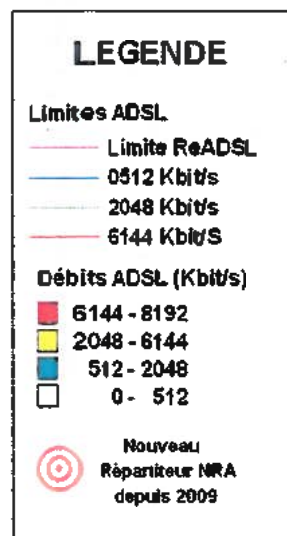
Le Chef du Service Expertise et  
Appui Technique,



Véronique LIEVEN



## Département du Pas de Calais Commune d' ESTREE Couverture ADSL Année 2008



Avertissement : Cette carte, construite par échantillonnage géographique, a pour seul objectif de présenter une localisation approchée des zones sur lesquelles le service «Céle» a de fortes probabilités d'être nul ou dégradé. Elle ne représente pas les performances permises par le réseau téléphonique rural, en supposant un équipement complet de tous les répartiteurs en technologie ADSL. La cartographie cible prioritairement les zones rurales. Elle ne peut être considérée comme fiable au niveau des grandes agglomérations.